



Rapport de résultat 2018

Programme d'appui au développement des filières
agricoles PROFI

Volet opérationnel

BEN 13 028 11

BENIN



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Sommaire

1	Aperçu de l'intervention	7
1.1	Fiche d'intervention	7
1.2	Exécution budgétaire	9
1.2.1	Contribution belge.....	9
1.2.2	Contribution Béninoise.....	10
1.3	Autoévaluation de la performance.....	11
1.3.1	Pertinence.....	11
1.3.2	Efficacité	11
1.3.3	Efficiencia	12
1.3.4	Durabilité.....	12
1.4	Conclusion.....	13
1.5	Évolution du contexte	14
1.5.1	Contexte général	14
1.5.2	Contexte institutionnel.....	14
1.5.3	Contexte de gestion : modalités d'exécution	14
1.5.4	Contexte HARMO	15
1.6	Performance de l'objectif spécifique.....	16
1.6.1	Progrès des indicateurs	16
1.6.2	Analyse des progrès réalisés.....	17
1.6.3	Analyse de l'impact.....	18
1.7	Performance du résultat 1 et 2.....	21
1.7.1	Progrès des indicateurs	21
1.7.2	État d'avancement des principales activités	37
1.7.3	Analyse des progrès réalisés.....	38
1.8	Performance du résultat 3.....	39
1.8.1	Progrès des indicateurs	39
1.8.2	État d'avancement des principales activités	42
1.8.3	Analyse des progrès réalisés.....	43
1.9	Performance du résultat 4.....	43
1.9.1	Progrès des indicateurs	43
1.9.2	État d'avancement des principales activités	47
1.9.3	Analyse des progrès réalisés.....	47
1.10	Thèmes transversaux	51
1.10.1	Genre.....	51

1.10.2	Environnement	53
1.10.3	Digitalisation	55
1.11	Gestion des risques	57
2	Pilotage et apprentissage	58
2.1	Réorientations stratégiques	58
2.2	Recommandations	58
2.3	Enseignements tirés	58
3	Annexes	59
3.1	Matrices de suivi des indicateurs	59
3.2	Critères de qualité	66
3.3	Recommandations de la SMCL	70
3.4	Aperçu des MoRe Results	75
3.5	Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »	76
3.6	Plan de mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours	84

Liste des tableaux :

Tableau 1: Exécution du budget global de la contribution Belge en Euro	9
Tableau 2: Exécution du budget global de la contribution Belge en 1000 FCFA	9
Tableau 3: Exécution du budget annuel de la contribution Belge en Euro	9
Tableau 4: Exécution du budget annuel de la contribution Belge en FCFA	10
Tableau 5: Exécution budgétaire de la contribution Béninoise en FCFA	10
Tableau 6: Exécution budgétaire de la contribution Béninoise en Euro	10
Tableau 7: Les revenus créés au niveau des exploitations familiales dans l'Atacora Donga :	18
Tableau 8: Les revenus créés au niveau des exploitations familiales dans le Mono Couffo	18
Tableau 9: Les revenus créés au niveau des entreprises rurales d'offres de services de proximité	19
Tableau 10: Les revenus créés par les semenciers/pépiniéristes	19
Tableau 11: Les revenus potentiels des aménagements	20
Tableau 12: Les créés par la vente groupée d'anacarde	20
Tableau 13: Les revenus créés pour les deux régions par la vente groupée de riz	20
Tableau 14: Les revenus créés par la vente groupée de maraichage dans les deux régions	20
Tableau 15: Les équipements fournis et aménagements réalisés pour les projets de production	22
Tableau 16: Les équipements fournis et aménagements réalisés pour les projets de services	24
Tableau 17 : Les résultats de mise en place des services « conseil d'exploitation familiale »	26
Tableau 18 : Les thématiques des CEP développés pour la campagne 2017-2018 sont résumées dans le tableau ci-après.	27
Tableau 19 : Situation des clusters accompagnés	29
Tableau 20 : Résultats du service de la pré-collecte des noix d'anacarde	30
Tableau 21 : Résultats du service de vente groupée des noix d'anacarde	30
Tableau 22 : Evolution vente des noix certifiées « bio » et « commerce équitable ».	32
Tableau 23 : Evolution superficies entretenus des plantations d'anacarde».	32
Tableau 24 : Evolution du dispositif de vente groupée maraichage dans l'Atacora Donga	32
Tableau 25 : Evolution du dispositif de vente groupée maraichage dans le Mono Couffo	33
Tableau 26 : Evolution des chiffres d'affaires des boutiques d'intrants Mono Couffo	34
Tableau 27 : Evolution des chiffres d'affaires des boutiques d'intrants Atacora Donga	34
Tableau 28 : Evolution des contrats et chiffres d'affaires de la vente groupée riz dans l'Atacora Donga	36
Tableau 29 : Evolution des contrats et chiffres d'affaires de la vente groupée riz dans le Mono Couffo	36
Tableau 30 : Ventes réalisés auprès des foires et salons	36

Tableau 31 : Caractéristiques des investissements communaux	39
Tableau 32 : Situation des IC FAIA	41
Tableau 33 : Nombre de coopératives formés en « genre »	51
Tableau 34 : Champs écoles en lien avec la sauvegarde de l'environnement	53
Tableau 35: Matrice de suivi des indicateurs objectif spécifique	59
Tableau 36: Matrice de suivi des indicateurs résultat 1	60
Tableau 37: Matrice de suivi des indicateurs résultat 2 Atacora Donga	61
Tableau 38: Matrice de suivi des indicateurs résultat 2 Mono Couffo	62
Tableau 39 : Matrice de suivi des indicateurs du résultat 3 de l'Atacora Donga	63
Tableau 40: Matrice de suivi des indicateurs du résultat 3 du Mono Couffo	63
Tableau 41: Matrice de suivi des indicateurs du résultat 4 d'Atacora Donga	64
Tableau 42: Matrice de suivi des indicateurs résultat 4 Mono Couffo	65

Liste des figures

Figure 1: Accroissement des revenus des producteurs par filière de Mono Couffo	16
Figure 2: Accroissement des revenus des producteurs par filière de l'Atacora Donga	16
Figure 3: Accroissement des revenus des entreprises rurales par type de service dans le Mono Couffo	17
Figure 4: Accroissement des revenus des entreprises rurales par type de service dans l'Atacora Donga	17
Figure 5: Nombre de projets de production approuvés et (partiellement) équipés	21
Figure 6: Répartition par sexe des bénéficiaires des projets de production	21
Figure 7: Répartition de la subvention selon les filières	22
Figure 8: Répartition de nombre de projets de production selon les filières	22
Figure 9: Evolution du niveau de professionnalisation des producteurs Atacora Donga	23
Figure 10: Evolution du niveau de professionnalisation des producteurs Mono Couffo	23
Figure 11: Nombre de projets de services approuvés et équipés (partiellement)	23
Figure 12: Répartition par sexe des bénéficiaires des projets de services	23
Figure 13: Répartition de la subvention des projets par filière	23
Figure 14: Répartition de nombre de projets de fourniture par filière	23
Figure 15: Répartition de la subvention des projets par type de service	24
Figure 16: Répartition de nombre de projets par type de service	24
Figure 17: Evolution du taux de satisfaction des services intrants fourni par les entreprises rurales dans le Mono Couffo	25
Figure 18: Evolution du taux de satisfaction des services transformation fourni par les entreprises rurales dans l'Atacora Donga	25
Figure 19: Evolution du niveau de professionnalisation des fournisseurs de services Atacora Donga	25
Figure 20: Evolution du niveau de professionnalisation des fournisseurs de services Mono Couffo	25
Figure 21: Taux de satisfaction pour les services CEF dans le Mono Couffo	26
Figure 22: Taux de satisfaction (2018) pour les services CEF par sexe dans le Mono Couffo	26
Figure 23: Taux de satisfaction pour les services CEP par sexe dans le Mono Couffo	28
Figure 24: Taux de satisfaction pour les services CEP par sexe dans l'Atacora Donga	28
Figure 25: Répartition de la valeur ajoutée dans les Clusters de Mono Couffo	29
Figure 26: Répartition de la valeur ajoutée dans les Clusters de l'Atacora Donga	30
Figure 27: Evolution des volumes d'anacarde commercialisés dans l'Atacora Donga	31
Figure 28: : Evolution des volumes commercialisés Filière maraichage dans l'Atacora Donga	33
Figure 29: : Evolution des volumes commercialisés Filière Maraichage dans le Mono Couffo	33
Figure 30: Evolution des volumes commercialisés Filière Riz Atacora Donga	35
Figure 31: Evolution des volumes commercialisés Filière Riz Mono-Couffo	35
Figure 32: Taux de satisfaction pour les services fourni par les Unions régionales dans le Mono Couffo	38
Figure 33: Taux de satisfaction pour les services fourni par les Unions régionales dans l'Atacora Donga	38
Figure 34: Répartition de nombre de projets par région	39
Figure 35: Taux de réalisation physique par type d'investissement communal	39
Figure 36: Bénéficiaires par type d'investissement communal dans l'Atacora Donga	40
Figure 37: Bénéficiaires par type d'investissement communal dans Mono Couffo	40
Figure 38: Répartition de la subvention par type de projets par région	40
Figure 39: Evolution du taux de satisfaction des services fourni par les unions régionales dans le	

Mono Couffo	48
Figure 40: Evolution du taux de satisfaction des services fourni par les unions régionales dans l'Atacora Donga	48
Figure 41: Evolution de la performance par an du CRM dans le Mono Couffo	49
Figure 42: Evolution de la performance par an du CRR dans le Mono Couffo	49
Figure 43: Evolution de la performance par an de l'URP	49
Figure 44: Evolution de la performance par an du CCR-B	49
Figure 45: Evolution de la performance par an d'URCPA dans l'Atacora Donga	50
Figure 46: Evolution de la performance par an de le FENAPAB	50
Figure 47: Evolution de la performance par an d'URCooPMa dans l'Atacora Donga	50
Figure 48: Evolution de la performance par an d'URCPR dans l'Atacora Donga	50
Figure 49: Evolution de l'auto prise en charge des structures du Nord	51
Figure 50: Evolution de l'auto prise en charge des structures du Sud	51
Figure 51: Taux de satisfaction des coopératives sur la formation genre	52
Figure 52: Evolution du taux des femmes dans les instances de décision des OPA dans l'Atacora Donga	52
Figure 53: Evolution du taux des femmes dans les instances de décision dans Mono Couffo	52
Figure 54: Carte du site d'essai réalisé par drone	56
Figure 55: Carte réalisé par drone de présence adventice (mauvaises herbes)	56

Acronymes

Sigles	Définitions
AT	Assistant Technique
ATDA	Agence Territoriale de Développement Agricole
CARDER	Centre d'Action Régional pour le Développement Rural
CONAFIL	Commission Nationale des Finances Locales
CDAV	Conseil Départemental d'Analyse et de Validation dans l'Atacora-Donga
CRM MC	Conseil Régional des Maraîchers du Mono-Couffo
CRR MC	Conseil Régional des Riziculteurs du Mono-Couffo
CS	Convention Spécifique
DDAEP	Direction Départemental d'Agriculture de l'élevage et de la pêche
DDPD	Direction Départemental de Planification et de Développement
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FAIA	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles
FNDA	Fonds National de Développement Agricole
IC	Investissement Communal
IMF	Institution de Micro-finance
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MIC	Microprojet de production et de commercialisation
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PEA	Projet d'Entrepreneuriat Agricole de services de proximité
PEA+	Projet d'Entrepreneuriat Agricole à haute valeur ajoutée
PSNF	Prestation de Services Non Financiers
PSDSA	Plan Stratégique du Développement du Secteur Agricole
SMCL	Structure Mixte de concertation Locale
UAC	Unité d'Appui et de Coordination
UFAI	Unité Fonctionnelle d'Appui Institutionnel
UFR AD	Unité Fonctionnelle Régionale Atacora-Donga
UFR MC	Unité Fonctionnelle Régionale Mono-Couffo
URCooPMa	Union Régionale Coopérative des Producteurs Maraichers
URCPA	Union Régionale Coopérative des Producteurs d'Anacarde
URCPR	Union Régionale Coopérative des Producteurs de Riz
URCTR	Union Régionale Coopérative des femmes Transformatrice d'Anacarde
URP	Union Régionale des Producteurs

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Financement	Royaume de Belgique République du Bénin
PIC	2013-2017
Statut	En cours
Mise en œuvre	Agence belge de développement, CTB
Ministère de tutelle	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)
Code Navision	BEN1302811
lieu (x)	4 départements : Atacora, Donga, Mono, Couffo
Date de signature	CS (08/10/2015) CMO (10/11/2015)
date de fin	CS (08/10/2020)
Durée (Mois)	48 mois
Date démarrage effective	01/01/2016
Date fin estimée	31/12/2019
Budget	Belgique : 16 000 000 € Bénin : 1 000 000 €
Secteur (s) + Code cad	31110 - Politique agricole et gestion administrative
Modalité d'exécution	Régie (48%) Cogestion (52%)
taux d'exécution financier	Belgique : 5 258 662,14€ (65,4%) annuel ; Global 73% Bénin : 109 812 786 FCFA (15,69% de la prévision de 2018)
Ordonnateur national	Directeur Général de la Caisse Autonome d'Amortissement
Coordonnateur	Représentant résident d'ENABEL
Responsables nationaux	ZAKARI ALLOU Yacoubou, responsable délégué UAC TENAKAH Salami responsable délégué UFR/MC TOKO WOROU Kader responsable délégué UFR/AD
Assistants techniques Enabel	Wilma BAAS, Co-responsable UAC Peter VERBEECK, RAFI Amadou DIENG, Co-responsable UFR/MC Géry Van NIEUWENHUYSEN Co-responsable UFR/AD
Groupe cibles	Les exploitations familiales, les entreprises rurales, les organisations professionnelles agricoles, les faitières nationales, les communes
Objectif Global	La compétitivité, l'attractivité et l'accès des productions et produits aux marchés grâce à la promotion des filières agricoles sont assurés dans le respect des rôles des différents acteurs opérationnels, afin de

	contribuer à assurer de façon durable la souveraineté alimentaire et nutritionnelle du Bénin.
Objectif spécifique	Il s'agit spécifiquement d'améliorer et de sécuriser la plus-value économique des exploitations familiales et des entreprises rurales des deux régions d'intervention (Mono / Couffo et Atacora / Donga) opérant dans les filières prioritaires (Anacarde, riz et maraîchage) par une intégration formelle dans des chaînes de valeur performantes, respectueuses des normes environnementales et sanitaires.
Résultats	1. Les exploitations familiales professionnalisées offrent un produit concurrentiel sur des marchés porteurs clairement identifiés ; 2. Les entreprises rurales offrent des services de qualité accessibles aux exploitations agricoles des filières ; 3. Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières ; 4. La gouvernance et la performance des filières prioritaires sont améliorées grâce à une meilleure articulation des opérateurs, dans le respect de l'environnement et de l'équité entre les genres. 5. Le passage à l'approche programme permet d'améliorer l'efficience et l'efficacité des interventions du programme bénino-belge.
Année couverte par le rapport	2018



1.2 Exécution budgétaire

1.2.1 Contribution belge

Tableau 1: Exécution du budget global de la contribution Belge en Euro

Euro	Budget	Dépenses			Solde	Taux (%) de déboursement à la fin de l'année 2018
		Années précédentes	Année 2018	Dépenses totales		
		2015-2017				
Total	16 000 000	6 489 473	5 258 662	11 748 135	4 251 865	73,4%
Résultat 1	4 120 943	1 677 119	1 741 633	3 418 752	702 191	83,0%
Résultat 2	1 082 437	186 081	695 793	881 873	200 564	81,5%
Résultat 3	2 389 758	906 958	724 805	1 631 763	757 995	68,3%
Résultat 4	889 836	504 754	263 000	767 754	122 082	86,3%
Résultat 5	187 898	94 998	21 327	116 325	71 573	61,9%
Frais divers liés aux résultats	4 435 097	1 844 881	1 242 636	3 087 517	1 347 580	69,6%
Moyens généraux	2 894 031	1 274 683	569 468	1 844 151	1 049 880	63,7%

Tableau 2: Exécution du budget global de la contribution Belge en 1000 FCFA

FCFA	Budget	Dépenses			Solde	Taux (%) de déboursement à la fin de l'année 2018
		Années précédentes	Année 2018	Dépenses totales		
		2015-2017				
Total	10 495 312	4 256 815	3 449 456	7 706 271	2 789 041	73,4%
Résultat 1	2 703 161	1 100 118	1 142 436	2 242 554	460 607	83,0%
Résultat 2	710 032	122 061	456 410	578 471	131 561	81,5%
Résultat 3	1 567 578	594 925	475 441	1 070 366	497 212	68,3%
Résultat 4	583 694	331 097	172 517	503 614	80 081	86,3%
Résultat 5	123 253	62 314	13 990	76 304	46 949	61,9%
Frais divers liés aux résultats	2 909 233	1 210 163	815 116	2 025 279	883 954	69,6%
Moyens généraux	1 898 360	836 137	373 546	1 209 684	688 676	63,7%

Tableau 3: Exécution du budget annuel de la contribution Belge en Euro

Euro	Budget (vs Q4 2017)	Dépenses	Solde	Taux (%) de déboursement à la fin de l'année 2018
Total	8 037 015	5 258 662	2 778 352	65,4%
Résultat 1	3 169 162	1 741 633	1 427 528	55,0%
Résultat 2	1 153 771	695 793	457 978	60,3%
Résultat 3	1 490 220	724 805	765 415	48,6%
Résultat 4	367 574	263 000	104 573	71,6%
Résultat 5	43 471	21 327	22 144	49,1%
Frais divers liés aux résultats	1 004 442	1 242 636	-238 194	123,7%
Moyens généraux	808 375	569 468	238 907	70,4%

Tableau 4: Exécution du budget annuel de la contribution Belge en FCFA

FCFA	Budget (vs Q4 2017)	Dépenses	Solde	Taux (%) de déboursement à la fin de l'année 2018
Total	5 271 936	3 449 456	1 822 480	65,4%
Résultat 1	2 078 834	1 142 436	936 397	55,0%
Résultat 2	756 824	456 410	300 414	60,3%
Résultat 3	977 520	475 441	502 079	48,6%
Résultat 4	241 113	172 517	68 596	71,6%
Résultat 5	28 515	13 990	14 525	49,1%
Frais divers liés aux résultats	658 871	815 116	-156 245	123,7%
Moyens généraux	530 259	373 546	156 713	70,4%

Le taux d'exécution du budget total de l'intervention est de 63,7% (annexe 3.4). Le taux d'exécution du budget annuel est de 73,4%. Ces taux relativement faibles s'expliquent surtout par les durées des procédures de passation des marchés publics (marchés infructueux ; lenteur dans l'analyse des offres ; abandon des sites ; non-respect des dates de livraisons...) et le retard dans la réalisation des aménagements hydro-agricoles suite à la suspension des travaux due aux inondations et inaccessibilité des sites.

1.2.2 Contribution Béninoise

Tableau 5: Exécution budgétaire de la contribution Béninoise en FCFA

Années	Prévisions	Réalisation	Solde	Taux (%)
2016	100 000 000	69 482 640	30 517 360	70%
2017	600 000 000	105 742 236	494 257 764	18%
2018	700 000 000	109 812 786	590 187 214	16%
Total	1 400 000 000	285 037 662	1 114 962 338	20%

Tableau 6: Exécution budgétaire de la contribution Béninoise en Euro

Années	Prévisions	Réalisation	Solde	Taux (%)
2016	152 449	105 926	46 523	70%
2017	914 694	161 203	753 491	18%
2018	1 067 143	167 409	899 735	16%
Total	2 134 286	434 537	1 699 749	20%

Le non aboutissement des marchés dû aux procédures du code des marchés publics et à la Circulaire sur les marchés publics n'ont pas permis une bonne exécution de la contrepartie béninoise.

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Le programme d'appui au développement des filières agricoles au Bénin (PROFI-VO) est en cohérence avec les différents documents de politiques nationales et sectorielles dont le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) qui est arrivé à échéance en fin 2015. Le PSRSA a été évalué, relu et mis en cohérence avec les réformes dans le secteur Agricole comme formulées dans le Programme d'Action Gouvernemental (PAG). Le nouveau Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA) met l'accent essentiellement sur l'amélioration de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle pour contribuer au développement économique à travers : • La gestion durable des exploitations dirigées aussi bien par les hommes, que par les femmes et les jeunes ; • L'assurance de la compétitivité et l'accès des productions et produits agricoles et agroalimentaires y compris ceux produits par les femmes et les groupes vulnérables aux marchés grâce à la promotion des filières agricoles ; • Le renforcement de la résilience des populations vulnérables, notamment des exploitations familiales agricoles (végétales, animales et halieutiques). Le PROFI/VO est encore en phase avec cette politique nationale et la logique d'intervention reste encore pertinente. Cependant le dispositif initialement prévu de collaboration avec les CARDER a dû s'adapter aux nouvelles structures départementales déconcentrées de l'Etat à savoir les Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (DDAEP) et aux Agences Territoriales de Développement Agricoles (ATDA) au niveau des Pôles de Développement Agricoles. Les deux zones d'intervention du PROFI-VO concernent 5 ATDA et 4 DDAEP.	A

1.3.2 Efficacité

	Performance
La plupart des microprojets de production de transformation de commercialisation et de fourniture de services sont opérationnels. Comme le montrent, les résultats de l'enquête à mi-parcours, les acteurs commencent à accroître les volumes, la qualité de leurs produits et les prix obtenus améliorant ainsi les revenus dans les filières riz, anacarde et maraichage. Des progrès importants ont aussi été notés dans la gouvernance des acteurs ainsi que les mise en relation dans les clusters. Malgré un démarrage difficile, la réalisation des investissements communaux (IC) est maintenant bien engagée dans toutes les communes. De manière globale les IC seront livrés pour l'essentiel dans le premier trimestre 2019 et vont contribuer à l'amélioration des conditions d'investissement pour le développement des filières. Les dispositions prises à travers la mise en œuvre du Service Ingénierie Sociale (SIS) vont permettre de garantir l'appropriation par les	B

acteurs communaux d'une réelle logique de gestion durable et efficace des investissements. Cependant, en raison du contexte climatique, des dispositions réglementaires nouvelles, des processus de départementalisation en cours au sein des OPA, les résultats escomptés ne seront plus atteints comme prévu. Il s'agit en autres, des aléas climatiques (inondation), des procédures de marché public relativement longues, des nouvelles dispositions réglementaires qui remettent en cause l'éligibilité des OPA à fournir certains types de services à leurs membres (fourniture intrants et appui-conseil), de l'environnement du financement du secteur agricole peu incitatif, etc.	
--	--

1.3.3 Efficience

	Performance
Les retards remarquables qui ont été constatés au niveau de la passation des marchés publics, ont impacté l'efficience du programme. Les regroupements de marchés combinés aux multiples niveaux d'avis et de contrôle révèlent que les marchés prennent entre 9 à 12 mois voir plus entre la publication et leur attribution. Pour ces raisons, quelques promoteurs n'ont reçu l'équipement qu'à la fin de l'année 2018. Les infrastructures structurantes portées par les communes ont également connu du retard du fait de la longueur des procédures de passation des marchés publics des études de faisabilité pour les aménagements hydro-agricoles. La réalisation des aménagements a été retardée suite aux inondations des sites et des problèmes d'accessibilité.	C

1.3.4 Durabilité

	Performance
Les partenaires directs du Programme (Organisations et Faitières Professionnelles Agricoles) ont encore des difficultés pour pérenniser leurs structures du fait de leurs faibles capacités à mobiliser des ressources financières aussi bien en interne qu'en externe. Toutefois les membres apprécient de plus en plus les services de leurs organisations et sont plus disposés à payer pour ces services. Les institutions de microfinance montrent de plus en plus d'intérêt à financer les fonds de roulement pour la vente/achat groupé. Les « clusters agricoles » deviennent de plus en plus performants en termes de volumes des productions mises sur le marché impliquant les exploitations familiales et leurs organisations de base. Cependant vu sur un angle de durabilité, les acteurs des clusters agricoles restent encore dépendants des appuis externes (technique et financier), avec de faibles capacités à résister à d'éventuels chocs économiques, financiers, climatiques, etc. Les investissements structurants agricoles sont financés à travers une contribution du programme au mécanisme national du « Fonds d'Appui au Développement des Communes » (FADeC) affecté à l'Agriculture. Même si les procédures sont relativement bien maîtrisées par les communes, il y a encore un besoin en appui/accompagnement et renforcement des capacités des	B

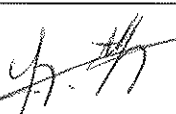
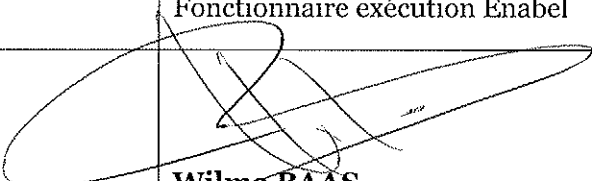
communes sur les aspects de la maîtrise d'ouvrage et de la contractualisation avec les exploitants des infrastructures structurantes. L'expertise en matière de maîtrise d'ouvrage a été renforcée au niveau des régions à travers les associations des communes et les bureaux de fourniture des services d'ingénierie sociale. Des discussions sont en cours avec le MAEP et la CONAFIL pour une prise en charge réelle par les communes des coûts liés à l'appui-accompagnement et ce à travers leur intégration dans les budgets nationaux et communaux.

La relève du financement des projets des entrepreneurs agricoles (producteurs, transformateurs, commerçants et fournisseurs de services) ainsi que de leur accompagnement ont été prévus au niveau du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) et des ATDA. Cependant leur mise en place prend du retard et réduit par conséquent la période de transfert graduel d'expériences et outils au personnel des FNDA et des ATDA.

1.4 Conclusion

Malgré les difficultés observées à savoir : le retard dans la fourniture d'infrastructures et équipements à l'endroit des acteurs des filières, la fragilité des unions des coopératives en terme d'autofinancement pour leur fonctionnement et fourniture de services ainsi que le temps pris pour l'opérationnalisation des nouvelles structures ATDA et DDAEP, nous constatons au sein des exploitations familiales des avancées notables en termes de revenus et de productivité. Les relations d'affaires ont été renforcées et l'accès au marché renforcés à travers une offre de produits adaptées à la demande. Pour les membres des unions de coopératives, l'accès à des services de qualité s'est amélioré, en témoigne l'augmentation des taux de satisfaction sur les services rendus par leurs organisations. L'implication des femmes dans les instances de décision des organisations s'est amélioré.

L'accent en 2019 doit être mis sur la pérennisation des actions à travers d'une part les autres projets/programmes actifs dans les filières et zones d'intervention et d'autre part les structures étatiques ou les organisations des producteurs elles-mêmes.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution Enabel
 ZAKARI ALLOU Yacoubou	 Wilma BAAS

1.5 Évolution du contexte

1.5.1 Contexte général

Le contexte général n'a pas connu des changements affectant le programme.

1.5.2 Contexte institutionnel

L'année 2018 a été marquée par la suite de mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG). Le PAG engage le secteur dans un processus de réformes importantes qui modifient profondément son paysage institutionnel. Il repose sur le recentrage des missions du MAEP notamment ses fonctions régaliennes¹, le partage des fonctions d'appui à la production (conseil, approvisionnement en intrants, etc.) et de développement des chaînes de valeur avec le secteur privé professionnel.

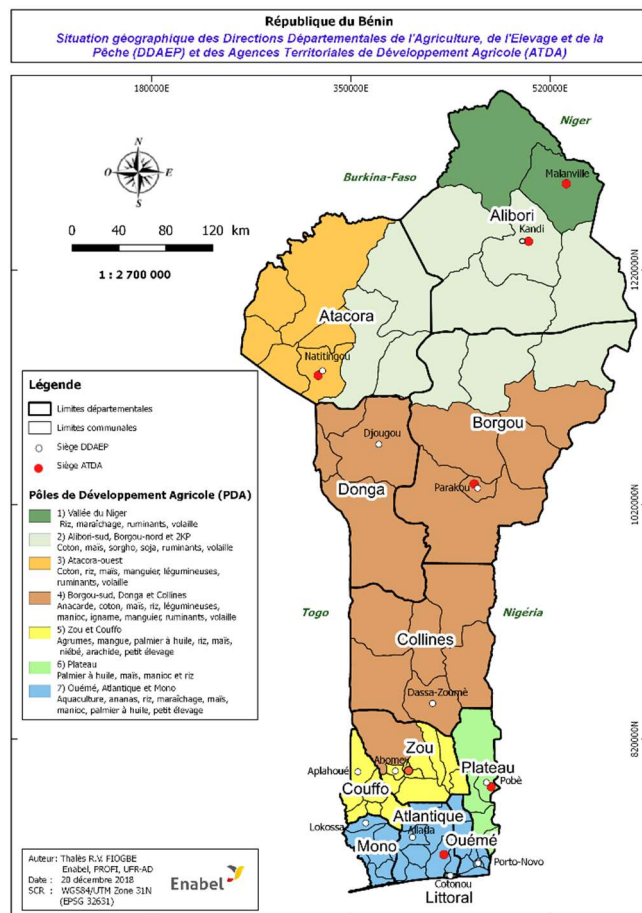
La rationalisation du paysage organisationnel s'est traduite par l'opérationnalisation progressive des 12 Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (DDAEP), principalement en charge de fonctions de coordination, de suivi et de contrôle.

Le dispositif d'intervention au niveau déconcentré a également été restructuré, la mise en route progressive des 7 Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA). Elles ont pour rôle d'assurer des fonctions d'animation et d'impulsion du développement des filières et des territoires sous leurs responsabilités.

Ainsi chaque Unité Fonctionnelle Régionale (UFR) du PROFI-VO sur le terrain a eu à collaborer avec ces nouvelles structures (4 DDAEP et 5 ATDA) dans le cadre de la mise en œuvre du programme.

1.5.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Pas de changement suite au contexte de gestion et modalités d'exécution qui ont impacté le fonctionnement du PROVI-VO. Cependant en termes de gestion des ressources humaines, le départ de 8 ATN pour le programme ARISA-B risque de perturber la mise en œuvre et clôture du PROFI-VO dans les bonnes conditions.



¹ Décret n°2016-681 du 07 Novembre 2016, définissant Attributions, Organisation et Fonctionnement (AOF) du Ministère.

1.5.4 Contexte HARMO

L'harmonisation et synergies ont été installées à plusieurs niveaux.

Entre programmes d'Enabel Bénin

Des synergies ont été développées avec le PAORC dans le cadre de la réalisation des parcours d'acquisition des compétences (PAC) sur la GARD et l'élaboration des plans de formation et de communication pour les faitières des producteurs de riz et d'anacarde.

Entre les volets du programme et le MAEP :

L'approche « cluster » développée dans les zones d'intervention du PROFIL_VO a été prise compte dans la stratégie de promotion des filières du MAEP. Les formations des DDAEP, ATDA, Communes, OPA et bureaux privés sur les Clusters ont été organisées et facilitées par les deux volets. Un guide pratique de suivi accompagnement des clusters sera élaboré.

Les expériences d'identification, financement et exploitation durable des investissements communaux (IC) conformément au mécanisme national du Fonds d'Appui au Développement des Communes affecté à l'Agriculture (FADeC-Agriculture) ont été capitalisées et ont contribué à la relecture du manuel de procédures du FADeC-Agriculture. Depuis 2018, le dispositif FADeC est opérationnel sur tout le territoire national suite à un appui du PROFIL-VI dans la mise en place des comités de sélection dans les 6 autres départements.

Les expériences de financement des coopératives de production et micro entreprises réalisé par le volet opérationnel ont été prises en compte dans le manuel opérationnel du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) initié par le volet institutionnel du programme.

Les Plans de Développement Agricole des Pôles (PDAP) des ATDA 2, 3, 4, 5 et 7 ont été élaborés avec l'appui conjoint des deux volets du PROFIL.

Avec les autres intervenants dans les zones d'intervention du PROFIL-VO

Les plans de développement communaux (PDC) ont été réalisés sous le portage des communes et en synergie avec la GIZ, VNG et Plan Bénin dans le Mono Couffo. Dans l'Atacora-Donga, l'Association des communes (ACAD) a coordonné le processus afin de garantir la synergie et la complémentarité des organisations professionnelles agricoles, ONG et Projets/Programmes (AMSANA, GIZ...) dans la mise en œuvre et le suivi des PDC.

Avec les autres intervenants Belges hors zone d'intervention du PROFIL-VO

Un Memorandum of understanding (MoU) a été signé avec Rikolto (porté par les organisations/faitières et interprofession « Riz ») pour la mise en commun et des actions d'augmentation des parts de marché pour le riz local (marchés institutionnalisés ; contrat de vente dans les supermarchés ; élaboration du label riz local, organisations des foires, cahier des charge, formations sur la qualité du riz etc..).

Une collaboration entre COLRUYT groupe et PROFI-VO est en cours pour établir des contrats d'approvisionnement en noix de cajou transformés par FLUDOR. A l'issu de plusieurs échanges et une visite de terrain par COLRUYT et BESANA (acheteur grossiste de Colruyt) il a été constaté



que certaines conditions doivent être réunies avant une contractualisation formelle. Il s'agit des certifications qualité (BRC), le social compliance (BSCI) ainsi que la garantie de l'approvisionnement transparente des noix. PROFI-VO est en train de préparer les coopératives et unités de transformation à l'atteinte de ces préalables.

1.6 Performance de l'objectif spécifique

1.6.1 Progrès des indicateurs

Objectif spécifique : Les exploitations familiales et les entreprises rurales des quatre départements d'intervention (Mono, Couffo, Atacora et Donga) opérant dans les filières prioritaires (Anacarde, riz et maraîchage) ont amélioré et sécurisé leur plus-value économique par une intégration formelle dans des chaînes de valeur performantes, respectueuses des normes environnementales et sanitaires du Bénin.

Pour ce qui concerne l'indicateur « Accroissement des revenus nets des producteurs » (de 2016² et 2018³) les résultats sont présentés dans les figures ci-après (détails matrice de suivi annexe 3.1)

Figure 1: Accroissement des revenus des producteurs par filière de Mono Couffo

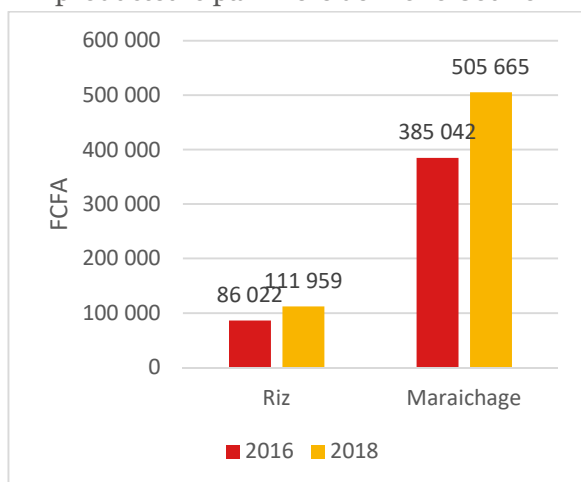
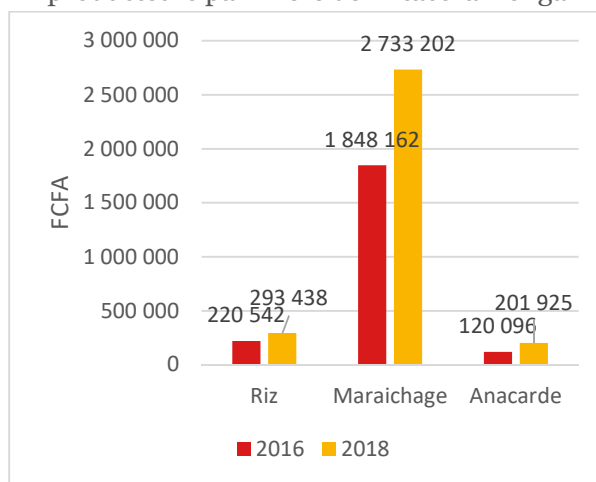


Figure 2: Accroissement des revenus des producteurs par filière de l'Atacora Donga



On note un accroissement des revenus nets moyens par hectare des exploitations familiales venant des ventes de leurs produits pour les producteurs pour l'ensemble des trois filières pour la campagne agricole 2017-2018 par rapport à la campagne 2015-2016. Toutefois cet accroissement

² Résultats de 447 comptes d'exploitations sur 117 projets pour le Mono Couffo et de 658 comptes d'exploitations sur 126 projets pour l'Atacora Donga.

³ Résultats de 222 comptes d'exploitations sur 98 projets de Mono Couffo et de 401 comptes d'exploitations sur 79 projets pour l'Atacora Donga

est plus remarquable au niveau des producteurs maraichers. En revanche, pour les filières riz et anacarde on note une plus faible augmentation des revenus moyens par hectare.

La faible augmentation pour la filière Riz dans les deux régions s'explique par les difficultés d'accès au service labour au moment opportun (les tracteurs sont mobilisés pour la culture de Coton) retardant ainsi les semis. De même, il a été observé trois semaines de sécheresse entre les mois de juin et de juillet ralentissant ainsi le développement végétatif des cultures. Dans le Mono Couffo, la faible hausse est surtout liée aux facteurs climatiques (irrégularité des pluies et sécheresse par endroit)

L'accroissement des revenus nets moyens⁴ des Entreprises Rurales (détails matrice de suivi annexe 3.1) se présente dans les figures suivants.

Figure 3: Accroissement des revenus des entreprises rurales par type de service dans le Mono Couffo

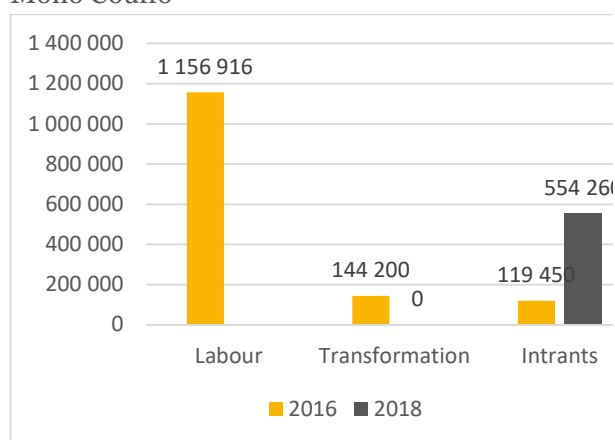
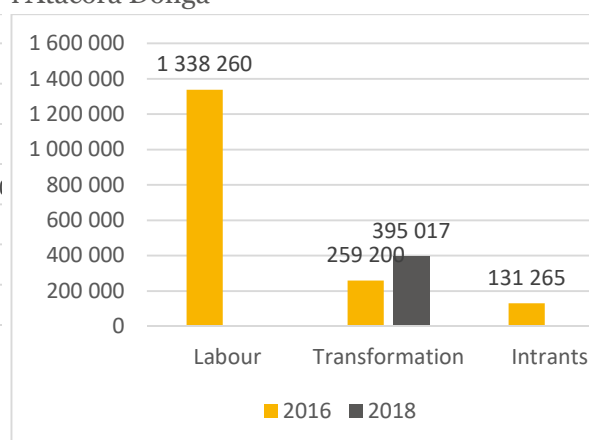


Figure 4: Accroissement des revenus des entreprises rurales par type de service dans l'Atacora Donga



Les comptes d'exploitation des entreprises rurales qui offrent des services labour n'ont pas été élaborés à cause du retard dans la mise à disposition de l'équipement (fin décembre 2018). Ils seront élaborés en 2019. Les promoteurs de boutiques d'intrants ainsi que les entreprises de transformation de riz respectivement dans le Mono Couffo et l'Atacora Donga montrent une bonne amélioration des revenus.

1.6.2 Analyse des progrès réalisés

Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'objectif spécifique.	
Les outputs aboutiront ils (toujours) au processus de changement envisagé de l'objectif spécifique.	Il est encore entendu que les outputs contribueront à l'outcome pour ce qui concerne l'augmentation des revenus mais ils seront affectés par les effets du changement climatique, les retards dans la livraison d'équipements, ainsi que la non disponibilité des engrais spécifiques sur le marché. Il en est de même pour la volatilité des prix des noix d'anacarde sur le marché international et des produits maraichers sur le marché local.
Difficultés qui se sont présentées, facteurs	La longueur et la complexité des procédures de passation de marché constituent une des principales difficultés rencontrées avec un impact pour l'atteinte des résultats. Les retards dans les aménagements

⁴ Résultats d'analyse de 98 comptes d'exploitations de 47 projets en 2016 et 96 comptes d'exploitations sur 32 projets en 2018 dans l'Atacora Donga. Pour Mono Couffo il s'agit de 15 comptes sur 15 projets en 2016 et 4 comptes d'exploitation pour 4 projets en 2018.

d'influence (positive ou négative) :	hydroagricoles et la fourniture d'équipement n'ont pas permis aux promoteurs de réaliser les superficies et rendements attendus.
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :	La réforme du secteur agricole (liquidation des CARDER et agences spécialisés, puis l'installation des nouvelles structures DDAEP, ATDA) a eu un effet négatif sur la mise en œuvre des activités sur le terrain. Dû au fait que ces structures partenaires n'ont pas encore été totalement fonctionnel en 2018. Les nouvelles réglementations en vigueur (agrément pour la commercialisation des intrants), ont eu un impact négatif sur l'approvisionnement en intrants des producteurs.

1.6.3 Analyse de l'impact

Revenus créés au niveau des porteurs des projets de production et de fourniture de services par les entreprises rurales.

En tenant compte du nombre de producteurs et productrices bénéficiaires des projets de production, de transformation, des services de vente groupée et des clusters nous pouvons estimer l'impact théorique des revenus créés à environ **1.360.000.000 FCFA** en 2018

Tableau 7: Les revenus créés au niveau des exploitations familiales dans l'Atacora Donga :

	Riz		Maraichage		Anacarde	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Nombre bénéficiaires	456	790	214	130	641	68
Superficies totales	450	154	28	6	378	30
Changement de revenus /ha	18.848	82.636	965.397	924.593	79.219	104.129
Revenus créées (FCFA)	8.481.788	12.720.159	27.028.220	5.889.657	29.918.640	3.123.870

Tableau 8: Les revenus créés au niveau des exploitations familiales dans le Mono Couffo

	Riz		Maraichage	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Nombre bénéficiaires	109	82	375	457
Superficies totales	69	19	86	57
Changement de revenus/ha	25.937	25.937	142.106	76.550
Revenus créées	1.787.448	488.745	12.245.987	4.345.465

Pour ce qui concerne le nombre d'entreprises bénéficiaires des projets de fourniture de services et les revenus additionnels créés par chaque promoteur de ces services, nous pouvons calculer l'impact théorique des revenus créés en 2018 (cf résultat 2) d'environ **9.000.000 FCFA**.

Tableau 9: Les revenus créés au niveau des entreprises rurales d'offres de services de proximité⁵

	Transformation (AD)	Intrant (MC)
Nombre d'entreprises	41	8
Revenus additionnels en moyenne par entreprise de service	135.817	434.810
Revenus créés	5.568.497	3.478.480

Les producteurs de semences/plants ont pu faire un chiffre d'affaires plus intéressant

Tableau 10: Les revenus créés par les semenciers/pépiniéristes

	Semences paysans maraichères	Semences certifiés	Plants greffés d'anacardier
Nombre	10	7	16
Revenus additionnels en moyenne par semencier	142.750	309 933	639 020
Revenus créés (FCFA)	1.427.500	2 169 529	10 224 332

Le total de revenus additionnelles créés pour les promoteurs de projets de pré- production, de production ainsi que des services par rapport à la référence est de **128.898.317** FCFA

Les valeurs ajoutées des Clusters

L'accompagnement des 7 clusters par le programme concerne également 7 entreprises de transformation qui ont contractualisé l'approvisionnement de matière première avec 3926 producteurs organisés en 163 coopératives. 5 différentes Institutions de micro finances (IMF) sont impliquées. 2377 tonnes de riz paddy ont été transformées ainsi que 77,5 tonnes de noix d'anacarde et quelques tonnes de tomate et piment. Au total les clusters ont créé 38 emplois fixes et 594 emplois temporaires pratiquement tous au profit des femmes.

Les valeurs ajoutées par cluster dans les deux régions ont été calculées selon les volumes commercialisés par les transformateurs. Le total de la valeur ajoutée est estimé à **396.029.644 FCFA** pour la période de 2016 à 2018 dont plus de 80% est créé dans les régions d'intervention (i.e. production et transformation).



La valorisation des balles de riz en briquettes et leur utilisation comme combustible par SOUROU BAYAYE présentent des avantages en termes économique et environnemental. En 2016-2018, SOUROU BAYAYE a étuvé 368,224 tonne de paddy à partir des briquettes des balles de riz, ce qui

⁵ Les projets de labour ne sont pas encore en œuvre (tracteurs livrés en fin 2018) et le magasin /boutique d'intrants encore en construction

a permis de préserver 67 tonnes de bois de chauffe et de faire aussi une économie en dépense d'énergie pour l'étuvage de 1.406.615 FCFA

Les investissements communaux

Les appuis en réalisation des investissements communaux et plus spécifiquement les aménagements hydro-agricoles (AHA) ont un potentiel de création de revenus estimées à **186,90 millions** de FCFA pour un aménagement de **168,50** ha en cours de réalisation. Les 168,50 ha hébergeront **726** femmes et **469** hommes pour la production de riz et/ou maraichage.

Tableau 11: Les revenus potentiels des aménagements

	Atacora Donga		Mono Couffo	
	Superficie	Revenus potentiels	Superficie	Revenus potentiels
Riz	45	18 900 000	50	21 000 000
Maraichage	13,5	27 000 000	60	120 000 000
Total	58,5	45 900 000	110	141 000 000

Les revenus obtenus au niveau des communes seront présentés dans le rapport final après finalisation des investissements.

Les services de vente groupée organisée par les organisations des producteurs

Les services de pré-collecte et de vente groupée ont permis la commercialisation de **2860,185** tonnes de noix conventionnelles et **662,815** tonnes de noix d'anacarde bio/commerce équitable producteurs ; L'estimations des revenus s'élève au total à **1 189 744 005 FCFA** pour **1 296** producteurs.

Tableau 12: Les créés par la vente groupée d'anacarde

	Producteurs	Tonnes	Revenus par tonne	Total revenus
Noix conventionnel	1 807	2860,185	295 000	843 754 575
Noix certifié (bio/flo)	511	662,815	522 000	345 989 430
Total	1 296	3 523		1 189 744 005

La vente de de riz paddy en vente groupée (hors clusters) a permis de créer un revenu estimé à **28 525 000** FCFA.

Tableau 13: Les revenus créés pour les deux régions par la vente groupée de riz

	Producteurs	Tonnes	Revenus par tonne	Total revenus
Paddy	889	1.141	25 000	28 525 000

Pour ce qui concerne le maraichage, un revenu évalué à **14 433 080** FCFA a été généré à travers la vente groupée de quatre spéculations.

Tableau 14: Les revenus créés par la vente groupée de maraichage dans les deux régions

	Producteurs	Tonnes	Revenus par tonne	Total revenus
Piment	364	80,7	82.250	6 637 575
Chou	82	273,17	1.500	409 755
Oignon	22	62,5	103.500	6 468 750
Pastèque	45	26,2	35.000	917 000
Total	513	442,57		14 433 080

Les appréciations qualitatives.

La satisfaction des membres par rapport au services (économiques, conseil, genre) rendus par leurs (unions des) coopératives est en amélioration (cf. résultats enquêtes de satisfaction). Le niveau de professionnalisation au niveau des porteurs de projets a augmenté. De même, les auto-évaluations des unions des coopératives et faitières montrent à une amélioration des performances (cf résultat 1,2 et 4).

Si on considère les tailles moyennes des ménages de 7,06 pour l'AD et de 5,04 pour le MC (INSAE, RGPH4), les interventions dans les régions impactent environ 39.681 personnes (3%) de la population de l'AD et 15.405 personnes (1%) de celle de MC.

1.7 Performance du résultat 1 et 2

Résultat 1 : Les exploitations familiales agricoles professionnalisées offrent un produit concurrentiel sur des marchés porteurs

Résultat 2 : Les entreprises rurales offrent des services de qualité accessibles aux exploitations agricoles des filières ;

1.7.1 Progrès des indicateurs

Le financement des acteurs de production

Figure 5: Nombre de projets de production approuvés et (partiellement) équipés

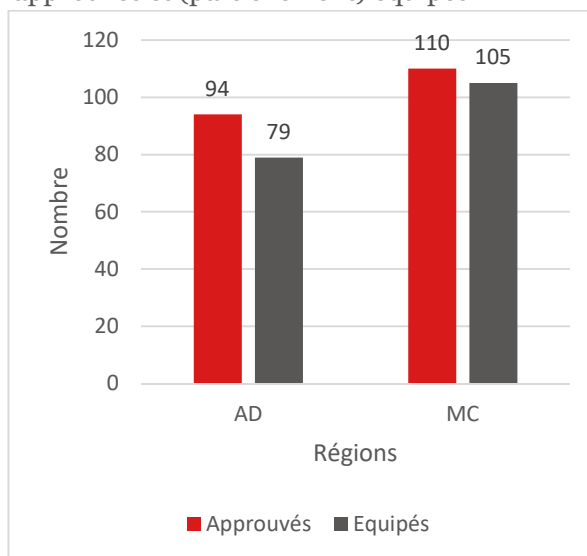


Figure 6: Répartition par sexe des bénéficiaires des projets de production

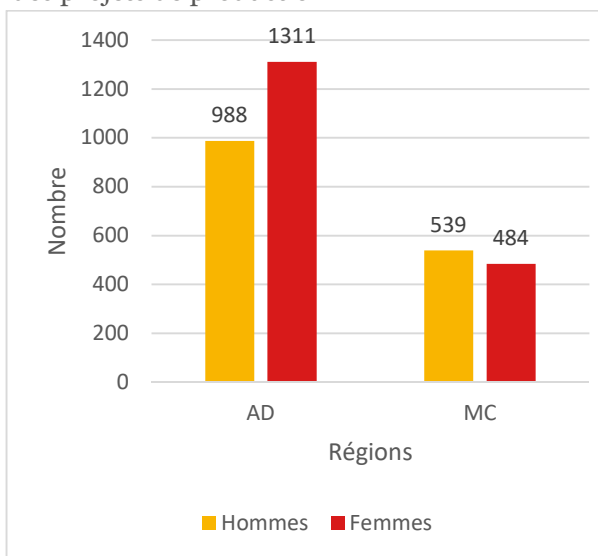


Figure 7: Répartition de la subvention selon les filières

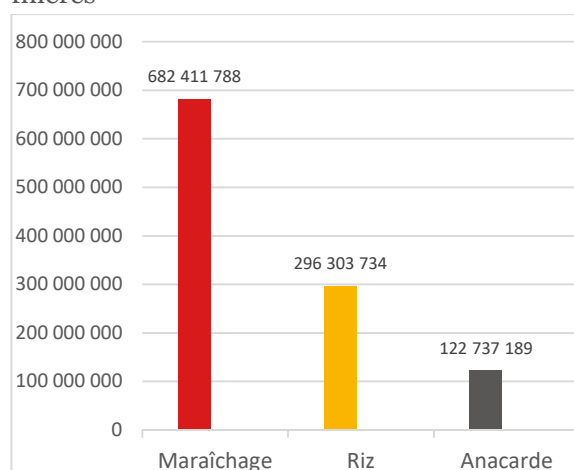
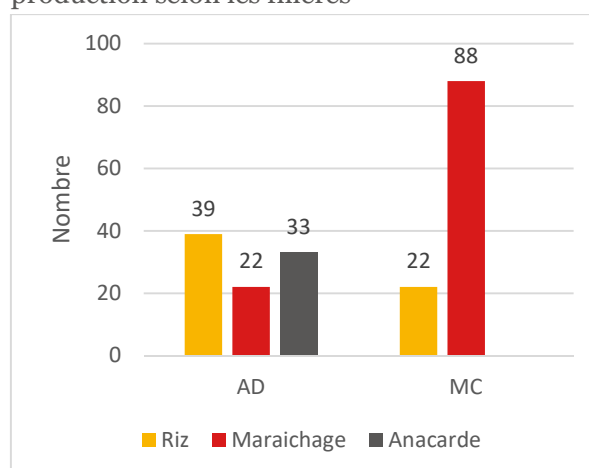


Figure 8: Répartition de nombre de projets de production selon les filières



Les figures 7 et 8 montrent que les 204 projets concernent surtout le maraîchage en terme de nombre et en hauteur de subvention suivi par le riz et l'anacarde. Plus de femmes (54%) que d'hommes sont bénéficiaires des projets de production.

Tableau 15: Les équipements fournis et aménagements réalisés pour les projets de production

	Atacora Donga	Mono Couffo	Total
Aménagements (ha)	4,5	131	135,5
Puits et Forages	19	21	40
Motopompes	28	47	75
Tricycles	45	62	107
Motoculteurs	11	911	22
Bâches de séchage	162	40	202
Pesons	146	6	152
Magasins de stockage	16	0	16
Aire de séchage	0	4	4
Batteuse-Vanneuse	0	11	11
Bassin	0	1	1
Fosses de production de compost	0	2	2

Les promoteurs ont été également accompagnés par les prestataires de services non financiers dans l'élaboration des trajets d'accompagnement de l'entrepreneuriat (TAE) et la mise en place des outils de gestion de l'exploitation (comptes d'exploitation, outils de gestion, etc..) qui ont permis aux acteurs d'améliorer leur niveau de professionnalisme comme montrent les figures suivantes.

Figure 9: Evolution du niveau de professionnalisation des producteurs Atacora Donga

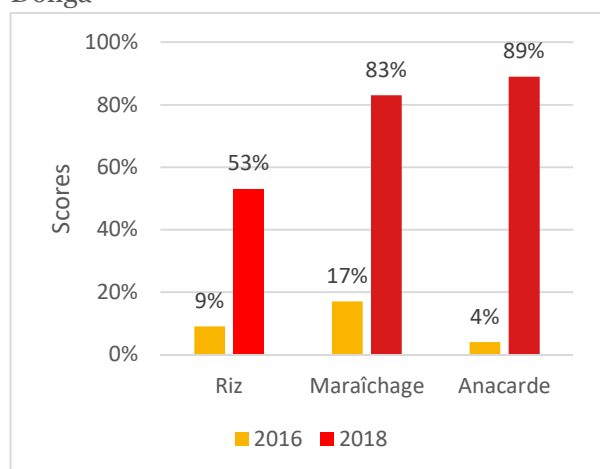
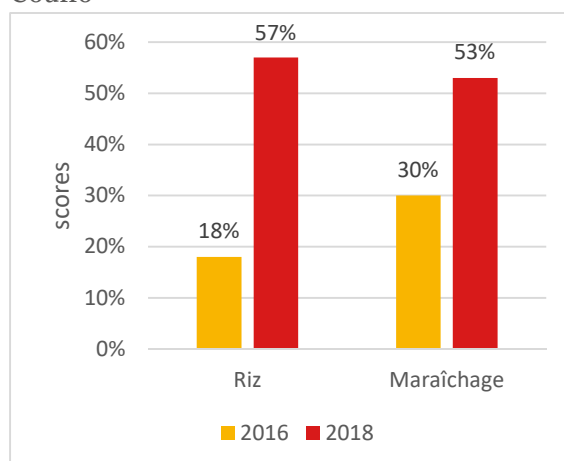


Figure 10: Evolution du niveau de professionnalisation des producteurs Mono Couffo



Le financement des entreprises rurales de fourniture de services de proximité

Figure 11: Nombre de projets de services approuvés et équipés (partiellement)

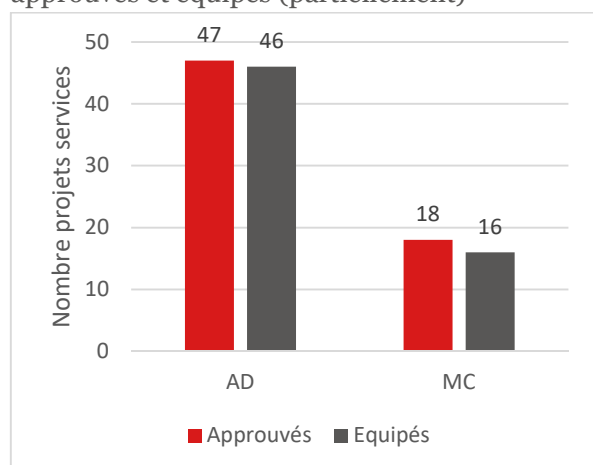


Figure 12: Répartition par sexe des bénéficiaires des projets de services

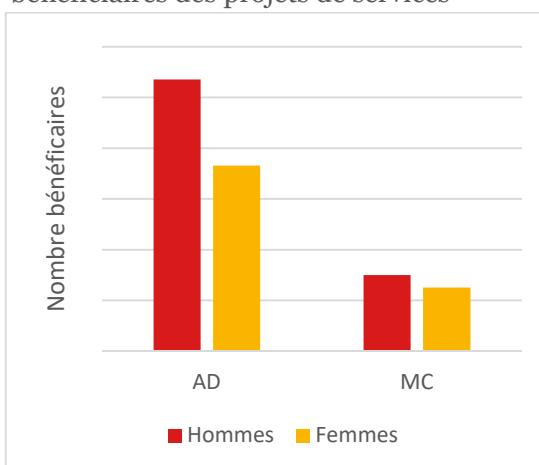


Figure 13: Répartition de la subvention des projets par filière

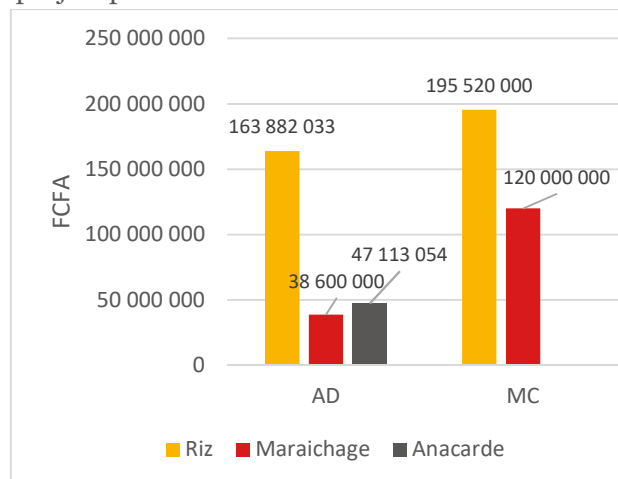


Figure 14: Répartition de nombre de projets de fourniture par filière

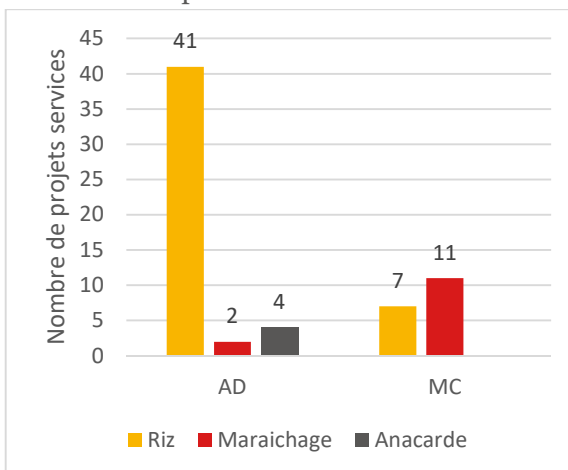


Figure 15: Répartition de la subvention des projets par type de service

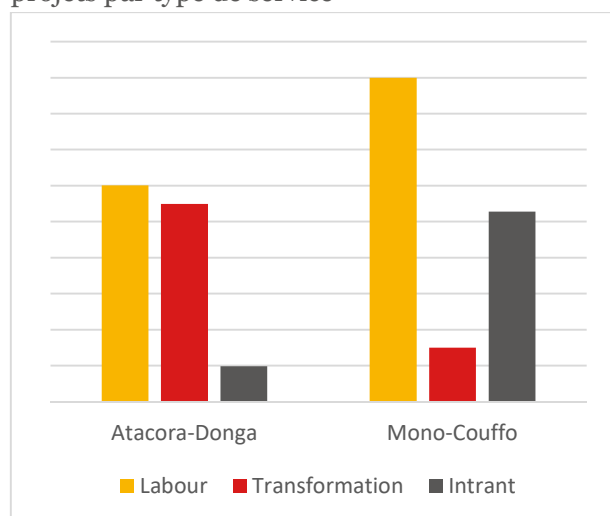
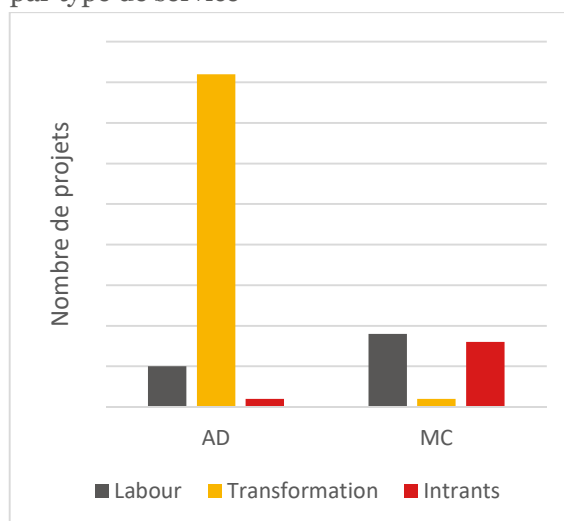


Figure 16: Répartition de nombre de projets par type de service



On note que dans l'Atacora Donga, la plupart des projets et la subvention sont destinés aux actions de transformation du riz. Pour le Mono Couffo, les projets de services concernent surtout les services de labour et de fourniture d'intrants. Les femmes des deux régions représentent 42% des bénéficiaires.

Tableau 16: Les équipements fournis et aménagements réalisés pour les projets de services

	Atacora Donga	Mono Couffo	Total
Tracteurs	6	8	14
Aire de séchage	6	0	6
Ateliers de transformation	24	0	24
Bâches de séchage	77	0	77
Décortiqueuses	17	0	17
Foyers améliorés	98	0	98
Hangars d'exploitation	7	0	7
Kits d'étuvage	150	0	150
Pesons	22	0	22
Tricycles	15	4	19
Magasins de stockage	1	5	6
Motoculteur	0	1	1
Fosses de production de compost	0	10	10

En plus des appuis techniques et financiers sur le terrain, l'entreprise FAKO « de production de jus de fruits et légumes de Mono Couffo » a reçu un coaching de TDC d'Enabel en gestion d'entreprise et de marketing.

L'enquête auprès des utilisateurs des services montre une augmentation de leur niveau de satisfaction⁶.

⁶ Il s'agit du total du pourcentage des utilisateurs satisfaites et très satisfaites

Figure 17: Evolution du taux de satisfaction des services intrants fourni par les entreprises rurales dans le Mono Couffo

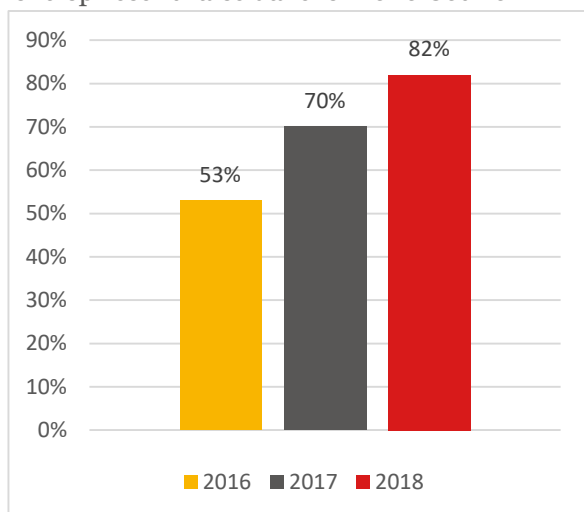


Figure 18: Evolution du taux de satisfaction des services transformation fourni par les entreprises rurales dans l'Atacora Donga

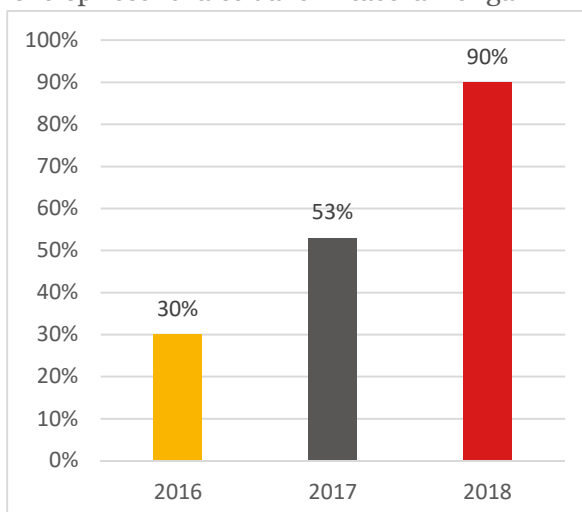


Figure 19: Evolution du niveau de professionnalisation des fournisseurs de services Atacora Donga⁷

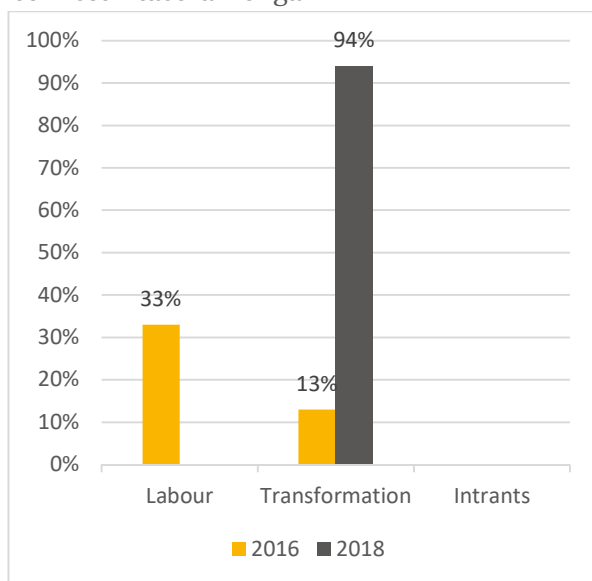
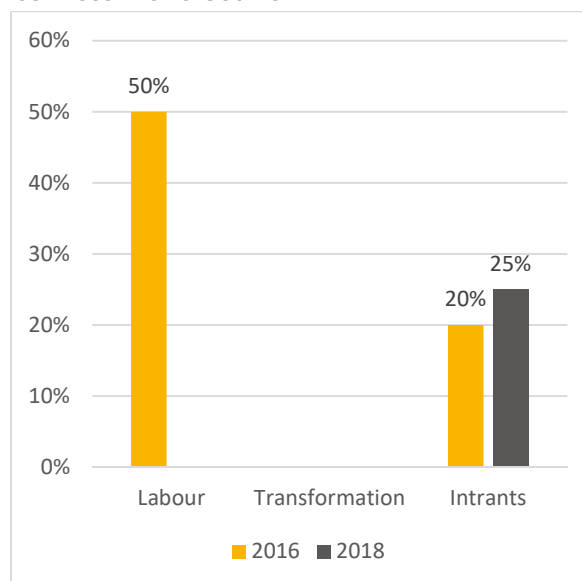


Figure 20: Evolution du niveau de professionnalisation des fournisseurs de services Mono Couffo⁸



Les données pour le labour ne sont pas encore collectées suite au retard dans la livraison des équipements. Dans l'AD il n'y a pas d'entreprises rurales de proximité qui fournissent les intrants. Le service est fourni par l'Union des coopératives de maraichers. Le service de transformation dans l'AD est fourni par les Unités de transformation de Riz (cf clusters résultat 4).

Les services non financiers

Le conseil à l'exploitation familiale

Le conseil à l'exploitation familiale (CEF) et le conseil d'appui à la planification et l'organisation des coopératives est mis en place par les organisations des producteurs ; Il s'agit de l'Union

⁷ L'équipement de labour est arrivé en fin de l'année 2018 ; l'évaluation de professionnalisme n'a pas été organisé ; Dans l'AD les intrants sont fournis par les boutiques d'intrants gérés par les coopératives (cf résultat 4).

⁸ L'équipement de labour est arrivé en fin d'année 2018 ; l'évaluation de professionnalisme n'a pas été organisé ;

régionale des producteurs (URP) dans le Mono Couffo et des unions des producteurs des filières (URCooPMa, URCPA et URCPR) dans l'Atacora Donga. Dans l'Atacora Donga il s'agit d'une récente installation du dispositif payant suivant le principe « satisfait ou remboursé ». Dans le processus d'appropriation par les Unions, elles sont appuyées par un prestataires de services non financiers (PSNF).

Tableau 17 : Les résultats de mise en place des services « conseil d'exploitation familiale »

	Nombre de conseillers	Nombre de formateurs relais	Nombre d'exploitations formées	Contribution des adhérents
MC	3 dont 1 femme	30 dont 4 femmes	297 dont 54 femmes et 207 du second niveau ⁹	655.000 FCFA
AD	6 dont 2 femmes	6 dont 2 femmes	44 dont 6 femmes	846.000 FCFA

Les services CEF dans le Mono Couffo montrent une adoption et utilisation lentes mais progressive des outils de gestion (en moyenne 61% des exploitants formés en font une utilisation effective par rapport à 39% l'année passée).

Figure 21: Taux de satisfaction pour les services CEF dans le Mono Couffo

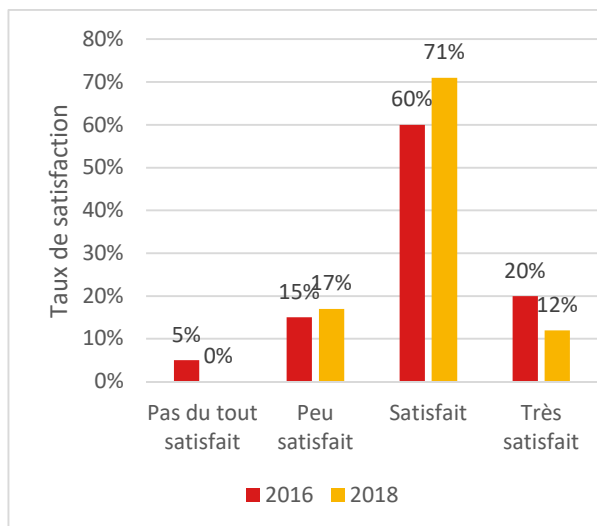
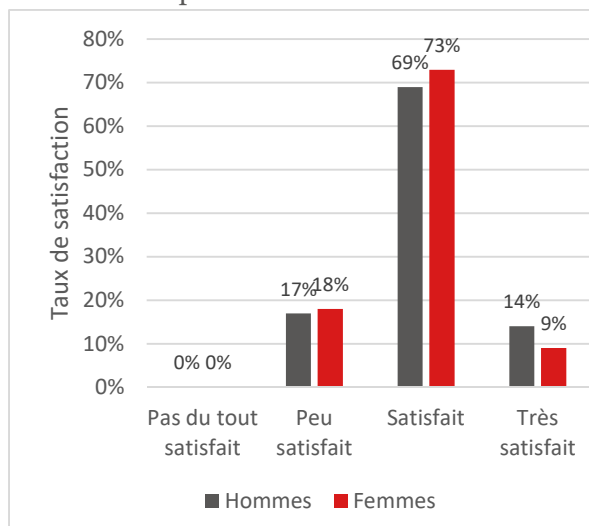


Figure 22: Taux de satisfaction (2018) pour les services CEF par sexe dans le Mono Couffo



Nous constatons une légère augmentation de la satisfaction du service CEF. Un atelier bilan sera organisé pour discuter des points de faiblesses et des propositions d'amélioration.

Les champs écoles paysans.

Le dispositif des champs écoles paysans (CEP) est porté par les unions régionales des filières dans les deux régions. Il permet aux producteurs :

- D'expérimenter des pratiques culturelles en lien avec leurs besoins en étant impliqués dans le choix des thématiques ;
- D'apprendre en pratiquant en étant impliqués dans l'expérimentation ;
- De valoriser ses propres expertises et expériences par les échanges et discussions ;
- De se doter d'outils pour collecter les données, les analyser et en tirer des conclusions ;
- De documenter et partager les bonnes pratiques avec des producteurs autres que les participants.

⁹ Les exploitations formées, forme à leur tour d'autres exploitations familiales en CEF

Tableau 18 : Les thématiques des CEP développés pour la campagne 2017-2018 sont résumées dans le tableau ci-après.

Filières	Nombre de parcelles	Thèmes	Coaching	Participants		Total
				H	F	
Anacarde AD	37	- Effet de l'éclaircie et élagage des plantations d'anacarde sur la production des noix d'anacarde. - Effet de l'utilisation des plants greffés et surgreffés sur la production des noix d'anacarde ; - Effet de l'association de l'anacarde avec le soja sur la production des noix d'anacarde.	10 A ¹⁰ 28 PR ¹¹	494	63	557
Riz AD	16	Effets de quatre techniques innovantes de production de riz sur le rendement de la production.	05 A 16 PR	140	114	254
Riz MC	8	- Effet du système de riziculture intensive (SRI) sur la production de riz - Effets de l'utilisation du Mucuna comme engrais organique sur la production de riz	02 A 06 PR	33	55	88
Maraichage AD	23	- Effets du mélange de fumure chimique et organique sur la production du piment, de l'oignon et du gombo ; - Effet du système de double bêchage (fertilisation organique) et de la fumure minérale sur la production de tomate ; - Effets des produits phytosanitaires chimiques et de produits biologiques sur les ravageurs du chou et de la tomate ; - Effets des systèmes d'irrigation par aspersion et gravitaire sur la production de pomme de terre - Effets de la résistance de deux variétés de chou aux ravageurs	06 A 23 PR	204	136	340
Maraichage MC	15	- Effets de l'utilisation du Mucuna comme couvert végétal dans la production du piment contre la production sur sol nu ; - Effets de l'utilisation de la variété de tomate PADMA dans la lutte contre le flétrissement bactérien en contre saison ; - Effets de l'utilisation des engrais organiques versus l'engrais chimique dans la production de piment et tomate - Effets de l'utilisation d'insecticide chimique contre l'utilisation d'insecticide biologique pour la lutte contre la Teigne des choux ; - Effets comparés sur les rendements de la culture du piment rond sous ombrage de Moringa en contre saison versus la culture du piment rond sans ombrage	03 A 14 PR	86	31	117
Total	99	16 thématiques		957	399	1.356

Il apparaît que comparées aux pratiques locales, les options technologiques développées à travers les CEP apportent dans leur grande majorité une valeur ajoutée en termes de productivité et revenus. En effet, excepté l'utilisation d'insecticides biologiques dans la lutte contre la teigne du chou, des marges de progression importantes sont notées sur les essais variétaux, de fertilisation et autres techniques de production innovantes. 9 fiches de vulgarisation de bonnes pratiques sont en cours d'élaboration.

¹⁰ animateurs

¹¹ Producteurs relais

Les taux de satisfaction du service CEP sont présentés dans les figures qui suivent.

Figure 23: Taux de satisfaction pour les services CEP par sexe dans le Mono Couffo

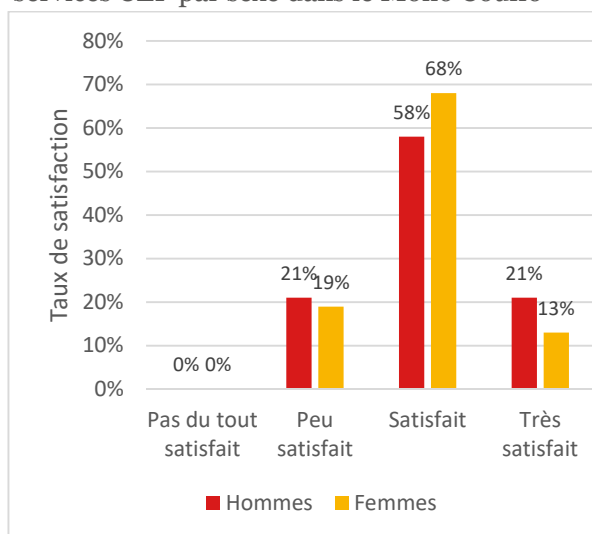
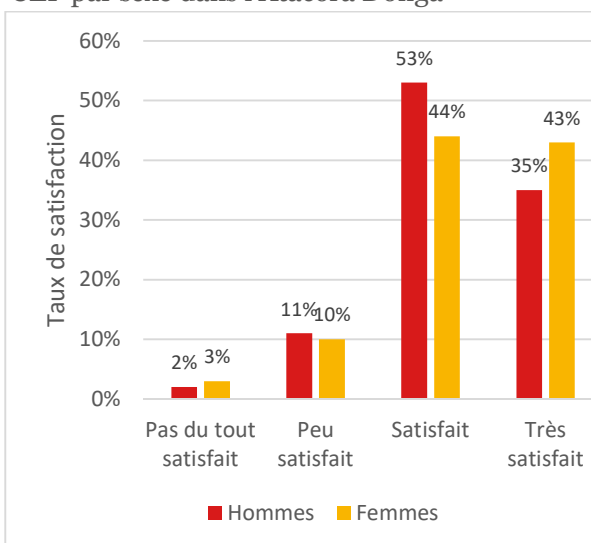


Figure 24: Taux de satisfaction pour les services CEP par sexe dans l'Atacora Donga



Nous constatons que les femmes sont dans les deux régions en général plus satisfaites que les hommes et que les services sont plus appréciés dans l'Atacora Donga.

Témoignage : « On a créé nos plantations d'anacardiérs comme des champs de maïs sans aucun respect des normes recommandées tel que la qualité des plants, les écartements. Du coup les vergers sont touffus, mais avec les explications reçues j'ai accepté d'éliminer certains arbres pour voir le résultat que cela donnera au cours de la prochaine campagne » LAWA Yacoubou Amadou (Producteur d'anacarde à Soubroukou, Djougou)

« Toute plantation d'anacardiérs, si elle est bien entretenue, donne de bons rendements, mais donne plus si les plants sont de qualité et les écartements respectés. C'est pour cela que j'ai accepté de porter l'expérience de nouvelle plantation à base de plants greffés » ISSA Salifou (Producteur d'anacarde à Mary, Kouandé).

Création des liens d'affaires/ Clusters

Le programme accompagne jusqu'à présent la mise en place et le renforcement des 7¹² Clusters agricoles représentant 7 entreprises de transformation qui ont contractualisé l'approvisionnement de matière première avec 3926 producteurs organisés en 163 coopératives. 5 différentes Institutions de micro finances (IMF) et plusieurs entreprises de fourniture d'intrants (engrais, pesticides, emballages...) ont signé des nombreux contrats avec les entreprises de transformation et/ou les producteurs.

¹² Le cluster riz de Manonkpon a connu des dysfonctionnements du fait d'un manque de leadership de ses responsables (CRR).

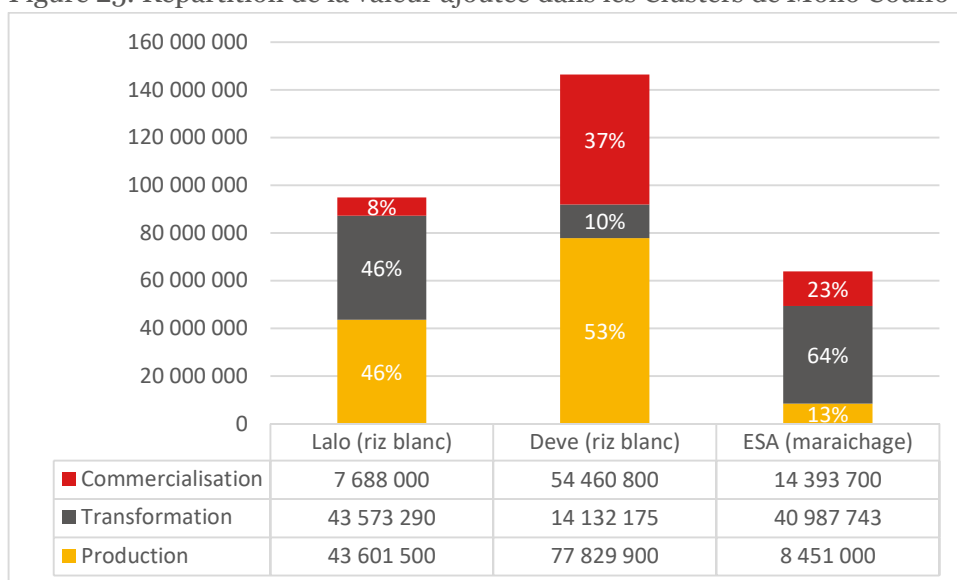
Tableau 19 : Situation des clusters accompagnés

Nom du cluster	Chaîne de valeur	Producteurs (organisés)	Entreprises de transformation	Fournisseurs de services	Volumes 2015-2018	Emplois créés
Cepea Sourou	Riz étuvé	2765 81 coopératives	1 entreprise de transformation (8 coopératives de femmes)	2 IMF (CCIF, CLCAM)	368,221 tonnes de paddy transformés	Fixes : 12 (6 femmes) Temporaires : 290 femmes
OGYA	Riz étuvé	112 3 coopératives	1 entreprise de transformation (11 coopératives de femmes)	1 IMF (CLCAM)	213,9 tonnes de paddy transformés	Fixes : 4 (1 femme) Temporaires : 158 femmes
Esop Star	Riz étuvé	130 8 coopératives	1 entreprise de transformation (union communale)	1 IMF (CLCAM)	224,106 tonnes de paddy transformés	Fixes : 3 dont 1 femme Temporaires : 48 femmes
Cluster riz de Lalo	Riz blanc	255 22 coopératives 142 ha	1 entreprise individuelle de transformation	1 fournisseur d'intrants 2 IMF (CLCAM, ALIDE)	737 tonnes	fixes: 7 (1 femme) Temporaires: 24 (20 femmes)
Cluster riz de Devé	Riz blanc	354 21 coopératives 183 ha	1 entreprise de transformation (21 coopératives)	2 fournisseurs d'intrants 1 IMF (CLCAM)	835 tonnes (2016-2018)	Fixes: 6 hommes Temporaires: 17 (8 femmes)
Cluster maraîchage Aplahoué	Purée tomate /piment	141 13 coopératives 12 ha tomates 10 ha piment	1 entreprise individuelle de transformation	1 fournisseur d'intrants	67.100 boîtes	Fixes: 6 (3 femmes) Temporaires: 42 femmes
Theresa Shalom et fils	Amande d'anacarde torréfié	169 7 coopératives	1 entreprise individuelle de transformation	2 IMF (DEDRAS, PeBCo)	19,375 tonnes d'amandes pour 77,5 tonnes de noix transformées	Fixes : 6 dont 1 homme Temporaires : 15 femmes

Les valeurs ajoutées dans les régions par cluster ont été calculées selon les volumes commercialisés par les transformateurs. Le total de la valeur ajoutée est estimé à **396.029.644 FCFA** pour la période de 2016 à 2018 dont plus de 80% est créé dans les régions d'intervention (production et transformation).

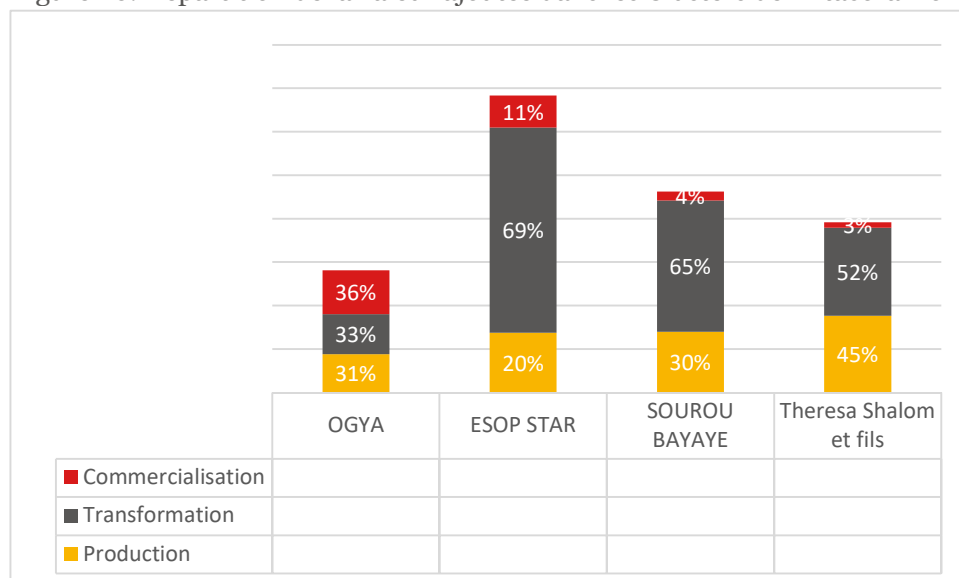
Les résultats sont présentés dans les figures suivantes.

Figure 25: Répartition de la valeur ajoutée dans les Clusters de Mono Couffo



La grande partie de la valeur ajoutée au niveau de la commercialisation dans le cluster « DEVE » s'explique par le fait que les commerçants se chargent des opérations comme le tri, l'emballage etc. La valeur ajoutée au paddy se limite pour les transformateurs qu'au décorticage. Des appuis pour un meilleur conditionnement des produits sont prévus dans le courant de l'année 2019.

Figure 26: Répartition de la valeur ajoutée dans les Clusters de l'Atacora Donga



Services économiques mise en place par les unions des coopératives

Filière Anacarde

Service de pré collecte et de vente groupée des noix d'anacarde.

L'expérience de pré collecte constitue une alternative au bradage des noix aux commerçants ambulants et permet aux producteurs de faire confiance à leur coopérative en déposant leurs noix au magasin contre un prix plancher, fixé par le gouvernement en année n-1.

Tableau 20 : Résultats du service de la pré-collecte des noix d'anacarde

Nature opérations	2016	2017	2018
Montant de crédit pré collecte obtenu (FCFA)	40 500 000	89 501 665	120 950 000
Volume Pré collecte (tonnes)	180	241	240
Gain de pré collecte (FCFA/Kg)	525	375	163
Nombre de coopératives touchées	37	47	52
Nombre de producteurs touchés	418	527	597
▪ Hommes	• 388	• 471	• 547
▪ Femmes	• 30	• 56	• 50

Le gain de pré collecte (les ventes de noix pré collectées à l'ouverture de la campagne déduite des charges liées à l'opération) a connu une baisse respective de 28,57% et 57%. Cette baisse est due à la flambée des prix ces dernières années et surtout le prix plancher, fixé à 650FCFA/Kg par le Gouvernement ayant amené les producteurs à faire la pré collecte à 600FCFA/Kg alors que le prix moyen de la campagne est de 756FCFA/Kg.

Service de vente groupée des noix d'anacarde

Tableau 21 : Résultats du service de vente groupée des noix d'anacarde

Nature opérations	2016	2017	2018
Volume total vendu en vente groupée (T)	1 623	2 685	3 523
Nombre de coopératives touchées	85	82	89
Nombre de producteurs touchés	1 060	1 676	1 296
• Hommes	989	1632	1183
• Femmes	71	44	113
Montant chiffres d'affaires global (FCFA)	1 136 100 000	1 987 092 000	2 144 360 336

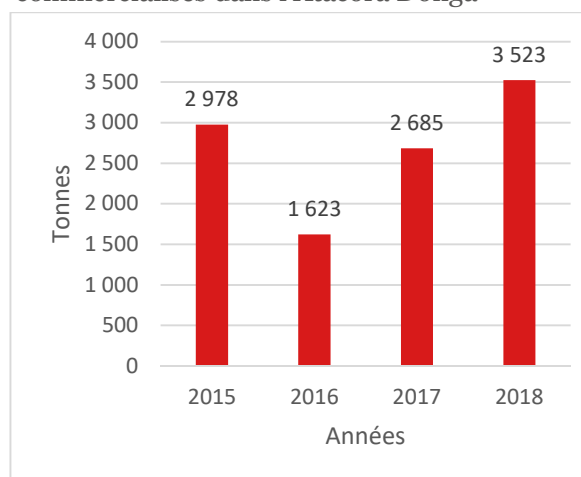
Mobilisation de ressources propres URCPA	6 946 832	9 272 902	9 545 474
• Frais de gestion pour l'URCPA	6 946 832	7 892 602	8 318 774
• 10% sur gain pré collecte	-	980 300	836 700
• Autres	-	400 000	390 000
Montant des frais de gestion mobilisés à travers l'ensemble du réseau (FCFA) 4% FENAPAB 32% URCPA 20% UCCPA 20% CVPA 24% Equipe d'achat	21 240 000	31 680 510	34 375 000

Au regard du volume mobilisé cette année, 50% sont vendus avec prélèvement de frais de gestion. 75% du volume est vendu sur contrat avec les usines de transformation (TOLARO, AFOKATAN, NAD & CO ; GEBANA). En dehors des frais de gestion, un prélèvement de 10% sur les gains de pré collecte est prévu mais la progression de ce prélèvement est très timide par rapport au potentiel attendu.

L'expérience de vente groupée et de pré-collecte d'anacarde a servi de cas d'école pour les autres régions productrices d'anacarde membres de la FENAPAB. De nouvelles IMF ont manifesté leur intérêt au dispositif de la vente groupée de l'anacarde et ont mis en place des financements au profit des promoteurs avec des procédures simplifiées.

Les communes s'intéressent de plus en plus aux résultats des ventes groupées et clusters en percevant de plus en plus les opportunités économiques pour leur commune. Au niveau de l'anacarde, les échanges entre la mairie de Bassila, l'UCCPA et les commerçants ont abouti à un accord permettant de contrôler l'entrée des acheteurs dans la Commune. Cela améliore la mobilisation des ressources tant pour la commune que pour les producteurs. L'URCPA à la suite a échangé avec la commune de Kouandé pour le test du même dispositif.

Figure 27: Evolution des volumes d'anacarde commercialisés dans l'Atacora Donga



Certification BIO

La certification de production organique « BIO UE », « BIO SUISSE » et la certification en commerce équitable (FLO) sont opérationnelles dans la commune de Kouandé. 511 producteurs certifiés en commerce équitable « FLO » de 713 (2017) sont maintenus certifiés. La baisse s'explique par le fait que lors des audits interne les contrôleurs ont constaté que deux coopératives villageoises n'ont pas respecté les critères de certification (non-respect de la vie démocratique, refus

de contrôle interne, ventes parallèles). Ils ont été suspendus pour deux ans. Parmi les 511 producteurs, 424 producteurs sont également certifiés « BIO UE » et 149 parmi eux sont en plus certifiés « BIO EU » également certifiés BIO SUISSE. Ils représentent au total **1508 ha**.

Le total des ventes selon les différents types de certifications pour l'année 2018 est de 14% de plus que pour l'année 2017.

Tableau 22 : Evolution vente des noix certifiées « bio » et « commerce équitable ».

	2016			2017			2018		
	Nombre	Sup.(Ha)	Prod (T)	Nombre	Sup(Ha)	Prod (T)	Nombre	Sup.(Ha)	Prod(T)
BIO UE	579	1693	723	383	1141	686,5	229	738,5	311,1
BIO SUISSE	-	-	-	56	175,9	74,8	149	449,47	191,0
FLO	713	2283	822	511	1508	604,7	511	1508	604,7
Prime FLO (FCFA)	5 882 000			12 888 450			13 000.000 (prévision) 1er versement fait de 5.000.000		

Les noix BIO UE sont positionnées à 810FCFA/Kg et les noix BIO SUISSE à 830FCFA/Kg. Cette année a été bénéfique pour les producteurs de noix certifiées à cause de la chute rapide et exponentielle des prix des noix de cajou conventionnelle opérée en fin de campagne jusqu'à 400 FCFA/Kg.

Il faut signaler que les résultats encourageant obtenus dans le système de certification ont permis de gagner un appel à projet au niveau de Com Cashew par l'URCPA pour un montant de 49 millions CFA.

Entretien des plantations

A la suite des bons résultats obtenus en pré collecte les IMF ont accepté d'introduire le crédit d'entretien pour permettre aux producteurs d'entretenir leurs vergers. On observe une progression des montants de crédits alloués pour l'entretien des vergers, une progression des producteurs impliqués et des superficies entretenues.

Tableau 23 : Evolution superficies entretenues des plantations d'anacarde».

Nature opérations	2016	2017	2018
Montant de crédit d'entretien obtenu (FCFA)	21 670 000	39 467 300	42 482 300
Superficie entretenue (Ha)	679	1231	1416
Nombre de coopératives touchées	11	38	40
Nombre de producteurs touchés	68	230	233
• Hommes	• 65	• 222	• 223
• Femmes	• 3	• 8	• 10

Filière maraichage

Vente groupée Maraichage dans l'Atacora Donga

Trois (03) communes (Ouaké, Péhunco et Djougou) ont réalisé le dispositif de la vente groupée des produits maraichers (chou, piment, oignon) durant 4 années consécutives.

Tableau 24 : Evolution du dispositif de vente groupée maraichage dans l'Atacora Donga

	2015	2016	2017	2018
Contrats réalisés	4	9	20	8
Volumes de production (T)	152,6	302,3	349,3	141,5
Chiffre d'affaires	59 808 235	70 432 742	176 037 015	40 686 787

Une diminution, voir un arrêt des produits commercialisés en vente groupée a été observée au niveau de deux communes (Ouaké et Djougou) par rapport à l'année 2018 suite aux conflits (bourde des producteurs pour payer les redevances de vente groupée) et arrêt de participation de certains membres.

Bien que les ventes groupées se soient détériorées, l'URCooPMa avec l'appui de Trade for Development Center (TDC) est en train de revoir ce dispositif pour un meilleur positionnement des produits sur le marché. Des évaluations, et renouvellements dans les comités de gestion seront réalisés pour l'ensemble des communes à impliquer dans le dispositif de vente groupée pour la campagne 2018-2019. Les ventes groupées permettent en général un meilleur positionnement par rapport aux négociations des prix avec les commerçants. Pour les commerçants il permet d'avoir accès aux volumes plus intéressants à un prix réduit d'achat, en transport et un gain de temps. Ils constituent aussi un début dans l'organisation en clusters.

Les crédits de campagne maraichère placés par deux IMF auprès des 8 communes dans l'Atacora Donga ont connus une amélioration de 34.633.400 pour la campagne 2017 à 38.334.000 FCFA pour 2018.

Vente groupée Maraichage dans le Mono Couffo

Dans le Mono Couffo, il y a eu l'appui aux 5 dispositifs de vente groupées de piments rond (Dogbo et klouékanmè) de choux (Athiémé et Lokossa) et pastèque (Bopa). Les dispositifs sont gérés par les unions des coopératives communales. 419 producteurs sont impliqués dont 119 femmes.

Tableau 25 : Evolution du dispositif de vente groupée maraichage dans le Mono Couffo

	2016	2017	2018
Contrats réalisés	25	24	41
Volumes de production (T)	391,5	195,5	301,663
Chiffre d'affaires	65.177.000	39.733.103	57.516.280

L'évolution des volumes commercialisés à travers des systèmes organisés (vente groupée) sont présentés dans les figures ci-dessous (détails matrice de suivi annexe 3.1)

Figure 28: : Evolution des volumes commercialisés Filière maraichage dans l'Atacora Donga

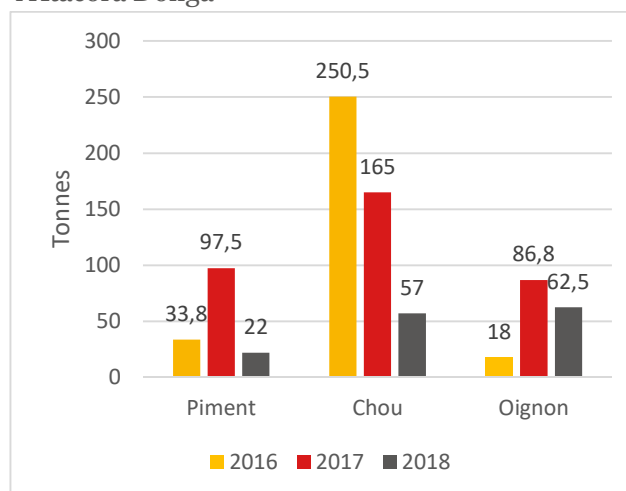
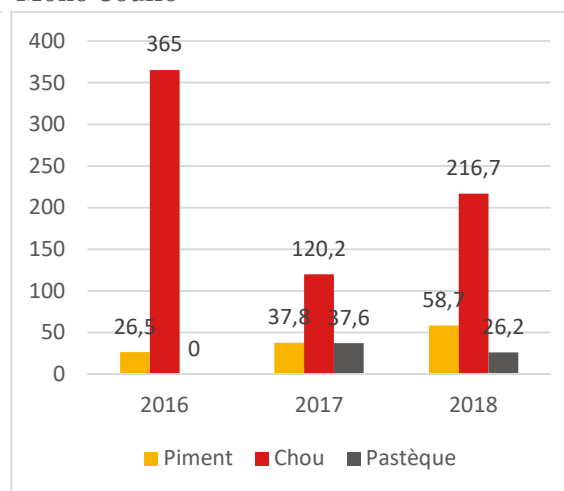


Figure 29: : Evolution des volumes commercialisés Filière Maraichage dans le Mono Couffo



La diminution des volumes de chou par rapport à la référence s'explique par les attaques parasitaires en 2017, en 2018 la production a repris au niveau d'Athiémé principale zone de

production. Pour Lokossa des problèmes de gouvernance sont apparues entre membres du comité vente groupé avec retrait de certains gros producteurs. Pour la pastèque c'est plutôt une baisse des superficies passée de 51 à 38 ha pour des raisons de fluctuation des prix.

Mise à disposition des intrants maraichage

Dans le Mono Couffo le dispositif est mis en place à travers les boutiques privées comme à travers les unions communales des coopératives maraîchères. Le nombre de boutiques a évolué de 2 en 2015 à 6 en 2018.

Tableau 26 : Evolution des chiffres d'affaires des boutiques d'intrants Mono Couffo

Années	2 015	2 016	2 017	2 018
Nombre de boutiques	2	2	2	6
Nombre de clients des boutiques		1 456	2 016	4 419
Chiffres d'affaires (FCFA)	54 240 425	64 612 382	105 117 670	223 754 535
Marge brute (FCFA)	5 540 900	8 117 698	16 818 827	47 592 435

Tableau 27 : Evolution des chiffres d'affaires des boutiques d'intrants Atacora Donga

Années	2 015	2 016	2 017	2 018
Nombre de boutiques	6	6	6	6
Nombre de clients des dépôts	1 920	2 190	2 320	2 419
Chiffres d'affaires (FCFA)	14 017 800	17 361 910	19 164 900	24 111 475
Marge brute (FCFA)	1 385 760	1 842 414	2 834 228	5 127 790

Malgré quelques problèmes de gestion (vente à crédit, mauvaise volonté de certains membres qui s'approvisionnement parallèlement au dépôt, vente parallèle, manque de traçabilité dans le remplissage des outils de gestion) les volumes et chiffres d'affaires progressent globalement d'année en année grâce au bon fonctionnement des dépôts de Djougou et Natitingou. A titre d'illustration, la marge brute est passée de 2 834 228 FCFA en 2017 à 5 127 790 FCFA en 2018, soit une augmentation de plus de 80%.

Services Semences maraîchères dans l'Atacora Donga

Le dispositif de production de semences paysannes s'est renforcé avec deux périodes de production par campagne agricole (contre saison et saison hivernale) et une spécialisation des semenciers en une ou deux spéculations. En 2018, 34,63kg contre 29,26kg en 2017 (+18%) de semences ont été produites par 10 producteurs dont 02 femmes. De 2015 à 2018, 121,76 Kg de semences ont été produites dont 42,42 Kg (35%) ont été destinés à l'utilisation propre par les producteurs semenciers et 79,24 Kg (65%) ont été commercialisés à travers les boutiques d'intrants de l'URCooPMA.

La bonne qualité des semences locales (taux de germination supérieur à 95% et rendement meilleur comparé aux semences importées) ont permis une augmentation progressive des quantités commercialisées.

On note une autonomie des producteurs semenciers. Ils utilisent désormais leurs propres semences pour la production maraîchère. Ils n'achètent plus de semences importées.

Par ailleurs, des revenus sont générés par la vente des semences, soit un total de 1 713 000 CFA pour les 10 producteurs durant la campagne agricole 2018-2019.

L'offre en semences reste encore faible par rapport aux besoins des maraîchers de la région et nécessite une mise à l'échelle de la production pour satisfaire ces besoins. Les semences paysannes

ne sont pour le moment pas encore certifiées. Les boutiques d'intrants de l'URCoopMa n'ont pas encore obtenu l'agrément pour la commercialisation des intrants.

Services Semences maraîchères dans le Mono Couffo

Le CRM a été accompagné pour la production de semences maraîchères par la sélection de 13 semenciers (1 femme), la validation des sites de production par la DPV, l'acquisition des semences base au niveau de l'INRAB, l'installation des champs semenciers, les visites d'inspections et de certification de la PPV des semences (07 maraîchers sur 13 retenus).

Les semenciers ont été formés sur la technique d'extraction et la stratégie de commercialisation des semences (fixation des prix d'achat chez les producteurs et les formes de conditionnement de la semence pour commercialisation). Des contacts sont pris pour la commercialisation. Une production de 14.639 Kg de semences (peuvent emblaver 36.6 ha) et 154 Kg (385 Ha) de semence de grande morelle certifiés est entendu.

La non certification de la production (17%) de semence s'explique surtout par le fait que la DPV n'a pas initialement validé les sites des semenciers concernés et le retard dans la mise en place du champ semencier chez un producteur.

Certification « BIO » des produits maraîchers.

Une étude des possibilités de mise en marché des produits maraîchers « BIO » dans les grands centres urbains du Mono Couffo et de l'Atacora Donga à travers des circuits courts a été réalisée. L'étude a montré que 85 % des consommateurs enquêtés sont intéressés par les légumes produits « biologiques » et plus de 78 % est prêt de payer un prix plus rémunérateur de 20 à 30 %.

58 producteurs BIO se sont engagés dans la certification participative de garanti (SPG) sur une superficie de 20 ha. 46 producteurs sont pré certifiés et ont pu négocier 23 engagements contractuels suite aux ateliers d'échanges avec les hôtels/restaurateurs sur 04 boutiques de vente sont en installation dans les régions pour la vente des légumes « BIO » les comptes prévisionnels montre un revenu net de 422.000 FCFA/ha toute spéculation confondu.

Filière riz

L'évolution des volumes commercialisés à travers des systèmes organisés (vente groupée) sont présentés dans les figures ci-dessous (détails matrice de suivi annexe 3.1)

Figure 30: Evolution des volumes commercialisés
Filière Riz Atacora Donga

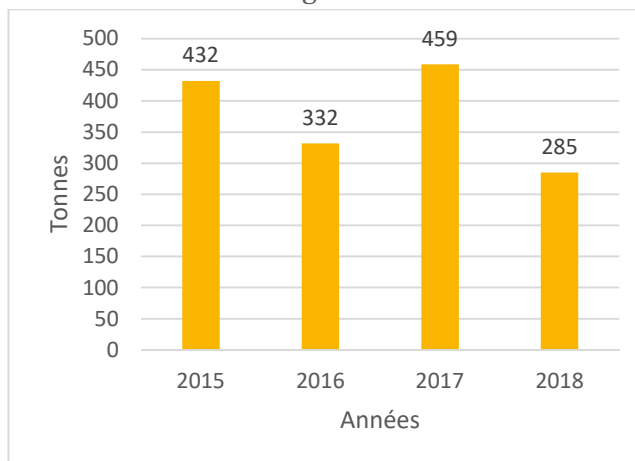
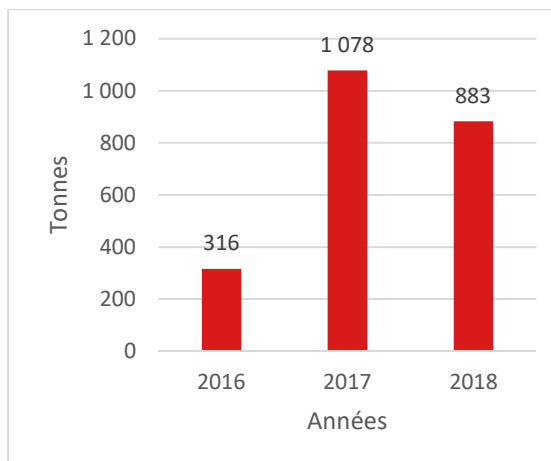


Figure 31: Evolution des volumes
commercialisés Filière Riz Mono-Couffo



La faible performance de la vente groupée du riz dans l'Atacora Donga s'explique par le fait que les communes n'ayant pas reconstitué le fonds de roulement à la fin de la campagne n'ont pas pu participer à la vente groupée. Le fonds de roulement a été reconstitué pour cette campagne sauf à Tanguiéta. Les membres de Tanguiéta ont décidé de renouveler les membres du bureau de l'union communal.

Tableau 28 : Evolution des contrats et chiffres d'affaires de la vente groupée riz dans l'Atacora Donga

	2015	2016	2017	2018
Contrats réalisés	13	23	30	13
Chiffre d'affaires	70 700 880	50 735 330	67 846 250	40 044 755

Dans le Mono Couffo, la contre-performance par rapport à 2017 s'explique par le non fonctionnement de l'Unité de transformation du CRR en 2018. Un gérant en sous-traitance a été recruté pour faire fonctionner l'usine à nouveau. Le nombre de contrats et chiffres d'affaires se présentent dans le tableau suivant.

Tableau 29 : Evolution des contrats et chiffres d'affaires de la vente groupée riz dans le Mono Couffo

	2016	2017	2018
Contrats réalisés	8	42	42
Chiffre d'affaires	47 400 000	162 320 000	134 611 750

Foires, salons et supermarchés

En plus de la commercialisation en vente groupée, les entreprises de transformation ont été appuyées pour leur participation aux différentes foires/salons de niveau national ou régional pour renforcer les liens d'affaires et marketing de leurs produits. Les foires sont également des sources de revenus complémentaires (24.076.000 FCFA) pour les entreprises.

Tableau 30 : Ventes réalisés auprès des foires et salons

Foire Entreprise	Foire Indépendance	Agri-finances	RICMA	Quinzaine commerciale	Vente au niveau des Ministères	Total
Entreprise Thérèse shalom et fils (anacarde)	1 308 000	657 000				1.965.000
ESOP-Lalo (riz blanc)	6 240 000	1 080 000	1 860 000	3 180 000	3 120 000	15.480.000
ESA Groupe (purée de tomates/ piment)	448 000	208 000		321 000		977.000
Entreprise Fako (jus de légumes/fruits)	440 000	213 000	624 000	466 000		1.743.000
Ets Miséricorde (épices)	426 000	260 000	166 000	283 000		1.135.000
Mahoulé (purée tomates/ piment)	324 000	216 000	142 000			682.000
GISPRO		15 000		33 000		48.000
OGYA -Dév					1 500 000	1.500.000
Sourou Bayaye					600 000	600.000

Différents contacts et actions de marketing ont contribué de la présence du riz locale dans les dans les supermarchés de Cotonou et environ (Riz Nati à Erevan, Mont Sinaï, Franc Prix et Riz Sourou à Azima store, Mont Sinaï, Franc Prix) à raison d'environ 1.5 tonne par supermarché par mois.

1.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ¹³	A	B	C	D	Commentaires
Appuyer et financer la mise en œuvre des micro-projets de production et de services de proximité				X	21% des promoteurs des microprojets n'ont pas pu mobiliser leur contrepartie ce qui a réduit le taux des bénéficiaires attendus et qui a ralenti le lancement des marchés publics ; Les regroupements des marchés des deux régions et de plusieurs appels à projets ont augmenté les seuils de passation de marché et le mode de passation en des procédures plus longues et complexes. Les fournisseurs ont des difficultés à respecter les délais de livraison des grandes quantités d'équipements et souvent, les équipements ne sont pas livrés au même moment avec pour conséquence que la plupart des promoteurs ne peuvent exploiter la totalité du paquet d'équipement demandé qu'à la dernière livraison. Les processus et procédures d'obtention des crédits au niveau des banques long et complexe n'a pas abouti pour les entreprises privées.
Accompagner la mise en œuvre du dispositif de conseil agricole aux exploitations familiales et entreprises rurales de proximité			X		Dans l'Atacora/Donga, suite au problème de représentativité de l'union régionale des producteurs (URP), le CEF payant selon le principe « satisfait ou remboursé » n'a été installé qu'en 2018 par les Unions régionales des filières sous forme expérimentale. Il n'est pas très probable qu'avant la fin du programme un grand nombre d'exploitants familiales soient touchés. Cependant le dispositif est en place et bien approprié et porté par les Unions des filières. Pour le Mono Couffo le système de formation en cascade est en cours et peut permettre l'extension des bénéficiaires des services en conseil d'exploitation.
Renforcer les coopératives et les unions communales /départementales et régionales dans leurs capacités à rendre des services spécifiques			X		Les services mis en place par les unions communales/régionales (vente groupée, fourniture d'intrants / semences, labour) ont connu du retard surtout suite au ralentissement des dynamiques des unions régionales divisées en unions départementales dans le Mono Couffo et le faible fonctionnement de quelques dispositifs de vente

¹³

A : Les activités sont en avance

B : Les activités sont dans les délais

C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

d'approvisionnement et de commercialisation à leurs membres.					groupée maraichage existants au niveau communal pour les deux régions. Ces dispositifs ont été évalués et reconstitués.
					Le service intrants ont connu des problèmes suite à la demande de l'Etat d'avoir désormais un agrément de commercialisation des produits phytosanitaire, même si ces produits viennent des fournisseurs agréés.

1.7.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités contribuent encore aux résultats et à l'atteinte de l'objectif spécifique d'augmentation des revenus (cf chapitre 1,6) et intégration formelle dans les chaînes de valeurs par l'accompagnement financier, non financier et de mise en relation (clusters) des acteurs de production et des projets de fourniture de services.

Les analyses des indicateurs réalisées en 2018 et montrent l'avancée en termes de chiffres d'affaires, nombre de clients et leur satisfaction sur les services, le nombre et volumes de contrats ainsi que l'évolution du niveau de professionnalisme des entreprises rurales de fourniture de services.

Le taux de satisfaction des membres des coopératives sur les services fournis par leurs unions sont présentés dans les figures qui suivent.

Figure 32: Taux de satisfaction pour les services fourni par les Unions régionales dans le Mono Couffo

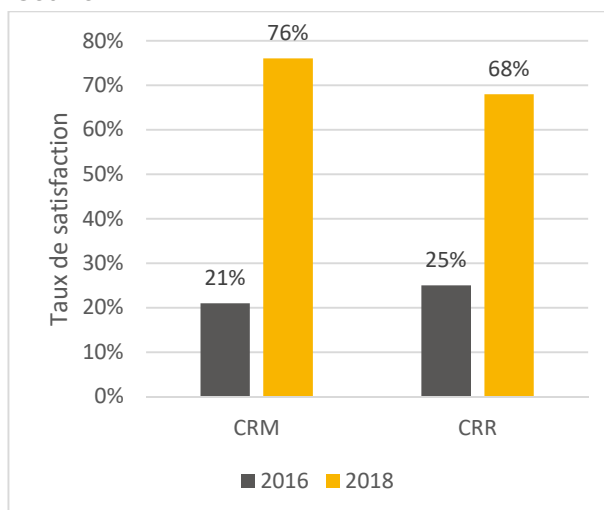
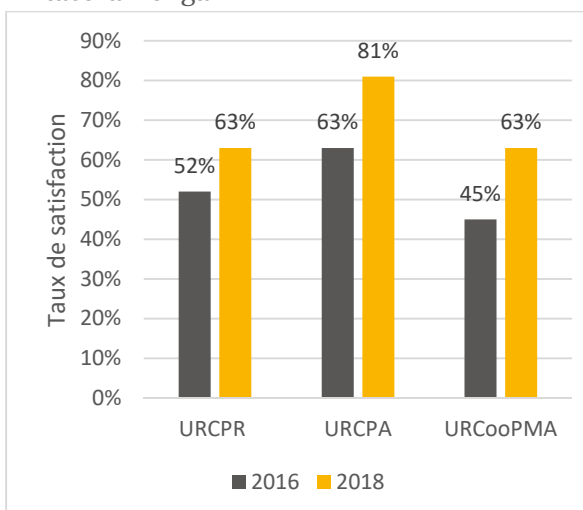


Figure 33: Taux de satisfaction pour les services fourni par les Unions régionales dans l'Atacora Donga



Nous constatons que la satisfaction a connue des améliorations par rapport à la référence de 2016.

L'évolution¹⁴ du niveau de professionnalisation des producteurs¹⁵ (%) et des fournisseurs de services de proximité (détails matrice de suivi annexe 3.1)

¹⁴ L'évolution du niveau de professionnalisation des exploitations familiales a été mesurée à travers l'outil d'évaluation du niveau de professionnalisation (ENP) qui mesure la professionnalisation à travers l'évolution de 20 indicateurs et qui classe après analyse les exploitations en 4 catégories de performance (bonnes, moyenne, faible et très faible). L'indicateur explique le pourcentage des exploitations familiales du niveau de performances « bonnes » et « moyennes ».

¹⁵ Réalisés sur 427 exploitations sur 126 projets en 2016 et sur 367 exploitations pour 79 projets en 2018 pour l'Atacora Donga et pour le Mono Couffo en 2016 réalisés avec 228 exploitations sur 117 projets et pour 160 exploitations sur 98 projets.

1.8 Performance du résultat 3

1.8.1 Progrès des indicateurs

Résultat 3 : Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières.

Les investissements communaux :

A travers le dispositif du FADEC affecté Agriculture, 30 investissements communaux ont été approuvés après les études de faisabilité pour une subvention totale de 904.026.468 FCFA. Ils toucheront environ 1.378 bénéficiaires dont 805 (58%) femmes.

Tableau 31 : Caractéristiques des investissements communaux

	AD	MC
AHA (Ha)	78	110
Piste (Km)	4,2	14,2
Magasins (m3)	1 452	0
Hangars (place)	0	48

Figure 34: Répartition de nombre de projets par région

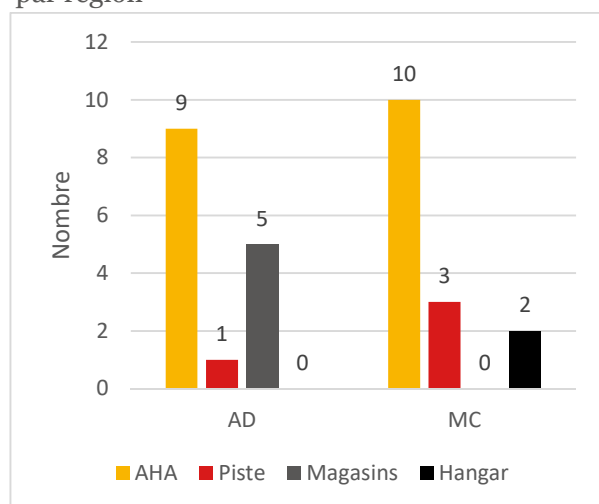


Figure 35: Taux de réalisation physique par type d'investissement communal

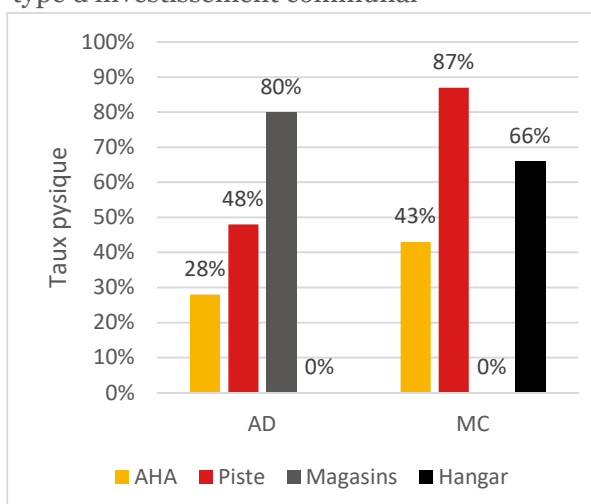


Figure 36: Bénéficiaires par type d'investissement communal dans l'Atacora Donga

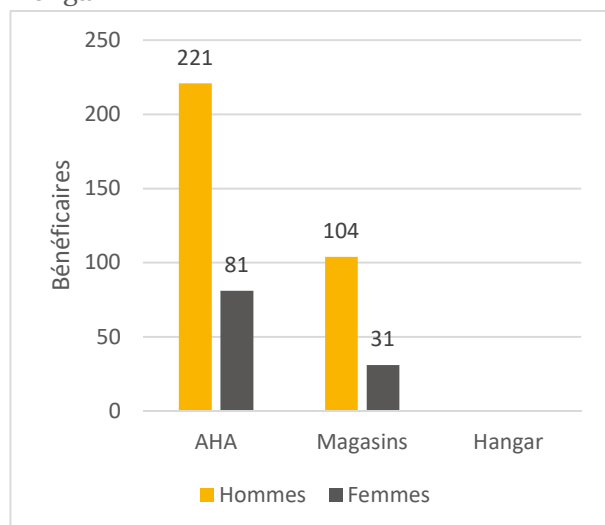


Figure 37: Bénéficiaires par type d'investissement communal dans Mono Couffo

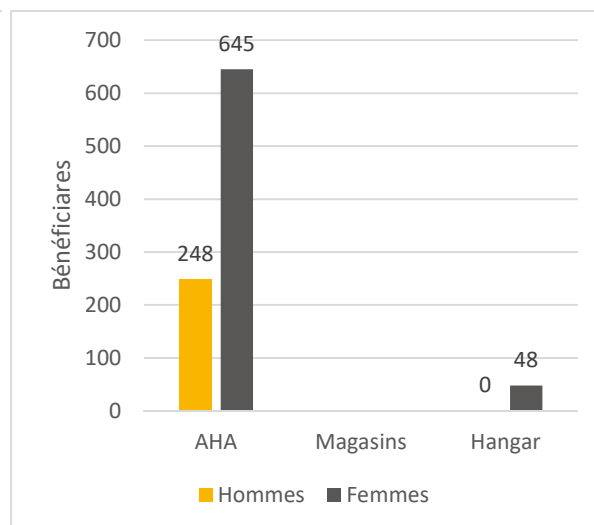
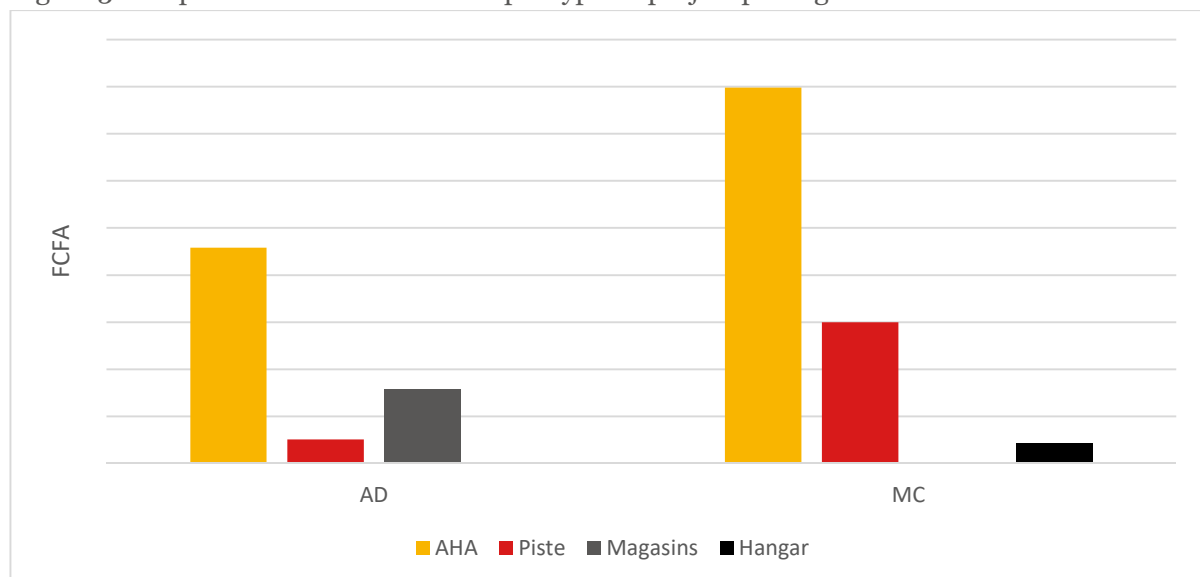


Figure 38: Répartition de la subvention par type de projets par région



Les services d'accompagnement (SIS)

Les services d'ingénierie sociale (SIS) jouent le rôle d'interface entre les communes et les exploitants des investissements communaux pour ce qui concerne l'organisation et le suivi de la gestion, l'entretien et l'exploitation de ces investissements. Il s'agit des investissements réalisés lors des interventions antérieures (FAIA) et ceux de PROFI en cours de réalisation.

Pour les IC réalisés par la FAIA, un état des lieux de l'exploitation et de la gestion a été réalisé et a permis de connaître de bonnes pratiques en matière d'exploitation (utilisation des ouvrages, identification des utilisateurs, contractualisation de l'exploitation, bonne définition des rôles). Les actions de 2018 se sont essentiellement focalisées sur le suivi-accompagnement pour le respect des clauses des contrats de gestion signés ainsi que et la bonne tenue des outils de gestion économique et financière (matrice de suivi en annexe 3.1).

Tableau 32 : Situation des IC FAIA

	AD	MC
Nombre d'IC concerné	51	50
Nombre d'IC exploité	48	45
Nombre d'IC avec contrat	46	17
Nombre IC qui respectent (globalement) les contrats et outils à jour	23	14

En ce qui concerne les IC PROFI, en cours de réalisation, il a été procédé à la facilitation de la prise des actes de sécurisation foncière, de l'information des bénéficiaires des IC à réaliser sur leurs exploitations, de la sensibilisation et formation sur la gestion, l'entretien et exploitation, de la mise en place des outils de gestion financière et d'exploitation/entretien ainsi que l'élaboration des contrats entre les (futur) exploitants et les communes.

L'élaboration des PDC

Dans le Mono Couffo, Huit (08) communes ont été accompagnées dans le cadre de l'élaboration et édition des PDC 3^{ème} génération dont un est encore en cours d'élaboration (Grand Popo). Le processus a permis une bonne implication et appropriation du contenu par les acteurs.

Dans l'Atacora Donga les PDC de toutes les 13 communes ont été réalisés avec un appui accompagnement de l'Association des communes « ACAD ». Ils sont en cours de mise en œuvre. Le processus d'élaboration des PDC a été porté par l'ACAD à travers l'approche du « faire nous-mêmes ». Cette approche a été bien appréciée par les acteurs communaux car elle a permis le renforcement des capacités des acteurs locaux et la prise en compte des réalités locales. En plus il faut noter que le coût final de réalisation a été nettement inférieur aux PDC antérieurs du fait de la valorisation des compétences locales.

Le suivi accompagnement des communes par la CONAFIL

La CONAFIL a réalisé une mission de suivi de mise en œuvre de recommandations des audits. Des recommandations ont été formulées à l'endroit des communes. Suite à cette mission, un atelier d'appui conseil et d'échange sur les justifications conformes des règles financières et comptables relatives aux projets d'investissements communaux a été organisé à l'endroit des administrations des mairies, des entreprises de réalisation des IC et des receveurs percepteurs.

Une proposition de démarche méthodologique ainsi que de comité de pilotage est faite en vue de l'élaboration d'un plan d'entretien des ouvrages communaux. Il a été retenu que la phase pilote se fasse dans deux communes de Mono Couffo.

L'accompagnement des associations des communes

Dans le Mono Couffo, le CoCoC a réalisé des voyages d'échanges avec les associations de communes homologues les plus dynamiques (GIC dans les Collines, ADECOB dans le Borgou, ACAD dans l'Atacora Donga) ; Le CoCoC a été accompagné dans l'élaboration du plan d'orientations stratégiques (en cours) et l'acquisition du matériels informatiques (en cours).

Le CoCoC devient de mieux en mieux fonctionnel et visible. Pour preuve, la communauté s'est dotée de siège pour abriter son secrétariat permanent et a recruté du personnel pour l'animer (trois agents).

Pour le GI-Mono, l'appui a porté sur la formation à la fabrication de compost amélioré pour les vingt-neuf (29) agents des trois (3) centres de tri des ordures solides ménagères, et l'acquisition d'équipements et matériels informatiques.

Pour ce qui concerne l'Atacora Donga, l'ACAD a procédé à la révision de ses documents stratégiques (Statut & règlements intérieurs, Plan stratégique et manuel de procédure). Parmi les nouvelles décisions,

on peut citer l'augmentation des cotisations annuelles par commune qui sont passées de 1.520.000F à 2.500.000 F + 0,5% des ressources propres de la commune mobilisée en année N-1. Ces cotisations seront désormais prélevées à la source par la CONAFIL sur les dotations de FADEC non affecté. Ces dispositions qui prennent effet à partir de 2019 visent à renforcer la capacité d'autofinancement de l'ACAD dont l'importance a été confirmée par la bonne conduite du processus d'élaboration des PDC. Pour rendre effectif le prélèvement, la CONAFIL a besoin des décisions concordantes des conseils communaux de chaque commune. A ce jour, 11 communes sur 13 ont pris ces décisions qui seront transmises par l'ACAD à la CONAFIL pour mise en œuvre.

1.8.2 État d'avancement des principales activités

Résultat 3 : Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières.

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁶	État d'avancement :				Commentaire
	A	B	C	D	
Améliorer la concertation pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de développement agricole au niveau communal		X			
Réaliser des études techniques et socio-économiques préparatoires à la mise en place des investissements communaux				X	La durée de passation de marché a été fortement sous-estimée. Les premières validations des études de faisabilité n'ont été livrées qu'en début 2018.
Accompagner la mise en place des investissements communaux et intercommunaux dans les filières prioritaires				X	Certaines communes ont enregistré de lenteur dans la conduite du processus de passation de marchés des projets IC. Une saison de pluie particulièrement intense et plus longue que d'habitude a beaucoup perturbé la réalisation continue des investissements notamment les aménagements ou un certain nombre des sites ont été inondés et de fait devenu inaccessibles. Aussi certaines entreprises ont abandonné les sites, ou n'ont pas respecté les normes de qualité de construction. ; Ce qui a rallongé les délais de. Il a été noté également de lenteur dans la procédure de l'encaissement par les recettes perceptions des chèques trésor pour la réalisation des IC. Ceci fait trainer le paiement des prestataires.

¹⁶ A : Les activités sont en avance

B Les activités sont dans les délais

C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Réalisation des audits d'investissements		X			Prévu pour 2019
--	--	---	--	--	-----------------

1.8.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 3 : Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières.

Les IC seront finalisés avec un grand retard. Ce retard permettra probablement l'exploitation d'une campagne agricole. Ainsi ce résultat ne contribuera plus à l'augmentation des revenus des exploitants comme programmé au début de l'intervention.

Suite à l'introduction systématique de la réalisation des études de faisabilité nous nous attendons à des aménagements des meilleures qualités que ceux réalisés par les interventions précédentes qui ont connu quelques défaillances techniques.

Les missions de suivi réalisées au niveau des communes par la CONAFIL et par le MAEP ont constaté que les communes accompagnées par le programme ont une meilleure performance en termes de qualité des investissements et en maîtrise d'ouvrage.

Quelques communes ont pris l'initiative de cofinancer leurs investissements communaux avec d'autres ressources que la subvention PROFIL.

Les Investissements sont de plus en plus identifiés, réalisés et suivis avec une implication des futurs exploitants. Ils sont plus en lien avec les Plans de Développement des Communes. Les communes en tirent de plus en plus profit suite aux redevances et taxes.

Les associations des communes jouent de plus en plus un rôle dans l'appui aux communes dans l'élaboration de leurs PDC et dans le suivi/accompagnement de la réalisation et exploitation.

Cependant les coûts d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage ont été estimés à 25% du coût de l'investissement. Les fonds d'appui aux communes ne le prennent pour le moment pas encore en compte. L'entretien des investissements n'est pas pris en compte de façon systématique dans les budgets des communes.

1.9 Performance du résultat 4

1.9.1 Progrès des indicateurs

Résultat 4 « La gouvernance économique des filières prend en compte l'intérêt des exploitations agricoles, des femmes et la défense de l'environnement.

Filière maraîchage

Le CRM a été appuyé à la tenue des réunions mensuelles de planification et de compte rendu, contribuant à la circulation de l'information, la collecte de données et l'élaboration des rapports d'activités :

Il a été également appuyé dans l'apurement de l'effectif des maraîchers membres du réseau suite au constat que beaucoup de membres ne sont plus actifs dans le maraîchage ou n'ont jamais payé ni cotisation ni part sociale : Initialement, de 1.142 maraîchers dont 52% de femmes, **l'effectif est passé à 798 dont 334 (42%) des femmes répartis en 89 coopératives**. Suite à l'organisation de sensibilisations sur le respect notamment le paiement des parts sociales/cotisations annuelles et la tenue à bonne date des réunions, à la date d'aujourd'hui, toutes les 12 UCCM sont en règle de leurs cotisations annuelles vis-à-vis du CRM.

Des séances d'information et de sensibilisation sur l'Acte Uniforme de l'OHADA ont été organisées. Des feuilles de route pour la mise en conformité (16 groupements concernés) ont été élaborées.

Le CRM a créé deux **unions départementales maraichers (UDM)** afin d'être en phase avec le nouveau découpage administratif de l'Etat. Le programme a appuyé ce processus par :

- L'élaboration et validation des documents statutaires des UDM
- La formation des élus et techniciens sur leurs rôles, les droits et devoirs et sur l'élaboration des plans d'affaires
- L'organisation des formations sur le contenu des documents statutaires et la tenue des réunions statutaires à tous les niveaux (coopératives, unions communales, départementales et régional)
- La mobilisation des cotisations annuelles ; 04/06 UCCM sont en règle de leurs cotisations annuelles vis-à-vis de l'UDM Mono (48 coopératives membres) et 03/06 UCCM sont en règle au niveau du UDM Couffo (41 coopératives membres). Egalement 58 coopératives de base sont à jour sur vis-à-vis leur union départementale.

L'URCooPMA a été l'unique coopérative qui a commencé à **redistribuer les bénéfices** (745.476 FCFA) issus du service « accès aux intrants » aux 13 Unions Communales en tenant compte du nombre de part sociale souscrite. Cette dynamique tend à encourager les coopératives et leurs membres à mobiliser plus de ressources à travers les parts sociales qui restent la propriété de celui ou celle qui la libère. La redistribution des bénéfices leur a permis de se rendre compte que plus ils libèrent de parts sociale, plus ils renforcent les capacités de mobilisation de leur coopérative et plus ils génèrent des revenus pour eux.

Actuellement 96/113 (82%) des coopératives maraichères sont en règle vis-à-vis de leurs unions communales.

Pour bien rendre ces services, l'URCooPMA a besoin de disposer d'une bonne surface financière à travers les parts sociales et les crédits auprès des IMF. L'accès à ces financements reste toujours un goulot d'étranglement qui limite la capacité d'intervention de cette union au niveau des services offerts aux membres. Les membres se sont donc engagés à mobiliser de plus en plus de parts sociales.

Les services admin-fin de l'URCooPMA comme pour les autres unions régionales ont bénéficié d'une formation du comptable sur le logiciel PERFECTO suivi d'une mise à jour du logiciel.

Un audit des comptes a été réalisé pour les exercices 2017 et a contribué à améliorer la transparence dans la gestion financière et donc un meilleur positionnement de la faitière régionale vis-à-vis des projets/programmes ;

Filière Riz

Dans le cadre du renforcement de la représentativité du **CCR-B** des rencontres trimestrielles avec les unions régionales ont été organisées ces rencontres facilitent la circulation de l'information permettent de partager les expériences entre les unions régionales rizicoles. Un suivi des acquis des activités réalisées au niveau des unions régionales rizicoles a été également organisé par le CCR-B.

Les techniciens des unions régionales rizicoles et du CCR-B ont été formés sur l'élaboration des projets de développement et la recherche de financement. Cela a permis au CCR-B et unions régionales de participer à des appels à projets (entre autre PROCAD). Les résultats sont encore attendus.

Suite à l'appui du PAORC de réaliser un parcours d'amélioration des compétences sur la communication, le CCR-B a amélioré sa visibilité au travers de l'édition d'un bulletin d'informations Echos Rizicoles et des affiches / roll-up d'information.

Le cahier de charges de la production de riz au Bénin a été actualisé, suivie de l'édition et de formation de producteurs, formateurs et techniciens « riz ».

L'élaboration du plan d'affaires de collecte et de commercialisation du paddy a abouti à la signature d'un contrat de fourniture de **1000 tonnes de paddy** au Cadre National des Transformateurs de Riz du Bénin. Cependant le cadre ne disposant pas de ressources financières pour la collecte du paddy, le contrat n'a pas encore connu un début d'exécution

L'élaboration d'un mécanisme d'approvisionnement et de gestion des engrais ayant abouti à un partenariat de **4000 tonnes d'engrais spécifique riz** avec la société importatrice

Le CRR-MC et ces démembrements ont été appuyés dans la relecture, l'actualisation et l'appropriation de leurs documents statutaires ainsi que dans la compréhension de leurs rôles, responsabilités, droits et devoirs.

Les informations sur les réalisations de la campagne ont été collectées afin de mieux orienter les besoins en intrants et appuis : Pour la campagne de 2017-2018, 310 ha ont été emblavés pour une production de **407 tonnes de paddy** par 652 producteurs dont 310 femmes. Pour la campagne 2018-2019, une prévision de **370 ha** pour une production potentielle de 925 tonnes de paddy est faite.

Appui à la cartographie des institutions intervenant dans la filière riz dans chaque département, ce qui a permis aux UDR de mieux connaître les structures et leurs domaines d'intervention

Le CRR-MC a été appuyé dans le fonctionnement de la mini-rizerie. **Un contrat de location gérance** a été signé avec le locataire gérant sur les bases d'une redevance fixe de location gérance de 250 000 FCFA par trimestre et une redevance pour amortissement de 6 000 FCFA par tonne de paddy transformé. 15,6 tonnes déjà collectés pour la transformation.

Au niveau de **L'URCPR-AD**, la base de données actualisée compte désormais 3.233 producteurs dont 55% de femmes, 140 CVPR, 13 UCCPR avec une prévision de 2404 ha à emblaver pour une production attendue de 6825 tonnes de paddy. Lors de la campagne précédente 1751 ha a été emblavé pour 3.804 tonnes de paddy produit.

Suite à l'appui du PAORC aussi l'URCPR-AD a pu élaborer et finaliser sa stratégie de communication. Un bilan de la stratégie de mobilisation des ressources a été fait et a révélé que seulement 34% des ressources à mobiliser l'ont effectivement été

L'union des transformatrices de l'Atacora Donga (**URCTR**) regroupe 10 Unions communales de transformation avec un effectif total de 649 (+ 83 par rapport à 2017). Une sensibilisation sur la tenue des AG de reddition compte mais aussi électorales a été organisée. Toutes les 10 CCTR sont à jour de leur part sociale et les réflexions sont en cours pour la souscription d'une deuxième part sociale en 2019

Les membres ont été renforcés sur plusieurs aspects entre autre sur :

- le leadership et le coaching.
- la qualité de riz, le cahier de charges de la transformation de riz et les normes d'hygiène;

Un mécanisme régional de gestion collective des emballages de riz est mis en place et une maquette graphique de l'emballage de riz « ALAFIA » de l'URCTR-AD est réalisée.

Un appui technique a été apporté dans l'évaluation à mi-parcours du programme de l'interprofession riz « **IFRIZ** » ainsi que dans l'élaboration du plan d'actions pour l'année 2018 et un plan d'actions de plaidoyer. Les plaidoyers ont abouti à l'organisation d'un atelier de relecture de l'arrêté interministériel portant mesures d'assainissement du marché du riz et de la promotion du riz produit et transformé en République du Bénin a été fait et a abouti à trois projets de décrets : modalités des achats institutionnels du riz, modalités de fixation du prix du paddy et modalités des

importations du riz. Les négociations vont se poursuivre en 2019 avec les différentes autorités en vue de l'introduction des projets de décret en Conseil des Ministres.

Le cahier de charges de la transformation de riz blanc et le riz étuvé a été actualisé, édité et diffusé. Les promoteurs de mini rizeries et les femmes étuveuses (URCTR-AD) ont été formés sur les normes et qualités du riz transformé. Ces formations ont abouti à un meilleur respect de la qualité et classification du riz et permet de capter les marchés des volumes élevés avec un emballage commun.

Filière Anacarde

L'URCPA a procédé à l'actualisation de sa base de données qui montre en 2018 avec un effectif de 2335 (+ 127 par rapport à l'année 2017) membres dont 229 (+28 par rapport à 2017) femmes, organisés dans 11 UCCPA et 120 coopératives. Toutes les 120 CVPA organisées en 11 UCCPA et l'URCPA ont réalisé leur Assemblée Générale. L'ensemble des membres produisent l'anacarde sur 67.000 ha. Une superficie potentielle de 8.279 ha n'est pas encore en exploitation.

Les ateliers bilan de pré collecte et de vente groupée ont été réalisés avec une participation au total de 1.296 producteurs dont 113 femmes représentant 89 CVPA (contre 85 l'année passée) sur 120.

33 nouvelles coopératives ont été immatriculées ; L'union compte actuellement 92 coopératives immatriculées sur les 120.

Le plan de communication de l'URCPA-AD a été actualisé (validation en cours)

L'audit des comptes pour l'exercice 2015, 2016 et 2017 de l'URCPA a été réalisé.

En termes de formations, l'URCPA a organisé :

- La formation des animateurs (5) et maîtres formateurs (9) en chaîne de valeur ajoutée et techniques de facilitation
- La formation des producteurs, élus, techniciens, animateurs sur les techniques d'élaboration de Plan annuel et le remplissage des outils de gestion.
- La formation des producteurs relais (11), des producteurs hôtes (6) des Champs écoles sur greffage et des techniciens, sur l'entretien après sur greffage de l'anacardier.
- Le recyclage de 10 anciens pépiniéristes et la formation de 6 nouveaux, sur les techniques de greffage et de gestion d'une pépinière. Les 10 pépiniéristes ont produit 41 903 plants greffés contre 31 642 produits en 2017, soit un taux de progression de 32%.

La **FENAPAB** compte actuellement **531 CVPA** contre 455 en 2017 dont 463 immatriculées. Il regroupe **9655** (+28% par rapport à 2017) producteurs membres dont 8290 hommes et 1365 femmes (16%). L'effectif représente 8% de l'effectif au niveau national (statistiques de la DSA).

Trois nouvelles coopératives de pépiniéristes de niveau régional ont été constituées

Plusieurs formations admin-fin ont été organisées (informatique, inventaires, logiciel Perfecto, contrôle interne, ..). L'audit des comptes des exercices 2016 et 2017 a été réalisé

Un atelier d'évaluation du manuel de mobilisation des ressources a été organisé et qui a abouti à une redéfinition des sources de revenus du réseau.

Le FENAPAB organise également la vente groupée surtout pour les régions moins organisées en unions régionales et communales. Le nombre de producteurs ayant participé à la vente groupée est de 7440 dont 5310 (730 femmes) membres de la FENAPAB regroupé en 425 CVPA

Sept (7) **pools de prestataires installés** dans les 4 régions de production d'Anacarde ont été formés sur le montage et l'utilisation des équipements pour l'installation et la réhabilitation de plantations d'anacarde. A la suite de la formation (financement Enabel), les sept (7) pools ont été équipés (ProAgri) pour les travaux dans les plantations à travers un contrat de prestation signé avec la FENAPAB.

1.9.2 Etat d'avancement des principales activités

Résultat 4 « La gouvernance économique des filières prend en compte l'intérêt des exploitations agricoles, des femmes et la défense de l'environnement.

État d'avancement des principales activités ¹⁷	A	B	C	D	Commentaire
Développement des actions spécifiques en matière de genre et environnement		X			<i>Cf thèmes transversaux (point 2.8)</i>
Réaliser des études de marché, des actions de sensibilisation et des actions de promotion en appui à la mise en marché des produits agricoles dans les chaînes de valeur		X			
Renforcer la dynamique organisationnelle des organisations nationales et régionales dans les filières prioritaires			X		Les conventions de subsides ont connu des retards dans leur mise en œuvre et ont été prolongé de 6 mois par un avenant. Les programmations des activités à exécuter par les partenaires ont été trop optimiste et pas en phase pour ce qui concerne, la disponibilité et capacités de gestion des structures. Une convention a été arrêtée par manque de capacité de l'Union (CRR). Un bilan de la mise en œuvre de la convention a été réalisé. Des activités prioritaires ont été identifiées et une feuille de route élaborée pour leur mise en œuvre à travers des appuis directs.
Organisation des foires de mise en marché des produits des filières		X			

1.9.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 4 « La gouvernance économique des filières prend en compte l'intérêt des exploitations agricoles, des femmes et la défense de l'environnement

Le résultat contribue à l'objectif spécifique. Les unions rendent des services économiques à leurs membres et s'attèlent non seulement à les étendre à plus d'adhérents mais aussi à améliorer leur

¹⁷

A : Les activités sont en avance

B : Les activités sont dans les délais

C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

qualité au fil des années. Ces progrès sont témoignés par les exploitants qui expriment de plus en plus leur satisfaction pour les services rendus par leurs faitières, l'amélioration de la performance des unions et faitières des organisations des acteurs agricoles ainsi que de leur niveau d'auto prise en charge.

Figure 39: Evolution du taux de satisfaction des services fourni par les unions régionales dans le Mono Couffo

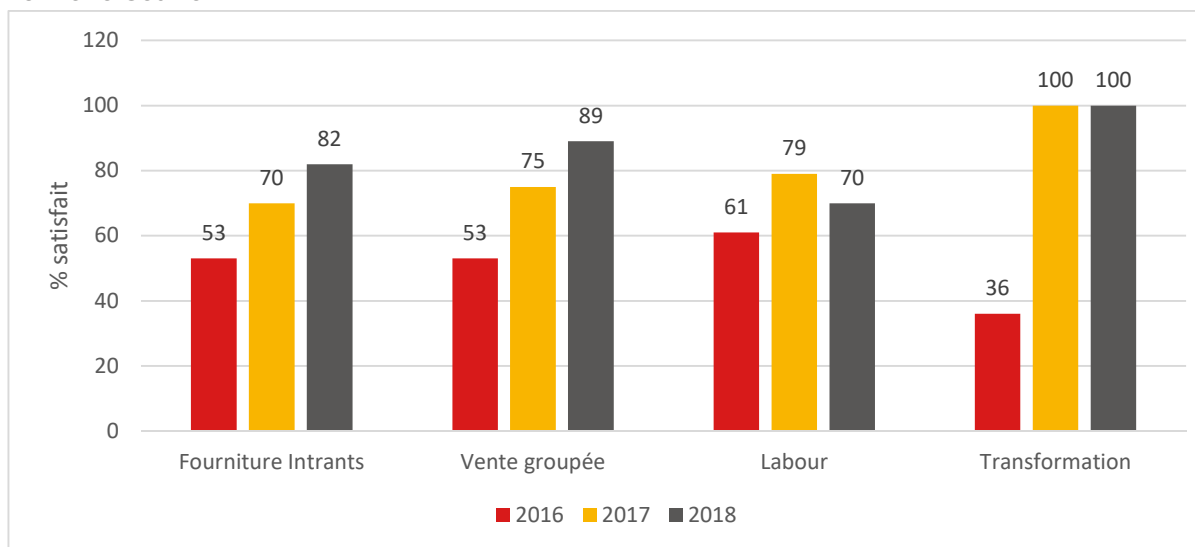
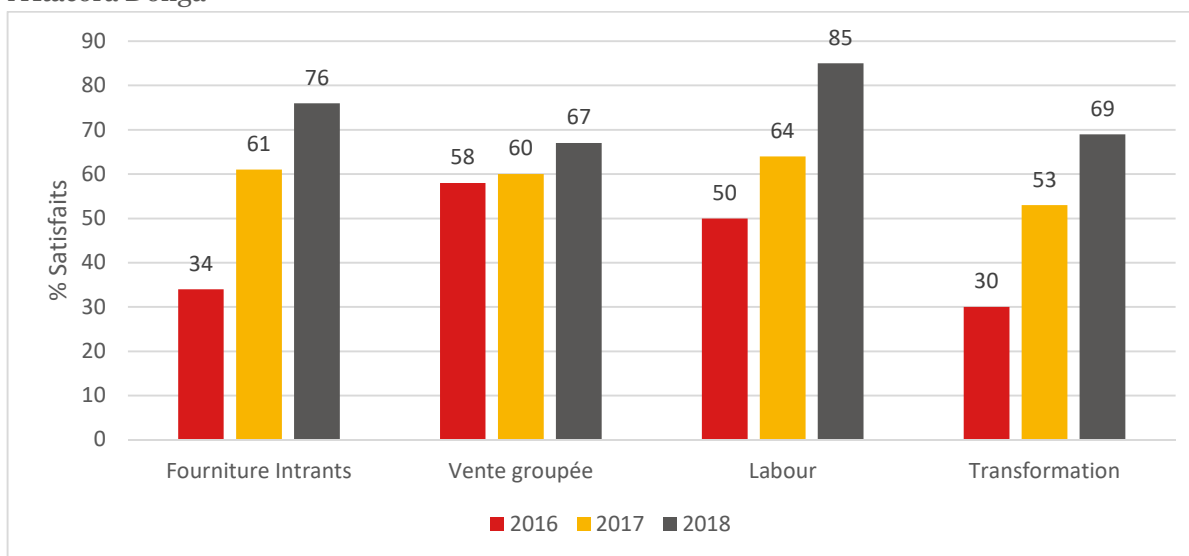


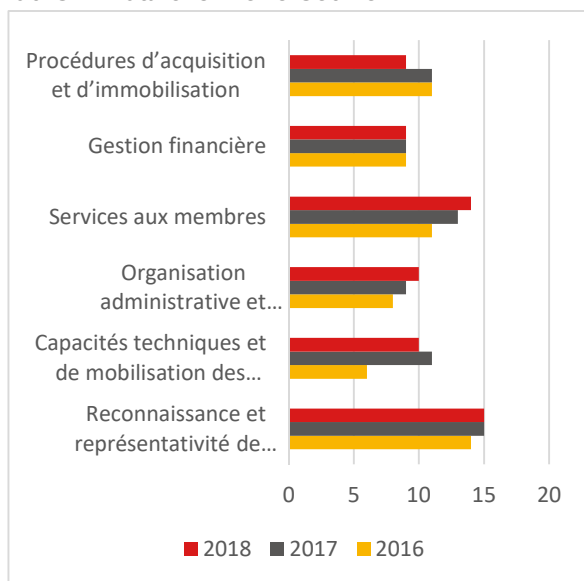
Figure 40: Evolution du taux de satisfaction des services fourni par les unions régionales dans l'Atacora Donga



Nous pouvons mettre les chiffres de la satisfaction en lien avec l'évolution du niveau de professionnalisation des entreprises rurales de fourniture de services de proximité qui s'est amélioré par rapport à la référence.

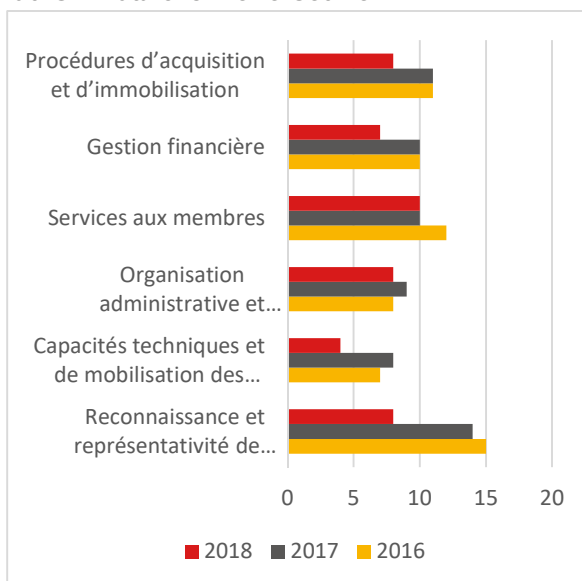
L'indicateur de la performance des structures est mesuré à travers l'outil d'auto-évaluations qui comporte 24 critères devisé dans 6 axes. Chaque critère est apprécié sur un score de 1 à 4. Les résultats se présente ainsi :

Figure 41: Evolution de la performance par an du CRM dans le Mono Couffo



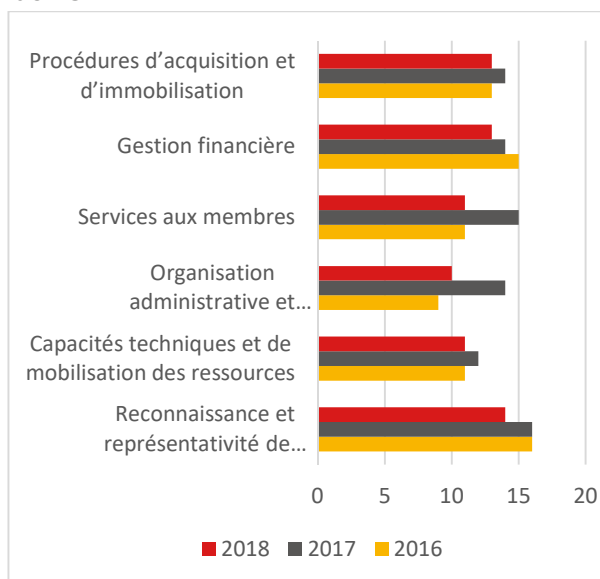
Le CRM-MC a reculé en termes la représentative, les capacités de mobilisation de ressources, en fonctionnement et en fourniture de services aux membres Les principales faiblesses de l'organisation sont : L'absence d'outils de planification budgétaire et de rapportage ; La méconnaissance des rôles et responsabilités des élus (faible implication dans le suivi des activités sur le terrain)

Figure 42: Evolution de la performance par an du CRR dans le Mono Couffo



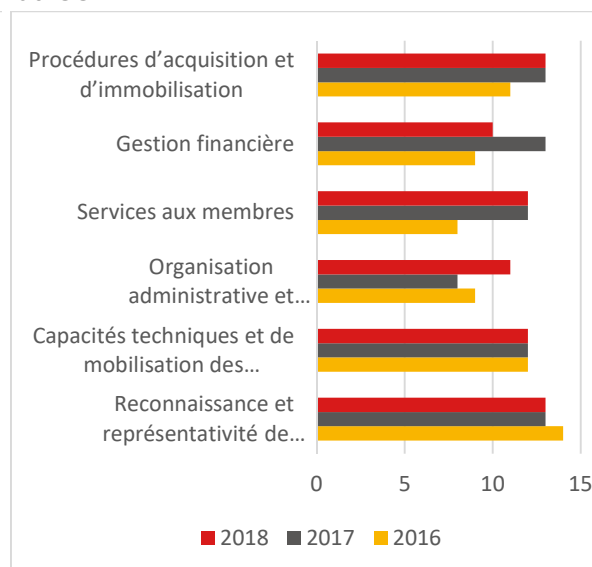
L'autoévaluation du CRR-MC montre également un recule au niveau de la représentativité et des services aux membres. De même, les capacités techniques et de mobilisation des ressources ont fortement diminué (il n'y a plus d'équipe technique au niveau du CRR). La mobilisation des ressources au niveau des membres est faible, ces derniers se sentant plus liés aux unions départementales qu'au CRR ;

Figure 43: Evolution de la performance par an de l'URP



L'autoévaluation de l'URP montre un recul sur toutes les axes par rapport à 2017. Il y a lieu de renforcer la tenue des réunions statutaires, de

Figure 44: Evolution de la performance par an du CCR-B



Le CCR-B est demeuré une bonne structure de coordination et de développement avec une note totale de 71 au cours des deux évaluations. Ainsi

développer des stratégies de mobilisation des ressources financières tout en améliorant les services aux membres

entre 2017 et 2018, il n'y a pas eu d'évolution bien que des variations soient notées au niveau des différents domaines d'intervention surtout pour ce qui concerne la gestion financière

Figure 45: Evolution de la performance par an d'URCPA dans l'Atacora Donga

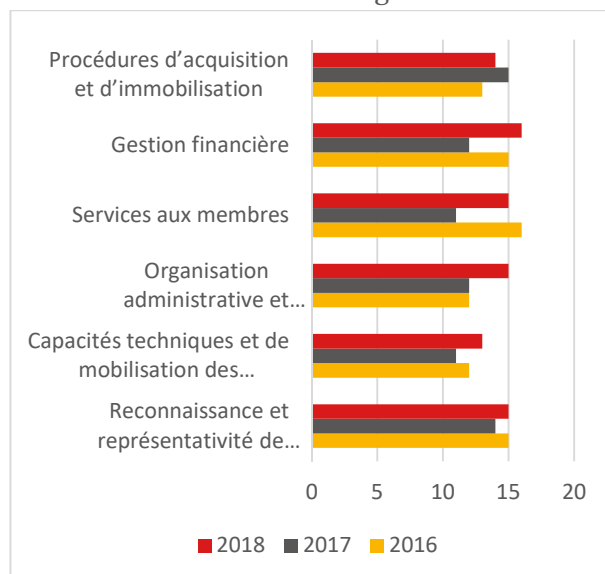
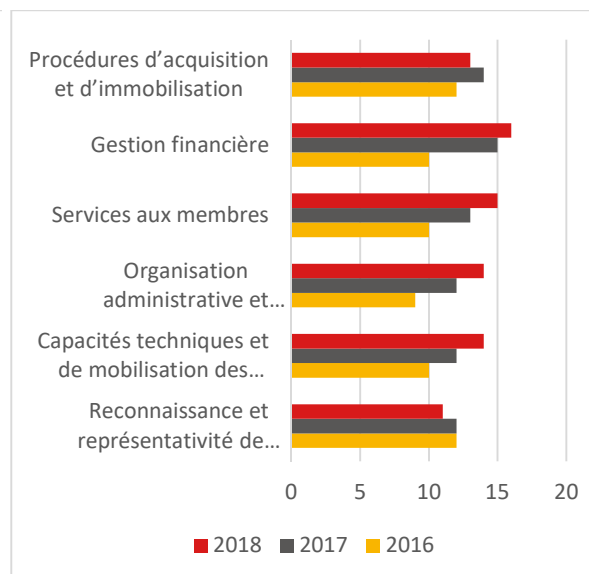


Figure 46: Evolution de la performance par an de le FENAPAB



Les Audits de 3 exercices (2015, 2016 et 2017) en retard ont été réalisés ; Recrutement d'une secrétaire caissière ayant amélioré le classement et la tenue de la caisse. Des formations au profit des élus (CA et CS) sur élaboration des PTA, sur les techniques d'entretien des plantations et de récolte des noix. L'union a élaboré un nouveau plan de communication et dispose d'une flotte communicante (animateur et coordination)

La FENAPAB est passé à structure de coordination et de développement excellente suite aux actions de :
Elaboration d'un et mise en œuvre du plan communication ; Réalisation d'audit ; Réalisation de proposition 'arrêté portant sur la réglementation de la commercialisation des noix et sur la répartition des prélèvements opérés sur l'exportation des noix.

Figure 47: Evolution de la performance par an d'URCooPMA dans l'Atacora Donga

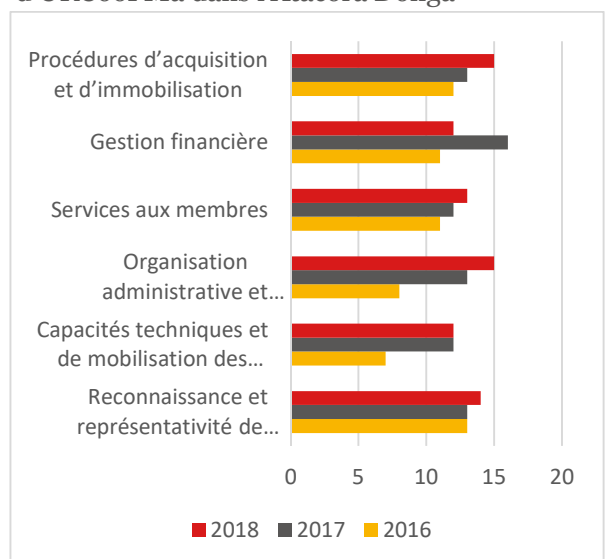
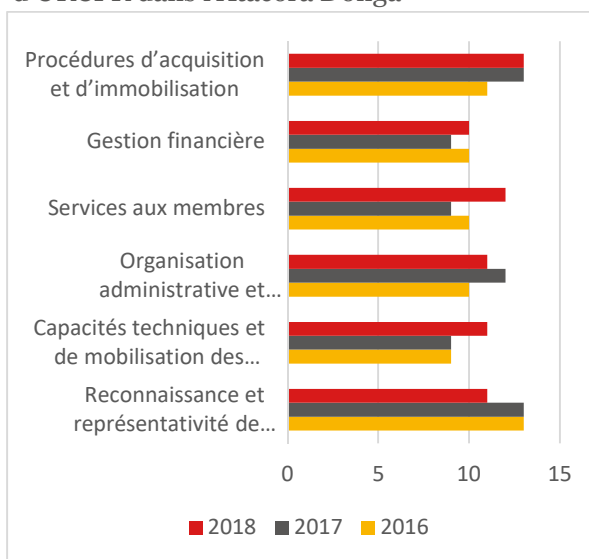


Figure 48: Evolution de la performance par an d'URCPR dans l'Atacora Donga



L'analyse montre en effet que des progrès ont été réalisés en termes de fonctionnement et de services offerts aux membres. L'organisation a gagné en crédibilité aussi bien au niveau des maraîchers que des PTF. Les organes mis en place fonctionnent et les services fournis aux membres se sont accrus

L'URCPR est assez bien organisée du point de vu procédures d'acquisition et d'immobilisation de même que dans la qualité des services offert aux membres. Toutefois cette performance globale cache quelques insuffisances surs la capacité technique et de mobilisation des ressources qui est liée à l'absence d'un plan annuel

L'indicateur **d'auto prise en charge** donne un aperçu sur la viabilité » financière des faïtières régionales. Il s'agit du pourcentage des coûts de fonctionnement de la structure.

Dans le Mono Couffo, cet indicateur a fortement baissé du fait des processus de départementalisation en cours au sein des OPA et qui impacte négativement la capacité de ces dernières à mobiliser les ressources, notamment les cotisations des membres. Pour le CRR les difficultés rencontrés courant 2018 (démission de l'équipe techniques, arrêt de la fourniture de services (appui-conseil, intrant et commercialisation) et refus des membres de payer les cotisations ont contribué à détériorer sensiblement la situation financière de l'OP.

Figure 49: Evolution de l'auto prise en charge des structures du Nord

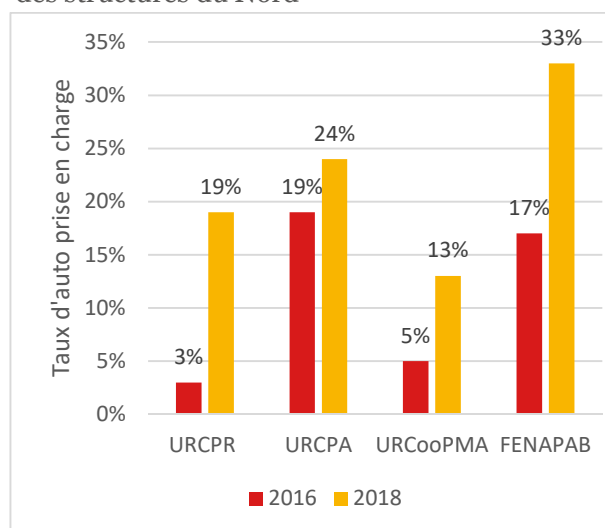
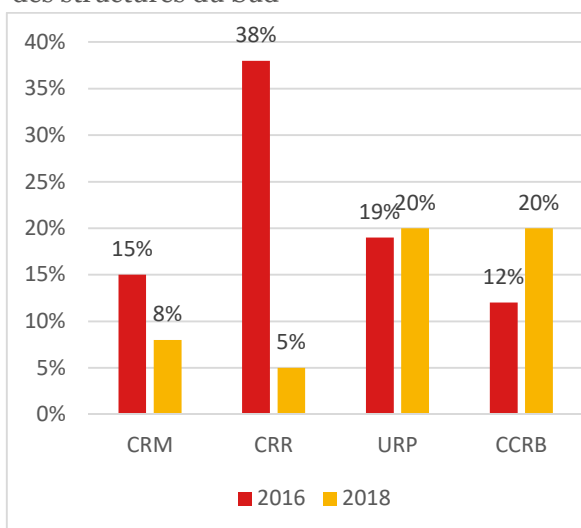


Figure 50: Evolution de l'auto prise en charge des structures du Sud



1.10 Thèmes transversaux

1.10.1 Genre

La formation des coopératives avec l'outil « parlez du genre » a continué en 2018.

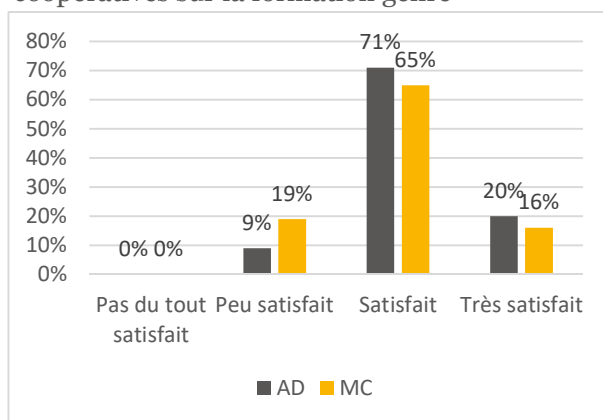
La formation a permis de toucher 4752 personnes formés par 15 animateurs des unions des coopératives ; points focaux des associations des femmes et des DDAEP.

Tableau 33 : Nombre de coopératives formés en « genre »

	AD	MC	Total
Nombre de coopératives formées	210	136	346
Nombre de participants	3751	1001	4752

La satisfaction de la prise en compte du genre a été mesurée dans les régions à travers une enquête de satisfaction qui donne les résultats suivants.

Figure 51: Taux de satisfaction des coopératives sur la formation genre



Une amélioration a été également observée au niveau du taux de participation des femmes dans les organes de concertation et de décisions (des unions) des coopératives.

Figure 52: Evolution du taux des femmes dans les instances de décision des OPA dans l'Atacora Donga

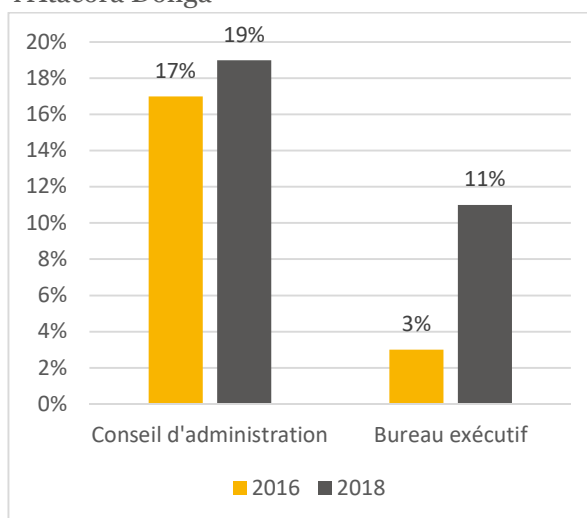
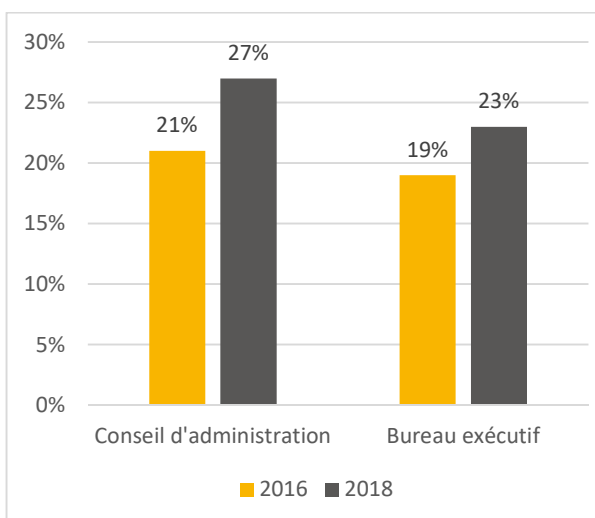


Figure 53: Evolution du taux des femmes dans les instances de décision dans Mono Couffo



En plus de cela dans l'Atacora Donga, l'organisation des débats autour des sketches et chansons sur le genre ont été réalisés avec les acteurs dans les communes de Djougou, Péhunco, Matéri et Boukombé.

Dans le Mono Couffo, des émissions radio ont été organisées au niveau de 4 radios locales. Les inégalités genres sur lesquelles les émissions ont fondamentalement porté sont :

- L'influence des charges du ménage sur les femmes agricultrices.
- Le faible niveau de prise de parole par les femmes en public
- L'Accès limité des femmes au crédit
- Faible représentation des femmes dans les instances de prise de décision
- Faible accès à la terre par les femmes

De plans d’actions genre ont été élaborés au profit des points focaux genre des faitières CRR et CRM ainsi que pour les associations départementales des femmes agricultrices du Couffo et du Mono. La mise en œuvre des actions de ces plans va démarrer en 2019.

La journée de la femme Edition 2018 a été organisé au niveau national et régionale de. Au niveau régional, plus de 1000 participants composés majoritairement de femmes ont été enregistrés. La journée a permis de sensibiliser les participants autour des thèmes suivants :

- Je suis agricultrice, je dois participer aux instances de décision pour défendre l’intérêt de la femme.
- Femme, lève ta voix et défend ta cause.
- Hommes, œuvrez pour l’accès des femmes à la terre.
- Plus de synergie d’actions pour un mieux-être de la femme béninoise.
- L’heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes

1.10.2 Environnement

L’environnement a été pris en compte à travers plusieurs activités du programme au niveau des **Champs école paysans** à travers les thématiques d’utilisation des engrains organiques, des fertilisants verts et insecticides biologiques. A partir de l’utilisation des insecticides biologiques (coût élevé) les producteurs ont constaté des améliorations en terme de rendements, revenus mais aussi la qualité (durée de conditionnement) de produits.

Tableau 34 : Champs écoles en lien avec la sauvegarde de l’environnement

Thématiques CEP	Comparaison Rendement (Kg/HA) Témoin vs Test			Comparaison Marge brute FCFA/Ha Témoin vs Test		
	Parcelle Témoin	Parcelle Test	Écart (%)	Parcelle Témoin	Parcelle Test	Écart (%)
Effets de l’utilisation du Mucuna comme engrais organique sur la production de riz	4 328	5 266	22%	245 547	353 711	44%
Effets de l’utilisation du Mucuna comme couvert végétal dans la production du piment contre la production sur sol nu ;	3 566	5 391	51%	725 469	1 520 633	110%
Effets de l’utilisation des engrais organiques versus l’engrais chimique dans la production de piment long Cayenne (variété améliorée)	2 203	3 359	52%	299 600	652 621	118%
Effets de l’utilisation des engrais organiques versus l’engrais chimique dans la production de tomate (variété locale akikonkouin)	2 343	9 375	300%	-869 531	827 345	195%
Effets de l’utilisation d’insecticide chimique contre l’utilisation d’insecticide biologique pour la lutte contre la Teigne des choux ;	22 655	24 500	8%	3 039 063	2 426 562	-20%
Effets comparés sur les rendements de la culture du piment rond sous ombrage de Moringa en contre saison versus la culture du piment rond sans ombrage	3 500	5 900	69%	310 625	824 750	166%

Des fiches de vulgarisation des techniques concluant sont en cours.

L'innovation de transformation **des balles de riz en briquettes combustibles et en biochar** :



Le **biochar** permet :

- La réduction de moitié de l'arrosage des plants (évaporation limitée)
- La diminution de l'envahissement des mauvaises herbes
- La fixation des éléments nutritifs du sol

Les Briquettes et foyer écolo permettent

- L'étuvage sans bois
- La réduction du temps d'étuvage de 227 à 114 minutes
- Une économie de 382 FCFA et 18Kg de bois / 100 kg de riz étuvé
- La réduction des risques d'infections respiratoires dû aux émanations de fumée

Pour la période 2016-2018, SOUROU BAYAYE a étuvé 368,224 tonne de paddy à partir des briquettes issues des balles de riz, ce qui permet de préserver **66 tonnes de bois** de chauffe et de faire aussi une économie en dépense d'énergie pour l'étuvage de 1.406.615 FCFA

Le dispositif de valorisation des balles de riz a été étendu au niveau de 06 autres mini-rizeries de la région Atacora Donga. La vulgarisation du dispositif est renforcée par le recrutement de trois prestataires chargés désormais de la vulgarisation. Les liens avec les équipementiers, recherche agricole et l'Université de Parakou ont été établie et les plateformes d'échanges et d'apprentissage ont été mise en place. Une extension du dispositif est en cours avec la contribution du Fonds National de l'Environnement et du Climat (FNEC) et PROFIL.

Entretien (1416 ha) et renouvellement et extension des plantations d'anacarde (420 ha) avec les plants greffés et sur-greffes.

Site de production des plants greffés d'anacarde



La production sans utilisation des engrais ou produit phytosanitaire chimique suite à la certification « **BIO** » de **1188 ha** de production de noix d'anacarde et **20 ha** de maraîchage.

1.10.3 Digitalisation

L'utilisation de diverses solutions digitales parmi lesquelles, les applications mobiles intelligentes et les drones, peut jouer un rôle important dans l'accroissement des productions agricoles. Dans ce cadre, avec l'appui de Global Partners, une jeune entreprise qui développe des outils d'aide à la décision basés sur la photogrammétrie et la télédétection ont été contacté pour tester l'utilisation des drones sur une parcelle rizicole. Le test a été réalisé en présence des OPA rizicoles et maraîchères. Il a comporté une phase pratique de collecte des données par le drone et une phase théorique de traitement des données et de restitution des résultats aux producteurs. Plusieurs outputs ont été produits à savoir : la carte du site, la carte des besoins en eau, la carte des attaques de plantes adventices et la carte des besoins en engrais. Les échanges avec les participants ont porté sur la qualité des outputs et leur exploitation dans la prise de décision. Un test plus approfondi sous forme de Champ Ecole Paysan est prévu en 2019 pour évaluer la valeur ajoutée de l'utilisation des drones dans la riziculture et le maraîchage.



Figure 54: Carte du site d'essai réalisé par drone



Figure 55: Carte réalisé par drone de présence adventice (mauvaises herbes)



Système d'information sur le marché.

Le programme travaille ensemble avec l'Ambassade des Pays-Bas, la GiZ et le MAEP sur l'opérationnalisation d'un système d'information sur le marché (SIM). Un opérateur "famerline" a été recruté et un répertoire des adhérents payant est en cours de constitution avec pour le moment **2646 adhérents** engagés dont 1548 dans les filières maraîchage et riz des zones d'intervention du programme ; La conception du système est en cours de développement.

1.11 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Départ massif des cadres de l'UFR et risque sur la qualité de la capitalisation et clôture correcte du programme	Q3_2018	Ops	Moyen	Moyen	Moyen	Créer plus de synergies entre ATN afin de faciliter les remises reprise éventuelle	Co Resp.	Continu	Des ajustements ont été fait et des accords pris avec les ATN pour assurer la continuité des activités ; Voir opportunité de prolongation de la période de mise en œuvre	En cours
						Anticiper les recrutements pour le nouveau programme pour fidéliser le personnel Enabel	UAC	Janvier – Février 2019	Partages des informations sur les possibilités futures	
Retard dans la livraison des infrastructures avec un impact sur leur mise en service	Q2_2018	Ops	Elevé	Moyen	Elevé	Procéder à un suivi rapproché de la réalisation des infrastructures	ATN MO & Bureaux contrôle	Mars 2019	Organisation de réunion de chantier régulière regroupant l'ensemble des acteurs pour échanger sur l'état d'avancement des travaux	En cours
Blocage de services intrants suite à la mise en application des arrêtés ministériels du respect d'agrément pour la commercialisation d'intrants	Q4_2018	Ops	Elevé	Elevé	Elevé	Faciliter les relations entre les fournisseurs d'intrants agréés partenaire de l'UFR et les OPA afin de maintenir la fourniture de service aux membres	ATN AER	Février 2019	Des démarches sont en cours pour voir dans quelle mesure les OPA peuvent utiliser à titre temporaire l'agrément de GIE AFRICA pour continuer la fourniture du service	En cours
						Définir avec les OPA une feuille de route pour l'obtention de l'agrément	ATN FM	Mars 2019	Une collecte d'information est en cours et une rencontre sera organisé courant janvier 2019 afin d'informer les OPA sur les exigences de la nouvelle réglementation	

2 Pilotage et apprentissage

2.1 Réorientations stratégiques

Il n'y a pas de réorientations stratégiques prévues pour l'année 2019. Cependant la stratégie de pérennisation en cours de réalisation sera mise en œuvre. Il s'agit de l'élaboration et partage des notes de capitalisation ; de remise des répertoires, guides, manuels aux organisations des producteurs, associations des communes projets/programmes intervenants dans les mêmes zones d'interventions et aux structures étatiques (DDAEP/ATDA) selon les cas.

L'accent sera également mis sur la finalisation de l'équipement et de l'accompagnement des bénéficiaires des projets (MIC/PEA/IC), des partenaires (conventions de subsides) et prestataires (PSNF/SIS, ...)

Le rapport de clôture administratif et financier sera réalisé et mis en œuvre.

2.2 Recommandations

Pas de recommandations en particulier ; cf recommandations SMCL (cf 3.3)

2.3 Enseignements tirés

N°	Enseignements tirés	Public cible
1	Pour faciliter la synergie entre les volets du même programme il faut que les interventions commencent au même moment.	Formulateurs des programmes
2	Trouver un mécanisme qui permet de réaliser les marchés publics selon le rythme des porteurs des projets. Accepter par exemple des intervalles de lancement de 3 mois sans que cela sera vu comme du saucissonnage du marché.	Responsables marchés publics
3	Les indicateurs d'impact doivent être défini et suivi dès le début du programme ; idem les données technico-économiques et goulots d'étranglement/marchés des filières.	Formulateurs des programmes
4	Accepter de faire des conventions de subsides avec les partenaires relativement faibles pour permettre l'apprentissage et le développement de ces structures, tout en analysant les risques et de mettre en place des suivi et accompagnements adéquates.	Formulateurs des programmes
5	Introduire la notion de paiement pour les services et pour l'appui accompagnement dès le début dans les dispositifs pour permettre une auto-prise en charge (partiel) des services par les unions des coopératives	Formulateurs des programmes

3 Annexes

3.1 Matrices de suivi des indicateurs

Objectif spécifique

Tableau 35: Matrice de suivi des indicateurs objectif spécifique

Indicateurs	Valeur Baseline 2016 (FCFA/ha)	Valeurs cibles 2018	Valeurs obtenus 2018	Valeurs cibles 2019
Accroissement des Revenus nets moyens par hectare des exploitations familiales, venant des ventes de leurs produits anacarde, riz, maraîchage.	MC : 301.388 Riz : 86.022 Maraîchage : 385.042	+5%	MC ¹⁸ : 318.711 (+6%) Riz : 111959 (+40%) Maraîchage : 505.665 (+31%)	+ 8%
	AD : 724.682 Anacarde : 120.096 Riz : 220.542 Maraîchage : 1.848.162	+5%	AD ¹⁹ : 1076188,33 (+48%) Anacarde : 201.925 (+68%) Riz : 293.438 (+33%) Maraîchage : 2.733.202 (+48%)	+ 8%
Accroissement des revenus nets moyens des Entreprises Rurales	MC : 332.295	+2%	MC ²⁰ : 554.260 (+67%)	+3%
	AD : 258.614	+2%	AD ²¹ : 395.017 (+53%)	+3%

¹⁸ Il s'agit de la moyenne de 412 comptes d'exploitations réalisés pour l'ensemble des deux filières des départements de Mono et Couffo

¹⁹ Il s'agit de la moyenne de 392 comptes d'exploitation réalisés pour l'ensemble des trois filières des départements de l'Atacora et de la Donga

²⁰ Il s'agit de la moyenne de 14 comptes d'exploitation sur 11 projets de fourniture de services dans les départements de Mono et Couffo

²¹ Il s'agit de la moyenne de 87 comptes d'exploitation sur 34 projets de fourniture de services dans les départements l'Atacora et de la Donga

Résultat 1 :

Tableau 36: Matrice de suivi des indicateurs résultat 1

Indicateurs	Valeurs Baseline 2015	Valeurs 2016	Valeurs cibles 2017	Valeurs obtenues 2017	Valeurs cibles 2018	Valeurs obtenues 2018	Valeurs cibles 2019
Evolution du niveau de professionnalisation des Exploitations Familiales (%) ²²		<u>AD</u> : 14,9% ²³	-	-	22%	72%	26%
		<u>MC</u> : 30,4% ²⁴	-	-	37%	53,57%	41%
Evolution des volumes commercialisés à travers des systèmes organisés (vente groupée/ clusters)	<u>AD</u> : Total : 3.542,6 t Anacarde : 2978t t Riz : 432 t Maraîchage : Piment : 25,6 t Chou : 107 t Oignon : 20 t	<u>AD</u> : Total : 2257,3 t (-36%) Anacarde : 1623 t Riz : 332 t Maraîchage : Piment : 33,8 t Chou : 250,5 t Oignon : 18 t	+10%	Total : 3493,8 t (-1%) Anacardes : 2685 t Riz : 459,5 t Maraîchage : Piments : 97,5 t Chou : 165 t Oignon : 86,8 t	+20%	+ 10% Total : 3.949,408 t Anacardes : 3.523,428 t (+18%) Riz : 285,489 t (-34%) Maraîchage : Piments : 22 t (-14%) Chou : 57 t (-47%) Oignon : 62,5 t (+213%)	+35%
		<u>MC</u> : Total : 718,9 t Riz : 316 t Maraîchage : Choux 365 t Piment : 37,9 t	+10%	Total : 1235,7 t (+72%) Riz : 1077,8 t Mar : 191,2 t – Choux : 120,15 (-67%) Piment : 37,75 (0%)	+20%	Total : 1156,98 t (+61%) Riz : 882,7 t (+179%) Mar : – Choux : 216,73 t (-41%) Piment : 57,55 t (+52%)	+35%

²² L'évolution du niveau de professionnalisation des exploitations familiales a été mesurée à travers l'outil d'évaluation du niveau de professionnalisation (ENP) qui mesure la professionnalisation à travers l'évolution de 20 indicateurs et qui classe après analyse les exploitations en 4 catégories de performance (bonnes, moyenne, faible et très faible). L'indicateur explique le pourcentage des exploitations familiales du niveau de performances « bonnes » et « moyennes ».

²³ Calculé sur un échantillon de 412 exploitations

²⁴ Calculé sur un échantillon de 229 exploitations

Résultat 2

Tableau 37: Matrice de suivi des indicateurs résultat 2 Atacora Donga

Indicateurs	Valeur de la Baseline (2015)	Valeur 2016	Cible 2017	Valeur 2017	Cible 2018	Valeur 2018	Cible finale 2019
Évolution du nombre de clients/contrats des Entreprises Rurales par type de services	Intrants agricoles (maraichage) : 1920 clients	+14% (2 190)	+10%	+21% (2320)	+15%	+26% (2.419)	25%
	Labour / débroussaillage : 22 producteurs	+100% (44)		+264% (80)		+495% (131)	
	Commercialisation / vente groupée riz : 13 contrats	+77% (23)		+131% (30 dont 5 verbaux)		0% (13)	
	Commercialisation / vente groupée anacarde : 8 contrats	+13% (9)		+13% (9 dont 6 verbaux)		-13% (7)	
	Commercialisation / vente groupée maraichage : 4 contrats	+125% (9)		+400% (20 dont 8 verbaux)		+100% (8)	
	Transformation anacarde : 64 contrats	+22% (78)		-6% (60 dont 15 verbaux)		0% (64)	
	Transformation semi-industrielle (mini rizerie riz) : 52 contrats	+56% (81)		+15% (60)		+19% (62)	
Taux de satisfaction des exploitants familiaux (H/F) par rapport aux services fournis par les entreprises rurales et fournisseurs de conseil	Fourniture d'intrants agricoles :	34%	+7%	61% (F : 60% ; H : 61%)	+7%	76% (F : 76% ; H : 77%)	+10%
	Vente groupée :	58%		60% (F : 74% ; H : 53%)		67% (F : 73% ; H : 63%)	
	Labour motorisé :	50%		64% (F : 60% ; H : 68%)		85% (F : 83% ; H : 85%)	
	Transformation semi-industrielle :	30%		53% (F : 51% ; H : 60%)		69% (F : 76% ; H : 58%)	

Tableau 38: Matrice de suivi des indicateurs résultat 2 Mono Couffo

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeurs cibles 2017	Valeurs obtenues 2017	cibles 2018	Valeur 2018	cibles 2019
Évolution du nombre de clients des Entreprises Rurales par type de services	Total : 1629 Intrants agricoles : 1456 clients Commercialisation / vente groupée : 43 Transformation semi-industrielle : 130	+20%	Total = 2322 (+42%) Intrants agricoles : 2016 clients Commercialisation / vente groupée : 111 Transformation semi-industrielle : 195	+30%	Total = 2322 (+42%) Intrants agricoles : 1 031 clients (-29%) Commercialisation / vente groupée : 48 (+11,63%°) Transformation semi-industrielle : 140 (+7,7%°)	+40%
Taux de satisfaction des exploitants familiaux (H/F) par rapport aux services fournis par les entreprises rurales et fournisseurs de conseil	Taux moyen : 51% Fourniture d'intrants agricoles : 53% Vente groupée : 53% Labour motorisé : 61% Transformation semi industrielle : 36%	+3%	Taux moyen : 78% (+27%) Fourniture d'intrants agricoles : 70% (F : 70% ; H : 69%) Vente groupée : 75% (F : 75% ; H : 74%) Labour motorisé : 79% (F : 76% ; H : 83%) Transformation semi industrielle : 100% (F : 100% ; H : 100%) Transport de produits : 64% (F : 58% ; H : 69%)	+7%	Taux moyen : Fourniture d'intrants agricoles : 82% (F : 85% ; H : 80%) Vente groupée : 89% (F : 93% ; H : 86%) Labour motorisé : 70% (F : 73% ; H : 67%) Transformation semi industrielle : 100% (F : 100% ; H : 100%)	+10%

Résultat 3

Tableau 39 : Matrice de suivi des indicateurs du résultat 3 de l'Atacora Donga

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i> (2015)	Valeur 2016	Cible 2017	Valeur 2017	Cible 2018	Valeur 2018	Cible finale 2019
Proportion d'ouvrages utilisés (FAIA)					90%	94% (48/51)	
	Boutiques de vente d'intrants et produits agricoles : 0% (0/1)	100% (1/1)	90%	83% (5/6)		100% (6/6)	100%
	Magasins de stockage : 82% (23/28)	86% (24/28)		86% (30/35)		92% (34/37)	
	Hangars de marchés : 100% (6/6)	100% (6/6)		100% (6/6)		100% (6/6)	
	Aires de séchage : 0% (0/1)	100% (1/1)		100% (4/4)		100% (1/1)	
	AHA (0/1)	100% (1/1)		100% (1/1)	100%	100% (1/1)	100%
Nombre d'utilisateurs des IC _ FAIA (H/F)	T: 355	T : 1418 (300%) H : 902 F : 516	100%	T= 3584 (910%) H : 2109 F : 1475	+10%	T : 2818 H : 1541 F : 1277	T : 1702 H : 1082 F : 619
Proportion de contrats des IC _FAIA respectés (entretien, redevance, taxes)	0% (0/28)	(32%) 9/28	+10%	35% (18/52)	75%	50% (23/46)	100%

Tableau 40: Matrice de suivi des indicateurs du résultat 3 du Mono Couffo

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i> (2016)	Cibles 2017	Valeurs 2017	Cibles 2018	Valeurs 2018	Cibles 2019
Proportion d'ouvrages utilisés (FAIA)	Taux moyen 89%	95%	Taux moyen : 65%	100%	Taux moyen : 90% (45/50)	100%
	Boutiques de vente d'intrants : 75% (6/8)		50 %		100% (8/8)	
	Magasins de stockage : 50% (2/4)		50%		0% (0/3)	
	Hangars de marchés : 100% (10/10)		82%		92% (11/12)	
	AHA : 45% (5/11)		80%		90% (9/10)	
	Boutiques de vente de produits agricoles : 100% (14/14)		50%		100% (17/17)	
Nombre d'utilisateurs des IC_FAIA (H/F)	T : 637 H : 205 F : 432	+8%	T : 636 H : 175 F : 461	+15%	T : 918 H : 248 F : 670	+20%
Proportion de contrats des IC_FAIA respectés (entretien, redevance, taxes)	63%	75%	59% (10/17)	90%	82,35% (14/17)	100%

Résultat 4 :

Tableau 41: Matrice de suivi des indicateurs du résultat 4 d'Atacora Donga

Indicateurs	Valeur de la Baseline (2015)	Valeur 2016	Cible 2017	Valeur 2017	Cible 2018	Valeur 2018	Cible finale 2019
Taux de satisfaction (H/F) des membres des coopératives par rapport aux services rendus par leurs organisations (coopératives, union des coopératives)	AD (53%)	AD : 69%	80%	70%	80%	70,74%	90%
	URCPA 63%,	URCPA : 86%		61% (F : 66% ; H : 58%)		81% (F : 85% ; H : 78%)	
	URCPR: 52%,	URCPR : 61%		70% (F : 78% ; H : 66%)		63% (F : 61% ; H : 66%)	
	URCOOPMA : 45%	URCOOPMA: 65%		78% (F : 74% ; H : 81%)		63% (F : 76% ; H : 54%)	
Taux de prise en charge des dépenses sur fonds propres des OPA	AD (11,7%)		21%		21%		25%
	URCPA : 19%	URCPA : 68%		11%		24,15%	
	URCPR : 3%	URCPR : 18%		08%		19,04%	
	URCOOPMA : 13%	URCOOPMA : 17%		15%		13%	
	FENAPAB: 17%	FENAPAB: 58%		18%		FENAPAB: 32,55%	
Proportion des femmes responsabilisées dans les instances de décision des coopératives (CA, BE) de niveau communal,	AD : CA 17% ; BE 3%	AD : CA 34% ; BE 6%					
	URCPA : CA : 22%, BE ; 0%	URCPA: CA: 9%; BE: 0%	CA : 11%; BE : 17%	CA : 11%; BE : 0%	CA : 11%; BE : 17%	CA : 11%; BE : 0%	CA : 22%; BE : 33%
	UCCPA : CA : 13%, BE ; 0%	UCCPA : CA : 19%; BE:3%	CA : 19%; BE : 17%	CA : 15%; BE : 0%	CA : 19%; BE : 17%	CA : 15%; BE : 0%	CA : 38%; BE : 33%
	URCPR : CA : 18%, BE ; 0%	URCPR: CA: 9%; BE: 0%	CA : 40%; BE : 20%	CA : 18%; BE: 0%	CA : 40%; BE : 20%	CA : 9%; BE: 0%	CA : 50%; BE : 50%
	UCCPR : CA : 15%, BE ; 5%	UCCPR: CA: 18%; BE: 12%		CA : 16%; BE: 10%		CA : 13%; BE: 10%	
	URCOOPMA : CA : 14%, BE ; 0%	URCOOPMA: CA: 11%; BE: 0%)		CA : 29%, BE ; 40%		CA : 29%, BE ; 40%	
	UCCOOPMA : CA : 12%, BE ; 15%	UCCOOPMA: CA: 24%; BE: 28%		CA : 35%; BE : 36%		CA : 31%; BE : 27%	
	FENAPAB: CA: 27%, BE: 0%)	FENAPAB: CA: 27%; BE: 0%	CA : 27%; BE: 33%	CA : 27%; BE: 0%	CA : 27%; BE: 33%	CA : 27%; BE: 0%	CA : 27%; BE: 33%
Proportion d'OPA excellentes (Unions communales et régionales, faitières)	UR/AD : 0%	UR/AD : 25%	UR/AD : 50%	UR /AD : 0%	UR/AD : 50%	UR /AD : 75%	UR/AD : 75%
	URCPA : bonne	URCPA : excellente		bonne		Excellente (88/96)	
	URCPR : bonne	URCPR : bonne		bonne		Bonne (68/96)	
	URCooPma : bonne	URCooPma : bonne		bonne		Excellente (81/96)	
	FENAPAB : bonne	FENAPAB : bonne		bonne		Excellente (83/96)	

Tableau 42: Matrice de suivi des indicateurs résultat 4 Mono Couffo

Indicateurs	Valeur Baseline (2016)	Valeurs cibles 2017	Valeurs obtenues 2017	Valeurs cibles 2018	Valeur 2018	Valeurs cibles 2019
Taux de satisfaction (H/F) des membres des coopératives par rapport aux services rendus par leurs organisations (coopératives, union des coopératives)	MC : 23%	70%	MC : 74,7%	75%	MC : 73%	80%
	CRR : 25%		CRR : 78% (F : 79% ; H : 77%)		CRR : 68% (F : 69% ; H : 67%)	
	CRM : 21%		CRM : 68% (F : 64% ; H : 71%)		CRM : 76% (F : 78% ; H : 75%)	
Taux de prise en charge des dépenses sur fonds propres des OPA	MC 26% CRR : 38% CRM : 15% URP-MC : ND	21%	MC : 9,86 • CRR-MC : 6,59 % • CRM-MC : 4,00% • URP-MC : 19%	23%	MC : 16,12% • CRR-MC : 0 % • CRM-MC : 8% • URP-MC : 20% CCR-B : 20,35%	25%
Proportion des femmes responsabilisées dans les instances de décision des coopératives (CA, BE) de niveau communal, régional	MC : CA 31% BE 24%	MC : CA : 30% BE : 30%	MC : CA 26% ; BE : 25%	MC : CA : 50% BE : 30%	MC : CA 27% ; BE : 24%	MC : CA : 50% BE : 50%
	CCR-B CA:44%, BE ; 40%		CCR-B : CA : 33% BE : 42%		CCR-B : CA : 33% BE : 42%	
	CRR : CA : 33% BE : 33%		CRR : CA : 31% BE : 33%		CRR : CA : 31% BE : 33%	
	CRM : CA:15%; BE : 0%		CRM: CA : 15% BE : 0%		CRM: CA : 18% BE : 0%	
	ND		URP : CA : 20% BE : 17%		URP : CA : 17% BE : 29%	
	ND		UCCR : CA 29% BE 18%		UCCR : CA 29% BE 18%	
	ND		UCCM : CA : 26% BE : 15%		UCCM : CA : 34% BE : 21%	
Proportion d'OPA excellentes (Unions communales et régionales, faitières, tables filières)	UR _ MC : 0% CRR : Bonne CRM : Bonne CCRB : Bonne 04 UCCR : ND 06 UCCM : ND	20%	UR _ MC : 0% CRR : Bonne CRM : Bonne CCRB : Bonne 04 UCCR : faibles 06 UCCM : faibles	60%	UR _ MC : 0% CRR : Moyenne CRM : Bonne CCRB : Bonne URP: Bonne 04 UCCR : faibles 06 UCCM : faibles	80%

3.2 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C', pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B; Au moins un 'C', pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		

X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
X	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
X	C	Certains outputs ne s(ont) pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
x	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		

	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		x		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
x	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		

	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

3.3 Recommandations de la SMCL

N°	Recommandations	Délai	Responsable	Niveau de mise en œuvre
1	Réaliser le remboursement des MIP litigieux concernant FAFA-MC ; (Confère Avis n° 502/MEF/CAB/SGM/DGB/DSIP/ SSI du 28 août 2017).	Déc 2017	SGM/MAEP	En cours : Le dossier est finalisé par les Services financiers du Ministère. Le paiement sera fait dès que le SIGFiP sera ouvert,
2	Réfléchir à la mise en place des mécanismes d'assurance (AMAB) en fonction des « produits disponibles »	Février 2018	PROFI-VO	Exécutée : Rencontre en juin 2018 entre AMAB et les OP faitières
3	Suivre et veiller à ce que toutes les dettes de l' ONASA aux transformateurs de riz soient réglées d'ici fin 2017.	Déc. 2017	SGM/MAEP	En cours : Il y a eu des paiements partiels
4	Publier sur le site-web du MAEP les outils réalisés avec l'appui du PROFi et validés par le MAEP	Déc.2017	DIP/ MAEP	Exécutée : Les documents de capitalisation sont mis sur le site (avec appui du PAORC) Documents PSDSA sur le site DIP arbitre sur d'autres documents
5	Transmettre officiellement à Ambabel et Enabel la feuille de route validée des actions retenues pour l'assainissement du Lac Ahémé et la réhabilitation des BOCs et des PFTs	Mars 2018	SGM/MAEP	Exécutée Feuille de route en cours de réexamen à la Présidence de la République. Cependant, les actions d'assainissement retenues démarrent au cours du mois de Septembre et dureront 2 mois .De même l'audit organisationnel, fonctionnel et financier des bases obligatoires(BOC) aux fins d'apprécier la pertinence des dispositifs structurels mises en place et de l'organisation pour une meilleure prise de décisions des BOCs et des PFTs vient de démarrer suite à la notification du marché au Consultant
6	Prévoir les modalités de partage et diffusion des produits de capitalisation, tant au niveau national que déconcentré, sur l'approche Cluster.	Mai 2018	PROFI-UAC	Exécutée. -VI mène actuellement la sensibilisation et la formation des agents des ATDA -Il y a un lobbying auprès du FNDA pour l'utilisation du cluster comme porte d'entrée Tous les outils seront transférés aux ATDA avant la clôture du PROFi (Voir Stratégie de sortie)
7	Suivre l'intégration effective des dispositifs d'accompagnement nécessaires pour les IC et la	Août 2018	PROFI/VI	En cours :

N°	Recommandations	Délai	Responsable	Niveau de mise en œuvre
	sécurisation de leur financement dans les mécanismes FADEC Agriculture			Un guide pratique d'accompagnement du FADEC-Agriculture et des investissements agricoles communaux est cours d'élaboration et devra permettre de capitaliser toutes les expériences acquises en matière de suivi et de gestion des investissements communaux.
8	Bien faire ressortir aussi dans la présentation les écarts au niveau opérationnel entre ce qui était planifié et ce qui a été réalisé	Aout 2018	PROFI-UAC	Exécutée
9	Fixer des échéances ultimes pour la mobilisation des co-financements et le lancement des marchés pour que les promoteurs les plus lents ne bloquent pas ceux qui ont respecté les échéances	Avril 2018	PROFI VO	Exécutée
10	Approfondir l'analyse auprès des promoteurs sur les contraintes de mobilisation de leur co-financement pour caractériser les différents cas de figure.	Avril 2018	PROFI VO	Exécutée ACROPOLIS a programmée une enquête pour mieux élucider tous les contours de la question
11	Poursuivre la réflexion et obtenir une décision du MAEP sur l'institutionnalisation ou non du système AKVO dans le dispositif souhaité de S/E du MAEP et les mesures de pérennisation financière à prendre le cas échéant.	Avril 2018	SGM/MAEP	Exécutée Le système AKVO a été adopté par le MAEP avec l'institutionnalisation des Administrateurs nationaux de la Plateforme conduite par le DIP. Il a été présenté à l'Agence des Services et Systèmes d'Information à la Présidence de la République. Après la Note de service prise par la SGM, les activités d'optimisation de la base de données ont été poursuivies avec la 2ème mission des Experts AKVO au Bénin. Il y a eu la mission Test des formulaires mis à jour et intégration des corrections.
12	Poursuivre le travail d'extension de certaines réalisations porteuses de 2017 : greffage des plants anacarde, balles de riz, ... qui permettent de consolider et donner plus d'ampleur aux résultats et impacts du Programme + travailler en synergie avec d'autres programmes.	2018	PROFI-VO	Exécutée Formation et équipement de six nouveaux pépiniéristes. Synergie avec ProAgri/GIZ et Bénin Cajou pour répertorier tous les pépiniéristes actifs sur le plan National. Organisation d'un atelier de réflexion sur le réseautage des pépiniéristes répertoriés.

N°	Recommandations	Délai	Responsable	Niveau de mise en œuvre
				Renforcement de l'équipe de diffusion des briquettes à base de balle de riz auprès des transformatrices et autres utilisateurs de bois de chauffe comme combustibles (Cantines scolaires, ménages, forgerons...)
13	Compléter aussi le schéma en intégrant les recettes fiscales générées au niveau communal et national et les emplois générés grâce à cette transformation locale ;	Juin 2018	PROFI-VO	Exécutée Le nouveau schéma est disponible pour l'AD
14	Voir comment analyser la répartition équilibrée de la marge bénéficiaire entre les différents acteurs en fonction des facteurs de risques, investissement temps, investissement financier et présenter les marges aussi en données relatives.	Avril 2018	PROFI-VO	Exécutée La clé de répartition des marges bénéficiaires a été retenue de façon consensuelle avec tous les acteurs.
15	Faire analyse aussi des seuils minima de rentabilité et analyse comparative des prix sur le marché pour permettre aussi au transformateur de bien négocier les conditions de son contrat de vente.	Avril 2018	PROFI-VO	Exécutée :
16	Restituer systématiquement les informations du cluster à tous les acteurs concernés/participants dans un esprit de transparence et redevabilité.	Août 2018	PROFI-VO	En cours : Attente de la fin de l'opération pour organiser un atelier bilan et de renégociation pour la campagne prochaine.
17	Lever la contrainte d'existence de budget communal et PMP validés par les préfets (moyennant courrier officiel de CONAFIL) si cela permet encore de lancer les marchés avant fin mars 2018.	Mars 2018	CONAFIL	Exécutée Avec l'appui technique constant du SP-CONAFil, des solutions ont pu être apportées aux communes pour contourner la contrainte de la non disposition à temps des PPPM et des budgets. Au total 30 projets sur 34 projets ont pu être lancés soit un taux de 88%. Les marchés sont signés et les remises de site déjà effectuées aux entreprises.
18	Réaliser un suivi rapproché par les Préfets et CONAFIL auprès de chaque commune avec des feuilles de route précises pour permettre qu'un maximum d'IC puisse être réalisé selon les échéances fixées (lancement du marché avant fin mars 2018, attribution avant 01 juin 2018, exécution avant fin décembre 2018)	Mars à déc. 2018	CONAFIL et PREFETS	Exécutée Dans son dispositif d'appui aux communes pour la réalisation des IC avant fin décembre 2018 le SP-CONAFil à mener plusieurs activités. Il s'agit : -Message Radio N°113/MDGL/SGM/SP-CONAFil du 23 février 2017 faisant injoction aux maires des départements du Mono-Couffo et de l'Atacora Donga

N°	Recommandations	Délai	Responsable	Niveau de mise en œuvre
				de lancer les DAO relatifs aux IC avant le 20 septembre sous peine de perdre les dotations annoncées. - Message Radio N°261/MDGL/SGM/SP-CONAFiL du 03 Avril 2018 faisant injonction aux Préfets des départements du Mono-Couffo et de l'Atacora Donga de présenter la situation exhaustive de mise en œuvre des IC - Message Radio N°113/MDGL/SGM/SP-CONAFiL du 05 Avril 2018 faisant injonction aux maires des départements du Mono-Couffo et de l'Atacora Donga de faire parvenir au S
19	Présenter un budget réaménagé de phasage 2019 lors de la prochaine SMCL.	Sept 2018	PROFI-UAC	Exécutée Le projet de budget réaménagé est disponible et sera présenté au cours de la présente séance
20	Suivre et veiller à ce que toutes les dettes de l' ONASA aux transformateurs de riz soient réglées d'ici fin 2018.	Déc. 2018	SGM/MAEP	En cours
21	Suivre l'intégration effective des dispositifs d'accompagnement nécessaires pour les IC et la sécurisation de leur financement dans les mécanismes FADEC Agriculture	Août 2018	PROFI/VI	Nouvelle échéance : Fin 2018
22	Réaliser un suivi rapproché par les Préfets et CONAFIL auprès de chaque commune avec des feuilles de route précises pour permettre qu'un maximum d'IC puissent être réalisés selon les échéances fixées (lancement du marché avant fin mars 2018, attribution avant 01 juin 2018, exécution avant fin décembre 2018)	Mars à déc. 2018	CONAFIL et PREFETS	Nouvelles échéances : tous les IC réalisés avant fin décembre 2018
23	Elaborer un courrier au Ministère du Plan et du Développement pour demander la mobilisation des ressources des Fonds de Contrepartie tout en y associant la CAA pour le remboursement des fonds des MIP litigieux FAFA-MC.	Immédiat	PROFI_UAC	Nouvelle échéance : remboursement doit être effectif avant le 15 octobre 2018
24	Transmettre à l'Ambassade du Royaume de Belgique et Enabel-Benin le projet de la Feuille de Route des actions retenues pour l'assainissement du Lac Ahémé et la	30 septembre 2018	SGM/MAEP	

N°	Recommandations	Délai	Responsable	Niveau de mise en œuvre
	réhabilitation des BOCs et des PFTs, (même si elle est encore sujette à actualisation/ajustement par la suite).			
25	Veiller à l'extension de l'expérience de la valorisation des balles de riz via le volet opérationnel sur les zones d'intervention PROFIT et via le volet institutionnel pour les autres régions et autres acteurs (en associant aussi le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable) , une fois que toute la technologie aura été bien maîtrisée	Février 2019	PROFIT-VO/VI	
26	Présenter à la prochaine SMCL une matrice de suivi-évaluation avec les actions menées, les résultats atteints, les effets/impacts générés pour les VO et VI + matrice de contribution du PROFIT aux axes du PAG	Décembre 2018	PROFIT-UAC	
27	Programmer au titre de l'exercice budgétaire 2019, tout le solde non encore mobilisé depuis 2015 au titre des engagements pris par le Bénin dans les deux conventions spécifiques du PROFIT (VI et VO) et assurer que tous les engagements au titre 2018 seront effectués et liquidés	Septembre 2018 31.12.18	DPP/MAEP et CAA/MFE	
28	Organiser une SMCL extraordinaire en décembre 2018 pour valider la stratégie de sortie /plan de clôture et l'éventuel aménagement budgétaire qui en découlerait.	Décembre 2018	PROFIT/Enabel	

3.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Réalisé le : 17/04/2017 au 6/05/2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Planifié pour Septembre 2019
Missions de backstopping depuis le 01/01/2016	Backstopping OPS de démarrage du 25 au 29/01/2016 Backstopping « Genre » du 25 au 29/04/2016 Backstopping OPS du 23/6/16 au 6/7/16

3.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing**

Year to month : 31/12/2018

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
A UFR ATACORA DONGA		6.060.769,00	2.780.765,98	312.113,82	228.926,57	698.689,47	839.405,93	2.079.135,80	4.859.901,78	1.200.867,22	80%	
01 Les exploitations familiales		2.617.860,00	1.350.680,34	162.288,77	97.318,73	197.889,76	427.653,48	885.150,75	2.235.831,10	382.028,90	85%	
01 Financement de 50	COGEST	423.172,00	73.003,79	43.397,66	23.988,81	35.491,98	126.743,79	229.622,24	302.626,03	120.545,97	72%	
02 Financement de 130	COGEST	870.251,00	665.832,88	23.616,52	35.313,36	18.970,15	140.816,23	218.716,26	884.549,14	-14.298,14	102%	
03 Financement de 40	COGEST	294.563,00	191.249,55			1.280,33	6.881,66	8.161,99	199.411,54	95.151,46	68%	
04 Accompagner la mise en	COGEST	214.964,00	79.396,00	8.810,18	5.659,06	19.754,57	22.748,29	56.972,10	136.368,10	78.595,90	63%	
05 Renforcer les groupements	COGEST	645.995,00	291.981,15	85.110,36	25.436,39	102.763,09	97.566,43	310.876,27	602.857,42	43.137,58	93%	
06 Recherche action en appui	COGEST	117.351,00	47.372,33	1.354,05	6.921,11	18.346,78	22.551,85	49.173,80	96.546,13	20.804,87	82%	
07 Elaborer les paquets	COGEST	22.537,00	725,66			1.282,86	2.540,72	3.823,57	4.549,23	17.987,77	20%	
08 Réalisation des contrôles	REGIE	29.027,00	1.118,98			0,00	7.804,53	7.804,53	8.923,51	20.103,49	31%	
02 Les petites entreprises		293.435,00	17.965,10	20.458,66	15.451,25	68.491,21	142.650,25	247.051,37	265.016,47	28.418,53	90%	
01 Financement micro-projets	COGEST	239.979,00	10.744,12	20.458,66	422,59	68.015,57	142.211,40	231.108,21	241.852,33	-1.873,33	101%	
02 Financement et	COGEST	37.611,00	3.438,72		15.028,66	475,64	438,86	15.943,16	19.381,88	18.229,12	52%	
03 Renforcement de l'offre de	COGEST	15.845,00	3.782,26						3.782,26	12.062,74	24%	
03 Des infrastructures		1.034.722,00	445.869,31	19.843,27	3.743,46	231.264,79	36.448,78	291.300,31	737.169,63	297.552,37	71%	
01 Processus de concertation	COGEST	257.800,00	163.897,88	5.622,32	1.689,14	38.241,84	30.186,13	75.739,42	239.637,30	18.162,70	93%	
02 Réalisation des études	COGEST	7.694,00	7.693,93				26,68	26,68	7.720,61	-26,61	100%	
03 Réalisation des	COGEST	647.150,00	239.046,57	137,20	2.051,20	191.329,52	1.248,02	194.765,95	433.812,52	213.337,48	67%	
REGIE		7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00	
COGEST		8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00	
TOTAL		16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00	



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01** Year to month : 31/12/2018
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
04 Réalisation des études	REGIE	82.624,00	21.693,41	14.083,75	3,13	1.693,43	4.987,96	20.768,27	42.461,68	40.162,32	51%	
05 Audits investissements	REGIE	39.454,00	13.537,52						13.537,52	25.916,48	34%	
04 La gouvernance		374.177,00	246.186,17	9.755,06	12.495,86	53.566,10	32.080,76	107.897,79	354.083,96	20.093,04	95%	
01 Développer des actions	COGEST	71.417,00	38.594,15	5.202,40	9.166,76	4.395,88	2.409,46	21.174,50	59.768,65	11.648,35	84%	
02 Réaliser des études de	REGIE	45.276,00	3.277,96	786,64	1.714,29	20.958,08	7.772,00	31.231,01	34.508,97	10.767,03	76%	
03 Renforcer la dynamique	COGEST	257.484,00	204.314,06	3.766,02	1.614,82	28.212,14	21.899,30	55.492,28	259.806,34	-2.322,34	101%	
05 Frais directs liés à l'atteinte		1.740.575,00	720.065,06	99.768,06	99.917,25	147.477,61	200.572,65	547.735,57	1.267.800,62	472.774,38	73%	
01 Frais de personnel et d'	REGIE	1.181.366,00	524.830,25	66.722,45	83.803,10	73.933,68	102.067,98	326.527,21	851.357,46	330.008,54	72%	
02 Frais de véhicules et	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
03 Prestataires pour	COGEST	1.719,00	1.856,95						1.856,95	-137,95	108%	
04 Frais de véhicules et	REGIE	34.429,00	35.548,37	-1.119,36		553,89		-565,47	34.982,90	-553,90	102%	
05 Prestataires pour	REGIE	335.336,00	108.384,36	22.236,73	608,88	58.913,86	75.411,08	157.170,55	265.554,91	69.781,09	79%	
06 Responsable AD	COGEST	105.349,00	38.414,68	2.973,37	7.404,59	6.760,91	7.825,60	24.964,47	63.379,15	41.969,85	60%	
07 Frais divers atteintes	REGIE	82.376,00	11.030,45	8.954,86	8.100,68	7.315,27	15.268,00	39.638,80	50.669,25	31.706,75	62%	
B UFR MONO COUFFO		5.976.755,00	2.018.051,25	351.687,76	515.316,16	631.253,09	826.712,79	2.324.969,81	4.343.021,05	1.633.733,95	73%	
01 Les exploitations familiales		1.503.083,00	326.438,25	199.006,13	305.639,22	140.526,96	209.617,43	854.789,75	1.181.227,99	321.855,01	79%	
01 Financement de 50	COGEST	770.248,00	117.809,36	111.365,47	200.531,72	90.846,70	109.900,57	512.644,46	630.453,82	139.794,18	82%	
02 Financement de 48	COGEST	240.327,00	67.734,65	76.045,46	21.488,19	19.439,37	28.651,73	145.624,76	213.359,41	26.967,59	89%	
	REGIE	7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00	
	COGEST	8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00	
	TOTAL	16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00	



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01**

Year to month : 31/12/2018

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
03 Financement de 0	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
04 Accompagner la mise en	COGEST	186.627,00	81.101,31	575,59	30.033,17	845,08	18.790,80	50.244,63	131.345,94	55.281,06	70%	
05 Renforcer les groupements	COGEST	170.285,00	9.978,51	2.422,26	40.820,60	23.281,54	20.939,85	87.464,26	97.442,77	72.842,23	57%	
06 Recherche action en appui	COGEST	31.484,00	15.966,27	2.727,49	2.790,11	578,57	3.081,54	9.177,70	25.143,97	6.340,03	80%	
07 Elaborer les paquets	COGEST	57.761,00	33.848,15	5.869,85	8.042,71	5.516,19	9.165,17	28.593,92	62.442,07	-4.681,07	108%	
08 Réalisation des contrôles	REGIE	46.351,00	0,00		1.932,72	19,52	19.087,77	21.040,01	21.040,01	25.310,99	45%	
02 Les petites entreprises		789.002,00	168.115,50	18.280,37	21.910,22	34.516,28	374.034,28	448.741,14	616.856,63	172.145,37	78%	
01 Financement micro-projets	COGEST	497.503,00	82.437,67	4.784,20	18.676,99	3.216,23	328.930,55	355.607,97	438.045,64	59.457,36	88%	
02 Financement et	COGEST	266.134,00	80.464,15	13.344,63	3.233,23	31.300,04	45.103,72	92.981,63	173.445,78	92.688,22	65%	
03 Renforcement de l'offre de	COGEST	25.365,00	5.213,68	151,53				151,53	5.365,21	19.999,79	21%	
03 Des infrastructures		1.355.036,00	461.088,50	28.961,10	31.633,12	321.538,24	53.065,87	435.198,33	896.286,82	458.749,18	66%	
01 Processus de concertation	COGEST	177.992,00	53.005,14	15.222,03	75,46	3.684,69	37.783,26	56.765,44	109.770,58	68.221,42	62%	
02 Réalisation des études	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
03 Réalisation des	COGEST	966.540,00	353.716,15	3.670,68	3.576,48	305.314,62	1.275,32	313.837,09	667.553,24	298.986,76	69%	
04 Réalisation des études	REGIE	168.780,00	39.143,22	10.068,39	27.981,18	12.538,93	14.007,30	64.595,79	103.739,01	65.040,99	61%	
05 Audits investissements	REGIE	41.724,00	15.223,99						15.223,99	26.500,01	36%	
04 La gouvernance		351.563,00	192.052,60	11.644,42	35.568,76	11.692,29	37.008,33	95.913,80	287.966,40	63.596,60	82%	
01 Développer des actions	COGEST	32.239,00	11.185,76	7.051,64	501,26	1.621,45	2.382,05	11.556,40	22.742,16	9.496,84	71%	
	REGIE	7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00	
	COGEST	8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00	
	TOTAL	16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00	



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 3

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01** Year to month : 31/12/2018

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

			2018					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4				
02 Réaliser des études de	REGIE	20.484,00	2.449,47	34,30		27,44		61,74	2.511,21	17.972,79	12%
03 Renforcer la dynamique	COGEST	298.840,00	178.417,37	4.558,48	35.067,50	10.043,40	34.626,28	84.295,66	262.713,03	36.126,97	88%
05 Frais directs liés à latteinte		1.978.071,00	870.356,40	93.795,75	120.564,84	122.979,32	152.986,89	490.326,80	1.360.683,21	617.387,79	69%
01 Frais de personnel et	REGIE	1.362.218,00	634.346,82	72.405,32	72.107,08	89.967,68	96.610,88	331.090,96	965.437,78	396.780,22	71%
02 Frais de véhicules et	COGEST	38,00	38,23						38,23	-0,23	101%
03 Prestataires pour	COGEST	0,00	0,00			158,55		158,55	158,55	-158,55	7%
04 Frais de véhicules et	REGIE	71.609,00	66.609,33						66.609,33	4.999,67	93%
05 Prestataires pour	REGIE	302.876,00	88.318,58	13.033,48	42.127,73	21.887,89	37.661,07	114.710,17	203.028,75	99.847,25	67%
06 Responsable AD	COGEST	131.543,00	62.486,44	7.657,13	5.799,51	10.122,92	10.535,06	34.114,62	96.601,06	34.941,94	73%
07 Frais divers atteintes	REGIE	109.787,00	18.557,00	699,82	530,52	842,29	8.179,88	10.252,51	28.809,51	80.977,49	26%
C UNITÉ D'APPUI ET DE		1.068.445,00	415.972,42	73.401,13	63.783,09	67.111,59	80.793,57	285.089,37	701.061,79	367.383,21	66%
01 Les petites entreprises		0,00	0,00						0,00	0,00	7%
01 Révision des mécanismes	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
02 La gouvernance		0,00	0,00						0,00	0,00	7%
01 Etudes de marché et	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
02 Renforcer la dynamique	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
03 Capitalisation et	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
04 Personnel technique de la	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
	REGIE	7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00
	COGEST	8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00
	TOTAL	16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 4

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01** Year to month : 31/12/2018
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

		2018											
	Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
05 Responsable UAC			COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
03 ANNULE													0%
04 La gouvernance				164.096,00	66.514,81	19.389,26	4.115,53	14.144,41	21.539,35	59.188,55	125.703,36	38.392,64	77%
01 Développer des actions			COGEST	20.373,00	9.388,42	10.125,82	858,50	733,28	198,18	11.915,78	21.304,20	-931,20	105%
02 Réaliser des études de			REGIE	143.266,00	56.669,04	9.263,44	3.257,04	13.411,13	21.341,16	47.272,77	103.941,81	39.324,19	73%
03 Renforcer la dynamique			REGIE	457,00	457,35						457,35	-0,35	100%
05 Le passage à l'approche				187.898,00	94.997,72	7.592,79	7.456,87	4.969,92	1.307,40	21.326,99	116.324,70	71.573,30	62%
01 Assurer la planification et			COGEST	16.920,00	8.046,71	600,90	795,94	19,82	457,04	1.873,69	9.920,40	6.999,60	59%
02 Mettre en place un dispositif			COGEST	16.875,00	3.109,27	1.064,25	496,98	1.039,70	850,36	3.451,29	6.560,56	10.314,44	39%
03 Capitaliser les expériences			REGIE	154.103,00	83.841,74	5.927,65	6.163,95	3.910,40		16.002,00	99.843,74	54.259,26	65%
06 Frais directs liés à l'atteinte				716.451,00	254.459,89	46.419,08	52.210,69	47.997,25	57.946,82	204.573,84	459.033,73	257.417,27	64%
01 Frais de personnel et			REGIE	576.024,00	189.448,95	37.786,11	43.577,72	38.598,62	46.436,20	166.398,66	355.847,61	220.176,39	62%
02 Responsable UAC			COGEST	140.427,00	65.010,94	8.632,97	8.632,97	9.398,63	11.510,62	38.175,18	103.186,12	37.240,88	73%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE				0,00	0,00						0,00	0,00	7%
01 Réserve budgétaire				0,00	0,00						0,00	0,00	7%
01 Réserve budgétaire			COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
02 Réserve budgétaire REGIE			REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
Z MOYENS GÉNÉRAUX				2.894.031,00	1.274.683,10	112.481,74	122.143,16	160.897,96	173.945,03	569.467,89	1.844.150,98	1.049.880,02	64%
			REGIE	7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00
			COGEST	8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00
			TOTAL	16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 5

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01**

Year to month : 31/12/2018

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

		2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
01 Frais de personnel		1.534.133,00	641.639,38	65.473,26	80.440,33	93.233,76	108.810,85	347.958,20	989.597,58	544.535,42	65%
01 Assistance technique	REGIE	410.000,00	134.029,37	32.274,93	32.274,93	26.487,32	32.845,68	123.882,86	257.912,23	152.087,77	63%
02 Staff national en appui	REGIE	399.886,00	196.445,39	4.830,85	24.153,70	25.865,51	26.875,13	81.725,19	278.170,58	121.715,42	70%
03 Staff national en appui	REGIE	384.167,00	193.877,09	18.500,15	14.144,38	27.542,13	23.492,54	83.679,20	277.556,29	106.610,71	72%
04 Staff national en appui	REGIE	340.080,00	117.287,53	9.867,32	9.867,32	13.338,80	25.597,51	58.670,95	175.958,48	164.121,52	52%
02 Investissements		66.361,00	57.309,02	1.572,66		900,64	429,01	2.902,31	60.211,32	6.149,68	91%
01 Véhicules	REGIE	27.432,00	27.432,43						27.432,43	-0,43	100%
02 Equipement IT	REGIE	32.380,00	23.850,01	1.049,88		498,63		1.548,51	25.398,52	6.981,48	78%
03 Aménagement bureau	REGIE	6.549,00	6.026,58	522,78		402,01	429,01	1.353,79	7.380,37	-831,37	113%
03 Frais de fonctionnement		382.907,00	192.688,24	16.694,57	22.668,01	23.777,87	32.403,49	95.543,94	288.232,17	94.674,83	75%
01 Services et frais de	REGIE	30.580,00	17.119,68	90,08	1.198,55	1.002,36	2.335,07	4.626,05	21.745,73	8.834,27	71%
02 Frais de fonctionnement	REGIE	126.562,00	66.226,90	5.709,80	8.625,14	13.818,88	9.670,88	37.624,69	104.051,59	22.510,41	82%
03 Frais de fonctionnement	REGIE	0,00	1,52	2,29	197,70			199,99	201,51	-201,51	7%
04 internet	REGIE	22.921,00	3.805,33	-225,00		-114,78	5.062,67	4.722,69	8.528,22	14.392,78	37%
05 Fournitures de bureau	REGIE	19.346,00	11.450,91	1.011,01	1.628,26	-259,67	1.826,42	4.206,02	15.656,93	3.689,07	81%
06 Missions Direction (24/an ,	REGIE	47.056,00	22.581,05	2.799,73	3.637,60	2.787,84	2.495,44	11.720,59	34.301,64	12.754,36	73%
07 Missions chauffeurs	REGIE	35.452,00	17.938,98	1.701,33	1.202,06	1.527,54	1.247,03	5.677,96	23.616,94	11.835,06	67%
08 Frais de communication	REGIE	19.596,00	7.216,18	819,74	862,37	574,91	2.151,31	4.408,33	11.624,51	7.971,49	59%
	REGIE	7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00
	COGEST	8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00
	TOTAL	16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 6

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01**

Year to month : 31/12/2018

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

			2018								
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
09 Formation (participation	REGIE	34.561,00	29.596,31		1.211,11	2.010,80	2.542,23	5.764,15	35.360,46	-799,46	102%
10 Frais de consultance (inclus	REGIE	25.199,00	6.347,46	3.071,70	1.745,54	1.739,60	2.487,48	9.044,31	15.391,77	9.807,23	61%
11 Autres frais de	REGIE	21.634,00	10.403,92	1.713,90	2.359,67	690,41	2.584,96	7.348,95	17.752,87	3.881,13	82%
04 Frais de fonctionnement		363.506,00	142.756,88	15.831,65	17.367,76	17.383,85	23.143,59	73.726,86	216.483,74	147.022,26	60%
01 Loyer de bureau (+ eau et	REGIE	77.469,00	25.517,59	4.007,78	3.943,78	2.365,96	4.209,88	14.527,40	40.044,99	37.424,01	52%
02 Services et frais de	REGIE	52.300,00	23.091,42	3.267,60	3.941,33	3.457,80	2.555,80	13.222,53	36.313,95	15.986,05	69%
03 Frais de fonctionnement	REGIE	65.393,00	33.926,27	2.804,75	2.662,33	5.768,33	2.961,72	14.197,12	48.123,39	17.269,61	74%
04 Frais de fonctionnement	REGIE	0,00	0,00		14,48	51,98		66,46	66,46	-66,46	7%
05 Télécommunications	REGIE	46.233,00	13.219,25	841,05	2.772,51	553,60	4.488,41	8.655,57	21.874,82	24.358,18	47%
06 Fournitures de bureau	REGIE	21.302,00	10.084,91	99,09	2.853,11	144,22	1.161,05	4.257,47	14.342,38	6.959,62	67%
07 Missions Direction (24/an ,	REGIE	15.507,00	8.641,35	390,57	475,03	1.261,36	1.129,04	3.256,01	11.897,36	3.609,64	77%
08 Missions chauffeurs	REGIE	5.810,00	2.574,94	226,69	8,23	130,80	99,70	465,43	3.040,37	2.769,63	52%
09 Frais de communication	REGIE	20.288,00	2.388,35			893,66	757,98	1.651,63	4.039,98	16.248,02	20%
10 Formation (participation	REGIE	18.958,00	11.457,96			1.107,08	2.301,83	3.408,91	14.866,87	4.091,13	78%
11 Frais de consultance (inclus	REGIE	23.674,00	3.194,17	2.467,39	12,20	1.569,72	3.139,44	7.188,76	10.382,93	13.291,07	44%
12 Autres frais de	REGIE	16.572,00	8.660,67	1.726,71	684,75	79,35	338,76	2.829,57	11.490,24	5.081,76	69%
05 Frais de fonctionnement		295.984,00	130.524,04	12.909,61	1.667,06	7.141,84	9.158,08	30.876,58	161.400,63	134.583,37	55%
01 Services et frais de	REGIE	15.465,00	8.486,82	1.295,26	683,02	714,05	931,92	3.624,25	12.111,07	3.353,93	78%
	REGIE	7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00
	COGEST	8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00
	TOTAL	16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 7

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **G01** Year to month : 31/12/2018

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
02 Frais de fonctionnement	REGIE	43.350,00	24.184,06	932,42	1.623,49	3.643,43	1.598,76	7.798,10	31.982,16	11.367,84	74%	
03 Frais de fonctionnement	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
04 Fournitures de bureau	REGIE	11.957,00	6.074,41	758,30	624,35	487,73	2.625,12	4.495,51	10.569,92	1.387,08	88%	
05 Missions Direction (24/an ,	REGIE	43.478,00	22.929,49	1.844,02	1.104,49	1.845,09	3.117,73	7.911,34	30.840,83	12.637,17	71%	
06 Missions chauffeurs	REGIE	37.222,00	20.306,99	2.294,80	870,45	1.283,72	3.435,12	7.884,09	28.191,08	9.030,92	76%	
07 Frais de communication	REGIE	51.646,00	20.875,24	8.494,01	3.076,47	5.041,38	2.799,32	19.411,18	40.286,42	11.359,58	78%	
08 Formation (participation	REGIE	19.247,00	15.127,75	236,30	382,65	3.992,52	541,77	5.153,23	20.280,98	-1.033,98	105%	
09 Frais de consultance (inclus	REGIE	37.114,00	114,34						114,34	36.999,66	0%	
10 Autres frais de	REGIE	36.505,00	31.523,68	847,75	133,39	841,26	987,15	2.809,55	34.333,23	2.171,77	94%	
11 Frais financiers cogestion	COGEST	0,00	-12.040,69	-1.956,10	-4.245,63	-8.562,44	-4.899,56	-19.663,72	-31.704,41	31.704,41	7%	
12 Frais financiers Régie	REGIE	0,00	-7.058,05	-1.837,16	-2.585,62	-2.144,91	-1.979,25	-8.546,94	-15.604,99	15.604,99	7%	
06 Audit et Suivi et Evaluation		251.140,00	109.765,50			18.460,00		18.460,00	128.225,50	122.914,50	51%	
01 Evaluation (MP et F)	REGIE	118.148,00	48.148,44						48.148,44	69.999,56	41%	
02 Suivi (CTB Est)	REGIE	82.992,00	61.617,06			3.960,00		3.960,00	65.577,06	17.414,94	79%	
03 Audit	REGIE	50.000,00	0,00			14.500,00		14.500,00	14.500,00	35.500,00	29%	
99 Conversion rate adjustment		0,00	0,04	0,00	0,00			0,00	0,04	-0,04	7%	
98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	0,04	0,00	0,00			0,00	0,04	-0,04	7%	
99 Conversion rate adjustment	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
	REGIE	7.721.598,00	3.201.210,58	375.321,42	418.296,81	514.032,52	635.480,38	1.943.131,13	5.144.341,69	2.577.256,31	67,00	
	COGEST	8.278.402,00	3.288.262,17	474.363,03	511.872,17	1.043.919,60	1.285.376,95	3.315.531,75	6.603.793,91	1.674.608,09	80,00	
	TOTAL	16.000.000,00	6.489.472,75	849.684,45	930.168,98	1.557.952,11	1.920.857,33	5.258.662,87	?	4.251.864,40	73,00	



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 11/01/2019

page: 8

3.6 Plan de mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours

Orientations / recommandations proposées par l'EMP	Réf. Activité	Pertinence (O/N) et Commentaires	Éléments d'opérationnalisation	Proposition d'action nouvelle retenue	Livrables (nouveaux)	Responsable	Délai mm/aa	Statut
VO1- Il faut en urgence débloquer tous les financements dédiés à de l'action MIC, PEA, PEA+ ainsi que ceux prévus dans le cadre des conventions élaborées avec les OP. C'est une priorité. Il faut mobiliser les décisionnels autour de cette contrainte majeure qui impact négativement le déroulement du programme	A1.1 A1.2 A1.3 A2.1 A2.2 B1.1 B1.2 B1.3 B2.1 B2.2	Pertinent (OUI), Cependant le déblocage des financements dépend des procédures de marchés publics non maîtrisées par le programme. L'achat groupée des équipements pour les promoteurs pour ne pas avoir faire face aux « saucissonnage » du marché a eu comme conséquences que les fournisseurs ne sont pas en mesure de livrer rapidement les grandes quantités demandées (pas en stock, commandes à réaliser en chine). Il a eu également comme conséquences, vu les montants de marchés, le passage obligatoire par la Direction Nationale du Marché public du Ministère. La Direction est surmenée et ne peut pas se mobiliser rapidement pour le traitement des dossiers.	Suivi mensuel des plannings mise à jours pour ce qui concerne les marchés publics	Élaborer un planning réaliste de réalisation des marchés publics pour MIC/PEA et IC	Outil de suivi marchés publics adapté	RAFI	31-08-17	Réalisé
VO2- Les délais sont maintenant trop courts pour relancer des Appels à Projets, il faut suspendre toutes relances. Même si certains acteurs (communes ou coopératives ou unions) n'ont pas accès aux financements du PROFI, ils en ont eu l'opportunité. Il	A1.1	Pertinent (OUI), Déjà réalisé. Plus d'appels à projets prévues.	Réaliser les études de faisabilité des MIC/PEA/PEA+;			ATN/GR	31-07-17	Réalisé
	A1.2	Les reliquats des financements des MIC/PEA et PEA+ seront utilisés pour couvrir les sous-estimation des coûts d'un certain nombre de MIC/PEA/PEA+ et quelques nouveau MIC/PEA dans les	Élaborer les trajets d'entreprenariat agricole (TAE) pour chaque projet			ATN CGC ATN AER	31-août-17	Réalisé

Orientations / recommandations proposées par l'EMP	Réf. Activité	Pertinence (O/N) et Commentaires	Éléments d'opérationnalisation	Proposition d'action nouvelle retenue	Livrables (nouveaux)	Responsable	Délai mm/aa	Statut
faut que les équipes en place puissent clôturer « proprement » dans les délais leur intervention		Clusters identifiés en appui directe et/ou de recherche action.						
	A1.3 A2.1 A2.2 A3.1 A3.3 A3.4 B1.1 B1.2 B1.3 B2.1 B2.2 B3.1 B3.3 B3.4	Les dotations du FADEC Agriculture sont attribuées aux communes (fixés selon des critères bien précis). Une annulation et/ou transfert des dotations doit avoir l'aval des comités départementales d'Attribution et de validation (CDAV) et du cadre de concertation interministériel (CCI).	Faire l'état de lieu des financements réels des MIC/PEA/PEA+ ;			ATN CGC ATN AER	30-sept-17	Réalisé
			Réallocation du reliquat au MIC/PEA dont les budgets ont sous-estimés ou pour les promoteurs dans les Clusters ;	Réaliser appel à projets ciblé "clusters" selon une procédure raccourci	Clusters renforcés (volumes commercialisés/contrats)	Responsables UFR	31-oct-17	Réalisé
			Accompagnement mise en œuvre des TAE			ATN CGC ATN AER	31-juil-19	En cours
			Réaliser des études de faisabilité des IC (Q4)			ATN/GR	31-déc-17	Réalisé
			Faire des sessions CDAV pour décisions à prendre sur les reliquats éventuels des dotations. Faire valider la décision par CCI (Q1 2018)	Réaliser un CDAV pour les communes avec les IC avec études de faisabilité négatifs (à condition que les IC peuvent être réalisés, mise en exploitation et accompagné)		ATN/MOC	31-oct-17	Réalisé

Orientations / recommandations proposées par l'EMP	Réf. Activité	Pertinence (O/N) et Commentaires	Éléments d'opérationnalisation	Proposition d'action nouvelle retenue	Livrables (nouveaux)	Responsable	Délai mm/aa	Statut
VO3- Les équipes doivent dès à présent procéder à un rétro planning en se questionnant sur ce qu'il est essentiel de produire à échéance sur chacun des 5 résultats à atteindre au niveau du M/C, de l'A/D et Central Cotonou	C5.1	Pertinent (OUI), Une stratégie de sortie a été élaboré qui fixe les produits à transférer, le porteur de chaque produit et la stratégie de transfert ; Pour les produits et dispositif de financement des MIC et PEA il est nécessaire que le FNDA soit fonctionnel	Réaliser une mise à jour de la stratégie de sortie avec les partenaires et unités (au plus tard en octobre pour prise en compte dans les plannings de 2018)	Mise à jour et actualisation de la stratégie de sortie VO	Stratégie de sortie VO actualisée	UAC	nov-17	En cours
VO4- Peut-être sera-t-il nécessaire de réallouer (compléter directement ou indirectement) et d'optimiser les Ressources Humaines, les moyens physiques, les ressources financières afin d'atteindre les résultats prévus.	C5.1	Pertinent (OUI), En cours (recrutement de personnel complémentaires pour les tâches ponctuelles) ; Réaménagement budgétaire en perspective. Les équipes sont flexibles et fonctionnent en pool	Prolongation du contrat AT-com « GEL Sud » (MC) ; Reprise de l'Agent Acropolis par UFR/AD; Recrutement PO pour 6 mois (1er juin 2017 -31 décembre 2017)	Prolongations /recrutement du personnel /bureaux complémentaires pour des courtes périodes (Assistance technique / Bureau d'appui aux PSNF/BC)	Personnel recruté/ Bureau recruté selon le besoin	UAC	août-17	Réalisé
		Une expertise ad-hoc d'appui aux pré-diagnostic des aménagements et collecte des données technico-économiques	Réaménagement budgétaire en septembre 2017 et Février 2018 (suite à l'exercice de stratégie de sortie actualisée)	Réaliser un réaménagement budgétaire VO	Nouveau budget approuvé SMCL	UAC	sept-17	Réalisé
VO5- Il nous semble que trois axes devraient avoir la priorité : les exploitations familiales, les entreprises rurales et la performance des filières prioritaires ;	C5.1	Pertinent (OUI), En cours ; Cependant les Investissements communaux seront aussi parmi ces priorités vu leur rôles dans le développement des filières, les coûts d'investissements en jeux (15 % du budget global) et du fait que ces IC sont déjà en cours de préparation (études/ marchés).	Stratégie de sortie sera actualisée suite aux priorités proposées par les consultants (octobre 2017)	Mise à jour et actualisation de la stratégie de sortie	Stratégie de sortie VO actualisée	UAC	nov-17	En cours

Orientations / recommandations proposées par l'EMP	Réf. Activité	Pertinence (O/N) et Commentaires	Éléments d'opérationnalisation	Proposition d'action nouvelle retenue	Livrables (nouveaux)	Responsable	Délai mm/aa	Statut
VO6- Se positionner stratégiquement dès à présent auprès des nouveaux démembrements du MAEP : DDAEP et ATDA, être à leur écoute, continuité de participer aux réunions de coordination, contribuer aux réflexions stratégiques au niveau de chaque département, ... Collaborer sur le plan conceptuel, intellectuel, envisager des appuis limités qui vont dans le sens du positionnement des filières appuyées ;	C5.1	Pertinent (OUI), Le positionnement est à déterminer avec le programme PADDSA (UE) et les DDAEP/ATDA. Les DDAEP sont en cours d'installation ; Les ATDA ne sont pas encore installés.	Introduire cet élément dans la mission backstopping prévu pour la formulation PADDSA pour déterminer le positionnement UFR vis-à-vis DDAEP/ATDA avec UE, DPP-MAEP, ...	Backstopping par rapport à la positionnement/ articulation du programme PROFI dont le volet VO par rapport à l'intervention PADDSA/UE	Rapport de backstopping	UAC	nov-17	Réalisé
VO7- Promouvoir et renforcer toutes les actions d'amélioration des compétences en valorisant les savoirs et expériences sur place	C5.3	Pertinent (OUI), Il a été prévu que le programme PAORC réalise des parcours d'acquisition de compétences (PAC) avec les Organisations et opérateurs privés. Malheureusement la coupe budgétaire n'a pas permis de réaliser les PAC comme prévus ; Actuellement cinq PAC sont en cours de réalisation ou prévus pour les OPA avec l'appui PAORC (GARD, Capitalisation, Genre, Plan de formation, Plan de communication) ;	Finalisation des PAC avec le programme PAORC (décembre 2017)	Réalisations des capitalisations (IC, MIC, PSNF, SIS, CEP..)	Notes de capitalisation	UAC	juil-18	En cours
		Deux notes de capitalisation sont en cours avec l'appui de l'Institut Tropical Royale des Pays Bas ; KIT (capitalisation des expériences de financement des microprojets ; expériences de financement des investissements communaux) ;	Finalisation des notes de capitalisation KIT sur IC et MIC					Réalisé

Orientations / recommandations proposées par l'EMP	Réf. Activité	Pertinence (O/N) et Commentaires	Éléments d'opérationnalisation	Proposition d'action nouvelle retenue	Livrables (nouveaux)	Responsable	Délai mm/aa	Statut
		Plusieurs formations prévues dans les conventions de subsides avec les partenaires (unions régionales)	Réaliser deux notes de capitalisation sur thématiques identifiés par les OPA					En cours
			Réaliser de la capitalisation des expériences du volet opérationnel (PSNF, SIS, ...)					

